

**REVUE IVOIRIENNE DE GOUVERNANCE ET D'ÉTUDES STRATÉGIQUES
(RIGES)
(IVORIAN REVIEW OF GOVERNANCE AND STRATEGIC STUDIES)
ISSN : 2520-4114**



Numéro 30(2), juin 2026

Anthropologie & gouvernance en Afrique



Directeur de la Revue

Dr. Botiagne Marc Essis
Politologue / Géoéconomiste
Enseignant-Chercheur
Directeur de l'IRIG

Contacts

Tél. : +225 0708410594 / +225 2722268835
E-mail : riges@irig-abidjan.com
Site Internet : <https://irig-abidjan.com/>

Preuves de l'indexation dans des bases de données

- 1/ International Standard Serial Number (ISSN) Centre International
ISSN PORTAL – The Global Index for Conituing Resources
<https://portal.issn.org/resource/ISSN/2554-1382>
- 2/ Bibliothèque Nationale de France (BnF) – Catalogue Général
<https://portal.issn.org/resource/ISSN/2554-1382>

Éditeur

IRIG Digital Editions
info@irig-abidjan.com
Adresse postale : 22 BP 905 Abidjan 22

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Prof. Stephan Stetter

Universität der Bundeswehr München
(Université Militaire de Munich)

Prof. Nadine Machikou

Université Yaoundé II

Prof. Paul Ghils

(Prof. Emérite) UL Bruxelles

Prof. Roch Yao Gnabeli

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Paul Anoh

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Séraphin Nene Bi

Université Alassane Ouattara de Bouaké

Prof. Abraham Gadj

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Yédoh Sébastien Lath

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Issoufou Yahaya

Université Abdou Moumouni de Niamey

Prof. Ezéchiél Akobrou

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Martin N'guettia Kouadio

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Téré Gogbe

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Stéphane Koffi-Yéboué

Université Péléforo Gbon Coulibaly de Korhogo

Prof. Djama Ignace Allaba

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Jean-Louis Lognon

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody

Prof. Loth Pierre Diwouta Ayissi

Université Yaoundé II

PRÉSENTATION DE LA RIGES

La **Revue Ivoirienne de Gouvernance et d'Etudes Stratégiques (RIGES)** est le fruit d'une collaboration entre l'**Institut des Relations Internationales & de la Gouvernance (IRIG)** et l'**Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) de Cocody**. La RIGES est un support de publication d'articles originaux et de très bonne qualité scientifique portant aussi bien sur des thématiques relevant de la gouvernance nationale que sur des questions procédant de la gouvernance mondiale.

La RIGES s'inscrit résolument dans une perspective transdisciplinaire et offre l'opportunité aux chercheurs de Côte d'Ivoire et d'ailleurs de publier des travaux en langues étrangères (anglais, allemand, espagnol, etc.). Par conséquent, elle encourage vivement la soumission de travaux émanant de toutes les disciplines des sciences sociales et humaines. Cette exigence d'ouverture se perçoit davantage par la place de choix qu'accorde la RIGES aussi bien à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée, à la recherche normative qu'à la recherche empirique.

En termes de périodicité, la RIGES est une revue trimestrielle adossée à un conseil scientifique international. Chaque numéro de la RIGES comporte un éditorial, des contributions thématiques et des contributions libres (*varia*).

Prescriptions typographiques

- Police : Times New Roman
- Taille : 12
- Interligne : simple
- Intitulé de l'article : TNR 14, en version française et anglaise
- Niveaux de titres : 3 au maximum
- Résumé et mots-clés : en version française et anglaise
- Références dans le corps du texte : Format APA
 - (Essis, 2026)
 - (Essis, 2026, p. 24), avec indication d'une page
 - (Essis, 2026, pp. 23s), avec indication de deux pages
 - (Essis, 2026, pp. 23ss), avec indication de plusieurs pages
 - (Essis & Bobo, 2026), pour deux auteurs
 - (Essis et al., 2026), pour plusieurs auteurs
- Bibliographie en fin d'article : Format APA
 -  Principes généraux (APA)
 - Classement alphabétique par nom d'auteur
 - Retrait suspendu (la 2e ligne est décalée)
 - Nom de l'auteur suivi de l'initiale du prénom
 - Date entre parenthèses
 - Titres d'ouvrages en italique
 - Utilisation de la ponctuation stricte (très importante en APA)
 -  1. Livre
 - Format :

Nom, Initiale. (Année). Titre de l'ouvrage. Éditeur.

Exemple :

Braud, P. (2018). Sociologie politique. LGDJ.

2. Article scientifique

Format :

Nom, Initiale. (Année). Titre de l'article. Nom de la revue, volume(numéro), pages. <https://doi.org/xxxx>

Exemple :

Dupont, J. (2020). Gouvernance et société civile en Afrique. Revue africaine de science politique, 12(2), 45–67.

3. Site web

Format :

Nom, Initiale ou Organisation. (Année). Titre de la page. Nom du site. URL

Exemple :

Banque mondiale. (2021). Gouvernance et développement. <https://www.worldbank.org>

4. Article de journal

Format :

Nom, Initiale. (Année, jour mois). Titre de l'article. Nom du journal. URL

Exemple :

Kouassi, A. (2022, 15 mars). Réformes de la gouvernance en Côte d'Ivoire. Fraternité Matin.

5. Mémoire ou thèse

Format :

Nom, Initiale. (Année). Titre du mémoire (Type de mémoire). Université.

Exemple :

Yao, K. (2023). Société civile et gouvernance en Côte d'Ivoire (Mémoire de master). Université Félix Houphouët-Boigny.

6. Livre avec plusieurs auteurs

Format :

Nom, Initiale., & Nom, Initiale. (Année). Titre. Éditeur.

Exemple :

Smith, J., & Brown, L. (2019). Public policy analysis. Oxford University Press.

SOMMAIRE

Editorial	6
 Anado Jean Michel Ahizi	
<i>Syndicalisme étudiant et engagement politique : question d'efficacité de la communication dans le champ universitaire ivoirien</i>	7
 Charles Ngadjifna	
<i>Pouvoir traditionnel et Pouvoir temporel au Cameroun : esquisse d'appréhension des schèmes de gouvernamentalité à l'aune des structures lamidales du Nord-Cameroun</i>	19
 Bohoussou N'dri Lydie Konan	
<i>La gouvernance domaniale à l'épreuve de l'insécurité dans la forêt classée de Goin-Debe</i>	30
 Géraud Paterne Kakou	
<i>Le statut du proverbe dans l'onomastique akyé</i>	44
 Assamoi Akora Joël N'dri	
<i>La déscolarisation des enfants en Côte d'Ivoire : Cas de Koffi-Amonkro</i>	53
 Franck Kouamé	
<i>De l'idéologie « völkisch » à la l'idéologie nazie : une historiographie partielle de la littérature allemande dans le processus de nazification de l'Allemagne</i>	66

Editorial

La publication de ce numéro de la Revue Ivoirienne de Gouvernance et d'Etudes Stratégiques (RIGES) intervient au moment où les lampions viennent de s'éteindre sur la coupe du monde 2026 qui a solidairement été organisée par les USA, le Canada et le Mexique. Il s'agit, en effet, d'un événement de haute portée géopolitique. Cette 23^e édition a enregistré la participation de dix pays africains. Cette augmentation substantielle du nombre de places accordées à l'Afrique confère assurément davantage de visibilité à ce continent.

Un tel événement est une opportunité pour les pays africains qui y ont pris part. Ils avaient, là, une opportunité de déploiement de leur stratégie de soft power. Plus concrètement, ces pays gagnent en notoriété et, certainement, en image. Par ailleurs, le fait pour le continent africain d'avoir enregistré neuf pays sur dix au second tour, avec des scores moins humiliants, peut-être perçu comme une avancée. Un tel acquis de la coupe du monde est à mettre à l'actif des instances dirigeantes du football mondial, avec à leur tête Gianni Infantino.

Le présent numéro a enregistré des contributions relevant de déclinaisons thématiques telles que la mobilisation sociale (**Anado Jean Michel Ahizi**), le leadership politique (**Charles Ngadjifna**), la gouvernance domaniale (**Bohoussou N'dri Lydie Konan**), la sociolinguistique (**Géraud Paterne Kakou**), le décrochage scolaire (**Assamoi Akora Joël N'dri**) et les idéologies politiques (**Franck Kouamé**)

Abidjan, le 21 juillet 2026

**Le Directeur de la Revue
Dr. Botiagne Marc Essis**

Syndicalisme étudiant et engagement politique : question d'efficacité de la communication dans le champ universitaire ivoirien

Anado Jean Michel Ahizi

michelahizi@gmail.com

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Abidjan)

Résumé

Cet article présente une image de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire ivoirien. La première phase de l'enquête menée avec le questionnaire de caractérisation (Flament 2001) auprès des étudiants fait apparaître trois items centraux : partis politiques "déguisés", instruments de la violence utilisée par les politiciens, promotion politique de leurs leaders. Ces trois items sont les éléments cités en commun par tous les étudiants. La deuxième phase de l'enquête qui est une étape de confirmation du noyau central engagée avec le questionnaire du test d'indépendance au contexte (Lo Monaco 2008) montre que seul l'item promotion politique de leurs leaders est resté central. Avec pour cadre de référence la théorie du noyau central des représentations sociales (Abric 1994, 2003), les résultats montrent que sur les deux étapes de notre enquête, notre hypothèse principale est confirmée car les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes ne développent pas les mêmes discours sur l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire ivoirien ; ce qui par ricochet crée un problème d'efficacité de la communication politique au sein du champ universitaire ivoirien.

Mots-clés : syndicalisme étudiant - représentations sociales - politique - noyau central - communication

Abstract

This article presents an image of the political commitment of student unions in the Ivorian university field. The first step of the survey conducted with the student characterization questioning (Flament 2001) reveals three central items: "Disguised" political parties, instruments of violence used by politicians, political promotion of their leaders. These three items are the items shared by all students. The second step of the survey, which is a confirmation stage of the central core engaged with the Independence Context Test questioning (Lo Monaco 2008), shows that, only the political promotion item of their leaders remained central. With reference to the theory of the central core of social representations (Abric 1994, 2003), the results show that, in the two stages of our survey, our main hypothesis is confirmed because unionist students and non-unionist students do not develop the same discourse on the political commitment of student unions in the Ivorian university field; which in turn creates a problem of effectiveness of political communication within the Ivorian university field.

Keywords: Student unionism - social representations - politics - central core - communication

Introduction

La participation des étudiants dans la gestion de la vie politique n'est pas un fait nouveau partout dans le monde. En Afrique, l'histoire du syndicalisme étudiant remonte bien avant les indépendances (Diané 1990 : 31). Ces mouvements ont pris leur départ en Europe où les premiers étudiants africains faisaient des études supérieures. Rompant définitivement avec les conceptions petites-bourgeoises du syndicalisme étudiant apolitique et purement corporatiste, ils créent des organisations d'étudiants qui, ont apporté une contribution importante au mouvement de libération nationale. Et c'est cette situation que présente Diané (1990) quand il écrit :

Les années cinquante avec l'émancipation de nos peuples et leur marche accélérée vers l'indépendance, un développement de mouvements syndicaux étudiants puissants en Afrique et

surtout dans les pays d'Europe où se constituent de fortes unions décidées à jouer leur rôle d'avant-garde dans cette lutte pour la liberté et l'unité.

L'Université de Côte d'Ivoire ne reste pas en marge de cette dynamique qui englobe les universités africaines avant et après les indépendances. Après deux décennies de gloire, l'université de Côte d'Ivoire va connaître un essoufflement et un dysfonctionnement manifeste au cours de l'année 1990. Ce qui est matérialisé par des grèves d'étudiants et, ou d'enseignants, aussi bien pacifiques que violentes, qui paralysent le fonctionnement de cette institution. Des organisations syndicales se créent, s'allient ou s'opposent dans leurs luttes (Zinsou 2009 : 37).

L'espace universitaire de Côte d'Ivoire, face à la pléthore d'associations d'étudiants, abrite une vague de revendications, si bien qu'il est considéré comme étant un petit « Rwanda » (Mensuel Life octobre 2009 : 43), un véritable champ de guerre, au-delà de simples revendications corporatistes et syndicales, faisant du champ universitaire ivoirien, un espace de compétitions et d'enjeux politiques.

Le syndicalisme à l'Université, tout en cherchant l'amélioration des conditions de vie et de travail des acteurs, doit prendre en compte le fait que l'Université est une institution. En ce sens, les responsables des syndicats d'étudiants de Côte d'Ivoire affirment ceci :

Nous avons pour vocation de défendre les intérêts matériels et moraux des étudiants. Chaque fois que nous constatons des irrégularités au niveau des conditions de travail, notre première responsabilité est de relever cette anomalie ou ce dysfonctionnement auprès des autorités qui ont en charge l'enseignement supérieur. (Hebdomadaire Journal d'Abidjan n°15 2016 : 20)

Dans ce sens, pour être crédible auprès des élèves et étudiants, ces organisations d'étudiants de Côte d'Ivoire vont poser des actes et des "revendications justes", dès leurs naissances. Mais ce qui paraît un épiphénomène, c'est l'engagement de ces organisations à la cause de la politique outrancière.

Dans les conditions où la politique constitue également un jeu dans lequel les individus et les groupes cherchent à rassembler des citoyens autour des idées qu'ils produisent, le champ universitaire ivoirien comme espace social de mobilisation et de propagande, échapperait-il à un tel enjeu de pouvoir ? Notre travail se fera le devoir d'y apporter des éclaircissements. Cette volonté de connaître la manière dont l'organisation mentale et cognitive chez la population étudiante permet l'établissement d'un contexte discursif justifie cette étude. Dans ce sens, si Jodelet (1984 : 361), définit les représentations sociales comme étant des modalités de pensée pratique orientées vers la communication, la compréhension et la maîtrise d'un champ social, notre recherche tend finalement à répondre à la question principale suivante : Quelles sont les modalités de pensée qui organisent les discours des étudiants syndicalistes et des étudiants non-syndicalistes à l'égard de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire ivoirien ?

L'hypothèse qui soutient cette question principale avance que les étudiants syndicalistes et les étudiants non syndicalistes développent des discours différents sur l'engagement politique des syndicats d'étudiants au sein du champ universitaire ivoirien.

Cette étude a donc pour objectif général de connaître les modalités de pensée qui organisent les discours des étudiants syndicalistes et des étudiants non-syndicalistes sur l'engagement politique des syndicats d'étudiant dans le champ universitaire ivoirien.

I. THEORIQUES LITTERATURE ET FONDEMENTS

L'Université de Côte d'Ivoire, qui, jusqu'en 1989, se présentait comme l'une des meilleures universités en Afrique de l'Ouest va connaître quelques soubresauts au cours de l'année 1990 (Zinsou 2009 : 34). Pour Biaka Zasseli :

A preuve lorsqu'on instaure le multipartisme en 1990, l'essentiel des leaders politiques sont des universitaires dont l'électorat premier est l'ensemble des étudiants possédant un esprit de corps et une organisation à l'image de ceux de l'armée. L'institution universitaire devient un espace politique dont la conquête mobilise les partis politiques. (Quotidien Fraternité Matin du lundi 27 Septembre 1997 : 11) :

En Côte d'Ivoire, la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) qui naît en 1990 sur les cendres du Mouvement des Elèves et Etudiants de Côte d'Ivoire (MEECI) va très rapidement se muer en un instrument de revendications violentes, toutes choses auxquelles elle n'a pas renoncé jusqu'aux différents coups d'Etat réussis ou manqués et jusqu'à la rébellion déclarée le 19 Septembre 2002. En effet, l'explosion de la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire depuis le 19 Septembre 2002 a révélé au grand jour le rôle politique de la jeunesse en général et de la jeunesse universitaire en particulier dans le débat et l'action politique (Konaté 2003). Zinsou (2009 : 43) ajoute que « La participation des associations d'étudiants à la vie universitaire, même politique n'est pas un phénomène nouveau en Côte d'Ivoire. ». Pour Biaka Zasseli (1997 : 11), la politique de l'école est constamment menacée par une école de la politique, surtout au niveau supérieur.

Si l'action politique peut passer par des formes non "routinisées" et ponctuelles de mobilisation, Gerstlé (1993) a donc raison de définir la communication politique comme l'art de séduire et circonvenir l'opinion. Dans ce sens, M'Bra Kouadio (2010) soutient que les organisations estudiantines comme le MEECI et la FESCI entretiennent des relations avec des partis politiques en fonction des régimes politiques.

Blé (2003), à la suite de la crise qui s'est ouverte depuis le 19 Septembre 2002, affirme, c'est la crise des machettes à l'université qui s'est transposée sur le terrain politique aujourd'hui étant entendu que les principaux animateurs de la crise politico-militaire sont tous issus de la FESCI. Il montre l'influence de la FESCI aussi bien en milieu universitaire que dans la vie politique. Pour l'auteur, la FESCI est une structure incontournable dans toute action qui vise à l'avenir, au devenir et à la construction de la Côte d'Ivoire. Aussi soutient-il : « tant que moi Charles Blé Goudé, j'occuperai les fonctions qui me sont miennes à la tête de la FESCI, personne ne passera pas par la FESCI pour déstabiliser la Côte d'Ivoire. » (Blé 2003 : 40). Ce mouvement syndical influence les autorités politiques : « A la vérité, l'enjeu était les échéances électorales : tel est le projet de nos adversaires » (Blé 2003 : 41). Il révèle même ceci : « Mon passage à la FESCI a été jalonné de quelques arrestations et emprisonnements évidemment inoubliables. En quatre ans, j'ai été privé de libertés huit fois. » (Blé 2003 : 49)

Pour Atchoua (2008), la FESCI qui est un syndicat d'élèves et étudiants apparemment créé pour défendre les intérêts des apprenants par voie de dialogue et de négociation s'est transformée, au fil des années, en une véritable force de contestation et de revendication politique. Dans cette logique, Goin Bi (2013) soutient : « le discours politique prédomine sur le discours scientifique dans les universités ivoiriennes. La plupart des critiques et des observations se font sous le couvert d'un parti politique ». En effet, l'avènement du multipartisme précédé par la mort du MEECI, a redimensionné l'espace démocratique ivoirien, d'abord par l'enrichissement du paysage politique en plusieurs courants politiques, ensuite par la redéfinition de la politique comme un « champ » de confrontations des élites de bords politiques différents. Cette situation

a également changé le paysage syndical étudiant ivoirien avec l'avènement de plusieurs mouvements d'étudiants.

De son côté, Akindès (2007 : 11ff), révèle que dans sa trajectoire politique, la société ivoirienne a progressivement développé une accoutumance à la violence politique. Lors de la transition politique, la FESCI ne fait plus mystère de son extrême politisation. Ses principaux responsables ont choisi leurs camps politiques. Pendant cette période, la « guerre des machettes » prit de l'envergure sur les campus universitaires. La FESCI se scinde entre partisans du Front Populaire Ivoirien (FPI) désormais discrètement proche du général Guéi et partisans du Rassemblement Des Républicains (RDR).

Pour mieux comprendre les discours sur l'engagement politique du syndicalisme étudiant en tant que phénomène, nous avons opté pour l'approche des représentations sociales. En effet, Les représentations sociales sont définies comme une forme de connaissances, mais qui concerne la façon dont chaque sujet social se représente les événements de son environnement, les informations qui y circulent, ou les personnes de son entourage :

une représentation sociale est une organisation d'opinions socialement construites, relativement à un objet donné, résultant d'un ensemble de communications sociales, permettant de maîtriser l'environnement et de se l'approprier en fonction d'éléments symboliques propres à son ou ses groupes d'appartenance.» (Moliner et al 2002 : 13)

Parmi les différentes approches théoriques développées au sein des représentations sociales, nous épouserons la théorie du noyau central. En effet, contrairement aux méthodes classiques qui utilisent des questionnaires triviaux, la méthode structurale tente de faire ressortir le noyau central dans toute étude des représentations sociales. Ici, les représentations sociales sont à l'intérieur d'un double système autour d'un noyau central et du système périphérique.

Le noyau central assure une certaine efficacité des représentations sociales dans le cas d'étude comme celle que nous présentons. Le noyau central est consensuel et collectivement partagé par les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes du champ universitaire ivoirien à l'égard de l'implication politique des syndicats d'étudiants. Dans cette logique, l'étude de toute représentation sociale comporte trois exigences fondamentales : la détermination de son contenu ; puis la détermination de l'organisation (structuration)), et enfin le statut des éléments constitutifs de ce contenu (Yapo 2004 : 31ff). La connaissance du contenu ne suffit pas, c'est l'organisation de ce contenu qui donne le sens aux représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire du syndicalisme étudiant de Côte d'Ivoire. Les représentations sociales sont ainsi consensuelles mais marquées par de fortes différences individuelles (Yapo 2016). Les représentations sont définies ici comme des modalités de pensée pratique qui structurent et organisent le discours des acteurs. Selon Yapo (2016) deux représentations sont différentes si et seulement si leurs noyaux centraux sont différents. Dans cette perspective structuraliste, Claude Flament (1989) va créer le lien entre la théorie du noyau central et la dynamique communicationnelle. En effet, il soutient que deux représentations sociales ne diffèrent que si leurs noyaux centraux sont différents. Ce qui pose un problème d'efficacité de la communication.

II. CADRAGE METHODOLOGIQUE

Population et dispositif d'enquête

Nous avons adressé notre instrument de recueil dans les villes d'Abidjan et Bouaké, qui à notre sens regroupent toutes les particularités et sensibilités des milieux universitaires de Côte d'Ivoire, du moins quand on se réfère à nos enquêtes.

Notre population d'enquête se compose de deux sous-groupes : Les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes du champ universitaire ivoirien. Le choix de ces groupes d'acteurs se justifie donc par le souci d'avoir une plus grande pluralité des attitudes supposées à l'égard des syndicats d'étudiants dans leurs rapports au politique. En 2016, cet effectif est de 180 000 étudiants (Hebdomadaire Journal d'Abidjan n°15 : 12).

Echantillonnage

Notre échantillon s'appuie sur la méthode d'exemplarité (Mayer et Ouellet 1991 : 385 f) qui ne tient donc pas compte de la taille de la population mère mais plutôt du fait que les principales catégories considérées (étudiants syndicalistes et étudiants non-syndicalistes) s'y trouvent, mais aussi par le fait que les personnes approchées sont à mesure de répondre et de nous donner des informations utilisables.

De 250 enquêtés prévus pour l'enquête, finalement nous nous sommes retrouvés avec un échantillon de 259 sujets. Cet échantillon de départ a été modifié dans la mesure où, lors de l'interrogation d'un groupe de syndicaliste, le " Général" a exigé que nous interrogeons tous les membres présents. Ce qui n'était pas prévu. Finalement, nous sommes retrouvés avec un échantillon composé de : 200 étudiants et 59 étudiants syndicalistes, avec comme espaces de référence l'enceinte des campus des Universités Félix Houphouët Boigny et Nanguy Abrogoua d'Abidjan et l'Université Alassane Ouattara de Bouaké.

Les instruments de recueil des données

Le questionnaire de caractérisation

La conception de l'outil utilisé (le questionnaire de caractérisation) s'est faite en différentes étapes. D'abord, il faut dire que le fond de notre questionnaire de caractérisation repose sur un premier questionnaire d'évocation remis à 35 étudiants, 10 étudiants syndicalistes, dans le champ universitaire ivoirien. Ce questionnaire d'évocation comporte une seule question :

- Quels sont les mots ou expressions qui vous viennent à l'esprit lorsqu'on évoque le rapport entre le syndicalisme étudiant et l'activité politique dans le champ universitaire ivoirien ?

Les réponses de cette première phase d'association libre ont permis aux enquêtés de produire tous les mots ou expressions qui leur viennent à l'esprit. Il s'agit pour nous d'accéder aux différents discours que les étudiants développent sur " l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ politique".

Cette phase nous a permis d'actualiser les éléments implicites ou latents qui seraient noyés ou masqués dans les productions discursives. Les éléments cités, nous ont permis de faire un travail manuel pour proposer les différents items inclus dans notre questionnaire de caractérisation. Là, nous avons donné au sujet une liste de termes ou propositions que nous avons formulées grâce aux réponses fournies à la question ouverte et nous avons demandé au sujet de choisir. Il s'agit pour l'enquêté dans une série d'énoncés (9), trois qui caractérisent le mieux l'implication politique du syndicalisme étudiant et trois autres qui le caractérisent le moins. (Voir annexe)

Cette rubrique de caractérisation vise à saisir l'organisation voire la structure interne de la représentation. Dans la seconde rubrique, il s'agit de l'identification de l'enquêté, et cette section sera alimentée par le statut de l'enquêté (étudiants syndicalistes et étudiants non-syndicalistes). Les données ont été traitées par ordinateur à l'aide du logiciel SIMI 2005.

Le Test d'Indépendance au Contexte (TIC)

Après l'analyse des données du questionnaire de caractérisation, nous allons appliquer la technique du Test d'Indépendance au Contexte (TIC) qui est un questionnaire de contrôle de la centralité des représentations sociales du syndicalisme étudiant de Côte d'Ivoire. Selon Lo Monaco (2008) et ses collaborateurs, il vise à valider expérimentalement la théorie du noyau central. Il s'agit de vérifier la centralité trouvée des représentations sociales du syndicalisme étudiant chez les enquêtés. D'abord nous ferons une liste des éléments sur lesquels on a fait l'hypothèse qu'ils constituent le noyau central de ces représentations sociales. Puis, on concevra un texte inducteur correspondant bien aux représentations de l'objet qu'on présentera à l'enquêté. Ensuite, on passera à la phase de contrôle de la centralité en fournissant à l'enquêté une information avec une formule affirmative présentant l'item. Par exemple pour l'item X, on procédera de la manière suivante : « A votre avis, les syndicats d'étudiants sont-ils toujours, et dans tous les cas X ?...et on demandera à l'enquêté s'il maintient toujours sa grille de lecture.

En mettant successivement en cause les différents éléments étudiés, on pourra voir les éléments qui ont été confirmés par un "Oui" ; ce sont les éléments du noyau central, et ceux dont les sujets ont répondu " Non" font partie des éléments périphériques. Dans cette étude, tous les items qui obtiendront 75% de réponses "Oui" sont indiscutablement dans le noyau central. (Lo Monaco et al 2016 : 135ff). Les données ont été traitées avec le logiciel Sphinx 2.

Nous avons donc réalisé une analyse globale portant sur l'ensemble des sujets, puis nous avons procédé à une analyse des représentations des étudiants syndicalistes et des étudiants non-syndicalistes. Pour ressortir nos éléments les plus caractéristiques au niveau du tableau, nous avons opté par la formule de la médiane. Le score médian qui va s'obtenir en multipliant le nombre des différentes modalités par le nombre d'items (9) qui est invariable. Ainsi, avons-nous obtenu les notes suivantes :

$$= (1*9) + (2*9) + (3*9) + (4*9) + (5*9) + (6*9) + (7*9) + (8*9) + (9*9)$$

La médiane va donc correspondre à la valeur du milieu (en gras), ce qui donne l'opération suivante : $5*9 = 45$. La moyenne étant de 45, tous les items ayant une valeur supérieure ou égale à 45% sont considérés comme étant les plus caractéristiques donc éléments supposés faisant partie du noyau central. Ceux qui seront en dessous seront considérés comme les moins caractéristiques ou neutres, donc faisant partie de la zone périphérique. Il s'agit donc de voir à chaque niveau, les représentations des étudiants syndicalistes et des étudiants non-syndicalistes. Ici, l'étudiant syndicaliste est vu comme l'étudiant qui est impliqué dans la vie de son syndicat. Il s'oppose au syndiqué en ce sens que celui-ci est un sympathisant. Le syndicaliste est un étudiant actif, un militant. Il participe aux grèves, aux marches et autres sit-in organisés par son organisation d'appartenance. On pourrait dire que c'est un étudiant "engagé". Par ailleurs, l'étudiant non-syndicaliste est vu comme celui qui ne milite dans aucune organisation étudiante.

III. PRESENTATION DES RESULTATS ET DISCUSSION

Recherche du noyau central des représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants

L'idée inductrice à partir de laquelle les trois sous-populations ont réagi est la suivante : « Notez ce que vous pensez sur l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire ivoirien ».

-Les représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire par l'ensemble des étudiants.

Tableau 1 : Analyse globale des items choisis par l'ensemble des sujets

N=259

N°	Items	Moins caractéristiques			Neutres	Plus caractéristiques		
		1	2	3				
1	Partis politiques "déguisés"	58	22,4%	70	27%	131	50,6%	
2	Instruments de la violence utilisée par les politiciens	18,1%	138	53,3%		74	28,6%	47
3	Promotion politique de leurs leaders	44	17%	86	33,2%	129	49,8%	
4	Promotion politique des enseignants	75	29%	142	54,8%	42	16,2%	
5	Ne font pas la politique	115	44,4%	70	27%	74	28,6%	
6	N'ont aucune accointance avec les politiciens		104	40,2%	91	35,1%	64	24,7%
7	Considèrent les politiciens comme des gangrènes	119	45,9%	87	33,6%	53	20,5%	
8	Branches des partis politiques	68	26,3%	91	35,1%	100	38,6%	
9	Ecoles de formation politique	121	46,7%	93	35,9%	45	17,4%	

N.B : Les valeurs en gras concernent les items les plus caractéristiques

La lecture du tableau relatif aux représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire par l'ensemble des étudiants, montre un attachement de ceux-ci aux items suivants : partis politiques "déguisés" (50,6%), instruments de la violence utilisée par les politiciens (53,3%), promotion politique de leurs leaders (49,8%).

-Les représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire par les étudiants syndicalistes.

Tableau 2 : Analyse des items choisis par les étudiants syndicalistes

N=59

N°	Items	Moins caractéristiques			Neutres	Plus caractéristiques		
		1	2	3				
1	Partis politiques "déguisés"	31	52,5%	20	33,9%	8	13,6%	
2	Instruments de la violence utilisée par les politiciens	40,7%	4	6,8%		31	52,5%	24
3	Promotion politique de leurs leaders	16	27,1%	31	52,5%	12	20,3%	
4	Promotion politique des enseignants	13	22%	34	57,6%	12	20,3%	
5	Ne font pas la politique	14	23,7%	6	10,2%	39	66,1%	
6	N'ont aucune accointance avec les politiciens	64,4%			14	23,7%	7	11,9%
7	Considèrent les politiciens comme des gangrènes	50,8%			14	23,7%	15	25,4%
8	Branches des partis politiques	24	40,7	21	35,6	14	23,7%	
9	Ecoles de formation politique	20	33,9%	19	32,2%	20	33,9%	

N.B : Les valeurs en gras concernent les items les plus caractéristiques

La lecture du tableau présentant les représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire par les étudiants syndicalistes montre un attachement aux items suivants : ne font pas la politique (66,1%), n'ont aucune accointance avec les politiciens (64,4%), considèrent les politiciens comme des gangrènes (50,8%). Ces items sont les éléments centraux.

-Les représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire par les étudiants non-syndicalistes

Tableau 3 : Analyse des items choisis par les étudiants non-syndicalistes

N=200

N°	Items	Moins caractéristiques			Neutres	Plus caractéristiques		
		1	2	3				
1	Partis politiques "déguisés"	27	13,5%	50	25%	123	61,5%	
2	Instruments de la violence utilisée par les politiciens	11,5%	134	67%		43	21,5%	23
3	Promotion politique de leurs leaders	28	14%	55	27,5%	117	58,5%	
4	Promotion politique des enseignants	62	31%	108	54%	30	15%	
5	Ne font pas la politique	101	50,5%	64	32%	35	17,5%	
6	N'ont aucune accointance avec les politiciens	13%			90	45%	84	42%

7	Considèrent les politiciens comme des gangrènes	105	52,5%	72	36%	23
	11,5%					
8	Branches des partis politiques	44	22%	70	35%	86
						43%
9	Ecoles de formation politique	101	50,5%	74	37%	25
						12,5%

N.B : Les valeurs en gras concernent les items les plus caractéristiques

L'observation du tableau montre que les items les plus caractéristiques sont les éléments suivants : partis politiques "déguisés" (61,5%), instruments de la violence utilisée par les politiciens (67%), promotion politique de leurs leaders (58,5%). Ce sont les éléments centraux des représentations sociales de l'implication politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire par les étudiants non-syndicalistes.

Conclusion partielle

L'examen de la situation montre ici que les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes ne partagent pas les mêmes représentations sociales sur l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire. Cependant, une analyse plus approfondie montre que ces deux groupes partagent des mots en commun : partis politiques "déguisés"-instruments de la violence utilisée par les politiciens - promotion politique de leurs leaders. Ces trois items constituent le noyau central des représentations sociales de l'implication politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire par les étudiants non-syndicalistes. Cependant, pouvons-nous soutenir qu'ils seront confirmés comme éléments centraux après l'examen du TIC ? Telle est la tâche qui nous attend dans la section suivante.

Confirmation du noyau central des représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants dans le champ universitaire ivoirien.

Figure 1 : Les avis des enquêtés concernant l'item instruments de la violence utilisée par les politiciens

Les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes soutiennent que les syndicats d'étudiants ne sont pas des instruments de la violence utilisée par les politiciens. Nous avons des scores de 20% de réponses Oui chez les étudiants syndicalistes et de 63% chez les étudiants non-syndicalistes.

Figure 2 : Les avis enquêtés concernant l'item partis politiques "déguisés"

Le tableau montre que l'item partis politiques "déguisés" n'est pas un élément central des représentations sociales des étudiants syndicalistes et des étudiants non-syndicalistes à l'égard du syndicalisme étudiant (avec 13, 3% de réponses Oui chez les étudiants syndicalistes et de 46% chez les étudiants non-syndicalistes)

Figure 3 : Les avis enquêtés concernant l'item font la promotion politique de leurs leaders

Nous observons dans ce diagramme, 80% de réponses Oui chez les étudiants syndicalistes et de 56% chez les étudiants non-syndicalistes. Ce qui revient à dire que l'item font la promotion politique de leurs leaders est un élément du noyau central des représentations sociales du syndicalisme étudiant chez les étudiants syndicalistes. Cependant, il appartient à la zone périphérique chez les étudiants non-syndicalistes.

IV. DISCUSSION

Validation de l'hypothèse

Sur les neuf items proposés dans le questionnaire de caractérisation, trois seulement font office d'éléments consensuels chez les étudiants du champ universitaire ivoirien. Ce sont : partis politiques "déguisés", instruments de la violence utilisée par les politiciens, promotion politique de leurs leaders. Après l'examen du TIC, l'item promotion politique de leurs leaders est le seul qui a été confirmé comme élément central. Cet item central a été cité par les étudiants syndicalistes. Si les représentations sociales sont définies comme des modalités de pensée pratique qui structurent et organisent les discours des acteurs, nous pouvons conclure qu'à la lumière de la théorie du noyau central, les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes n'ont pas les mêmes discours sur l'engagement politique des syndicats d'étudiants au sein du champ universitaire ivoirien. Ce qui permet de confirmer notre hypothèse. Le statut de l'étudiant dans le champ universitaire ivoirien a donc une incidence sur les discours des étudiants. On pourrait conclure que les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes n'ont pas les expériences politiques du syndicalisme étudiant de Côte d'Ivoire.

L'item central promotion politique de leurs leaders montre que le syndicalisme a réellement un lien avec la politique. En effet, pour Ahipeaud : « Aujourd'hui, la classe politique ivoirienne dans toutes ses composantes, est dirigée d'une manière ou d'une autre par des éléments issus de la FESCI. Toutes les organisations politiques d'aujourd'hui ont des cadres formés ou issus de ce mouvement-là. » (Quotidien Notre Heure, n°003 du lundi 23 février 2009 : 2). Le syndicalisme étudiant est considéré comme un mouvement qui forme les politiciens ; et ce que Goudé confirme dans ces lignes : « La FESCI, une structure créée pour défendre les conditions de travail et de vie des élèves et étudiants de notre pays (la Côte d'Ivoire). La FESCI sera plus tard pour moi plus qu'un simple mouvement étudiant. Elle deviendra ma première école politique. » (Goudé 2006 : 24). Cette position est partagée par Dibopieu qui affirme : « C'est un tout petit qu'il faut franchir à la FESCI pour se retrouver dans l'arène politique. Donc la FESCI n'a jamais été loin du terrain politique. ». (Quotidien L'Inter, n° 2878 du lundi 17 décembre 2007). Ahipeaud (2009) renchérit en disant : « l'objectif de ce mouvement est aussi de former une élite politique. ».

Nos résultats viennent appuyer cette position de Atchoua (2008) qui soutient que la FESCI, ce syndicat d'élèves et étudiants apparemment créée pour défendre les intérêts des apprenants par voie de dialogue et de négociation se transformera, au fil des années, en une véritable force de contestation et de revendication politique. Boussou (1985), pour sa part, avait déjà démontré que le milieu universitaire est un lieu de formation des organisations étudiantes, et l'alliance qu'elles ont avec les partis politiques.

Aussi faut-il ajouter que dans la perspective structuraliste, cette étude nous a permis de confirmer le lien entre la théorie du noyau central et la dynamique communicationnelle, car selon Flament (1989 : 16) deux représentations ne diffèrent que si et seulement si leurs noyaux centraux sont différents.

Au regard des discours des agents, que pouvons-nous conclure sur les rapports de communication entre les étudiants syndicalistes et les autres étudiants (les non-syndicalistes) ?

Les différents noyaux centraux n'ont pas les mêmes éléments. Cette situation a nécessairement une signification profonde et montre qu'il existe un dysfonctionnement au niveau de l'efficacité de la communication entre ces deux groupes d'acteurs. Cette situation montre que les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes entretiennent des rapports de communication de

nature conflictuelle dans le champ universitaire ivoirien (Ahizi 2018) surtout quand on évoque les questions d'enjeu politique.

Critique de l'utilisation conjointe des deux instruments de recherche

Fallait-il mobiliser tous les items du questionnaire de caractérisation pour le test de contrôle de la centralité (TIC) ? Cette option n'aurait-elle pas changé le contenu du noyau central ? Des questions qui peuvent constituer des faiblesses de la démarche méthodologique. A ces questions, nous disons qu'au niveau de l'utilisation conjointe des deux instruments de recherche, de neuf (9) items au départ, la caractérisation nous a permis de sortir avec trois (3). Après le TIC, nous sommes à un (1) item pour le noyau central. Le noyau central relève donc d'un véritable travail de sélection ; et cette utilisation conjointe nous a permis de dégager l'état de notre hypothèse. Par ailleurs, cette étude aurait gagné encore plus en importance si elle avait un volet qui avait étudié les différentes formes du discours sous lesquelles se manifestent les représentations sociales que nous avons recensés. Mais là encore, l'analyse du discours exige un niveau approfondi d'analyse, qui dans le cas de cette étude a été remédiée par l'approche structurale qui nous a permis d'accéder directement aux éléments les plus significatifs.

Conclusion et perspectives

Il est apparent que les étudiants syndicalistes et les étudiants non-syndicalistes ne partagent les mêmes discours sur l'engagement politique des syndicats dans le champ universitaire ivoirien.

Pour une fois encore, l'approche structurale prouve la variété de ses applications à travers des différents phénomènes qui méritent des compréhensions et des explications comme le syndicalisme étudiant, qui constitue un sujet rarement abordé au vu des statistiques du Groupe d'Etude et de Recherche sur les Mouvements Etudiants (Morder 2008).

Sur l'ensemble de l'étude, les résultats montrent que le champ universitaire ivoirien constitue un espace privilégié pour les syndicats d'étudiants qui y préparent des futurs leaders politiques. Le milieu étudiant est un espace très convoité par les politiciens. Les syndicats d'étudiants, avec les jeunes qui les composent deviennent des moyens d'expression pour les partis politiques. Les syndicats d'étudiants sont présentés ici comme des structures qui influencent et sont influencées par les hommes politiques. Dans le cas spécifique ivoirien, nous voyons que le syndicalisme étudiant de Côte d'Ivoire est un appui aux partis politiques. Les syndicats d'étudiants sont des très déterminants dans le jeu politique ivoirien. Ils sont même des acteurs incontournables dans les questions de mobilisation politique dans le champ universitaire ivoirien. Comme on le voit le champ universitaire ivoirien est ainsi défini comme un espace stratégique et de mobilisation pour les partis politiques et les politiciens. Dans ce sens, et si l'on s'engageait à étudier les représentations sociales de l'engagement politique des syndicats d'étudiants par l'ensemble des ivoiriens ? Les résultats d'une telle recherche seraient-ils les mêmes que ceux de cette présente recherche ?

Bibliographie

Abric Jean Claude : Méthodes d'études des représentations sociales, édition érès, Raimonville Saint, 2003.

Ahizi Anado Jean Michel : Discours et représentations sociales sur l'adhésion syndicale étudiante dans le champ universitaire ivoirien, Les Cahiers de l'IREA, n°23, L'Harmattan, Paris, Novembre 2018, pp.151-197.

Atchoua N'Guessan Julien : Discours politique et dynamique de communication dans les espaces publics ivoiriens : l'exemple des « Agoras et Parlements » et des « Grins » des quartiers populaires d'Abidjan, Thèse Unique de doctorat, sciences de l'information et de la communication, Université de Cocody, Abidjan, 2008.

Blé Goudé Charles : Crise ivoirienne, ma part de vérité, Fraternité Matin édition, Abidjan, 2006.

Boussou Ebah Michel : L'université d'Abidjan : un parlement, La pensée universelle, Paris, 1985.

Diané Charles : La FEANF et les grandes heures du mouvement syndical étudiant noir (1990), éditions Chaka, Paris, 1990.

Gerstlé Jacques : La communication politique, PUF, collection "Que sais-je ?" n°2652, Paris, (première édition 1992), (1993).

Goin Bi Zamblé Théodore : Libertés académiques, syndicalisme et politique en Côte d'Ivoire, CODESRIA, vol 9, Nos 1 et 2, Abidjan, 2011, pp.133-146.

Flament Claude : Structure et dynamique des représentations sociales » in Les représentations sociales, PUF, Paris, 1989.

Konaté Yakouba : Les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements de patriotes », Éditions Karthala, Politique africaine. n°89-mars, 2003, pp. 49-70.

Lo Monaco Gregory, Delouée Sylvain, Rateau Patrick : Les représentations sociales, De Boeck Supérieur, Louvain-La-Neuve, 2016.

Lo Monaco Gregory, Lheureux Florent, Halimi-Falkowicz, Séverine : Le Test d'Indépendance au Contexte (TIC) et structure des représentations sociales, Swiss Journal of Psychology. 67 (2), 2008, pp.119-123.

Moliner Pascal, Rateau Patrick et Cohen-Scali : Les représentations sociales, Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale, PUR, Rennes, 2002.

Sananès Bernard : La communication efficace, 4ème édition, Dunod, Paris, 2011.

Touho Arsène : Côte d'Ivoire, il faut tuer le « soldat Fesci », L'Harmattan. Paris, 2010.

Yapo Yapi (dir) : Etudier les représentations sociales, L'Harmattan, Paris, 2016.

Zinsou Edmé Michel : L'Université de Côte d'Ivoire et la société, L'Harmattan. Paris, 2009.

Pouvoir traditionnel et Pouvoir temporel au Cameroun : esquisse d'appréhension des schèmes de gouvernamentalité à l'aune des structures lamidales du Nord-Cameroun

Charles Ngadjifna
ngadjifna.c@gmail.com
 Université de Douala

Résumé

Les humanités et socialités scientifiques ayant eu pour champ de percussion les rapports des structures lamidales avec le pouvoir moderne ont, dans l'ensemble, consacré l'opportunisme, le carriérisme et la vénalité de l'autorité lamidale contemporaine. Ces approches analytiques, critiques et constructivistes envisagées dans une perspective sociologique déclinent les entités lamidales déroutées de leurs fonctions originelles et dont la préoccupation majeure, constante et permanente, est demeurée la lutte pour la survie et l'accumulation, promouvant, par le fait même, une politique qui s'apparente à quelques égards à celle dite du « ventre » dont parlait Jean - François Bayart. Ce combat pour la survie et l'accumulation a amené les structures lamidales à développer de nouveaux schèmes de gouvernamentalité, qui ont fécondé et fertilisé des relations utilitaires et clientélistes, voire maffieuses avec le pouvoir moderne central. Les structures lamidales sont donc devenues de véritables organes d'appui au pouvoir moderne, balançant fatalement d'une lamidocratie salubre à une forme suicidaire de lamidocrature. Pour parer à ces excès et abus lamidaux, les « exclus du marché politique » ont opposé un trésor de génie d'inventivité et de créativité contestataire et protestataire, et développé des ripostes à déploiement multisectoriel. Ces ripostes ont généré de nouvelles formes d'énonciation du politique. La réflexion envisagée, voudrait ausculter l'intelligibilité des aspects latents, occultés de ces rapports d'abâtardissement postcolonial que fecondent réciproquement les structures lamidales et le pouvoir moderne.

Mots-clés : *Structures lamidales, Lamidocratie, Lamidocrature, Tendance lamidogène, Lamidoclastes, Lamidophile, Strangulation alimentaire*

STRUCTURES LAMIDALES : ROUTES ET DÉROUTES

Champ scientifique en friche ou peu exploré, doué cependant d'une certaine fertilité gnoséologique, le problème et la problématique de la lamidalité charrient moult percussions intellectuelles. Les structures lamidales, déclinées comme l'ensemble des formes ou modes d'organisation et d'exercice du pouvoir traditionnel¹ au Nord-Cameroun, constituent, à n'en plus douter, la trame de diverses investigations scientifiques. Historiens, géographes, anthropologues, archéologues, juristes, présentent un intérêt toujours croissant pour le sujet lamidal.

Cette lecture critique envisagée dans une perspective sociopolitique nourrit l'ambition modeste, mais l'option décisive de tenter de déceler, d'analyser et d'esquisser les types et la nature des rapports que les structures lamidales entretiennent avec le pouvoir moderne, et ce, pour parvenir à l'intelligibilité de ces rapports à la fois éclectiques, iconoclastes, symplectiques et intéressés

¹ Les chefferies traditionnelles du Nord-Cameroun ne sont pas toutes organisées sur le schéma lamidal, c'est ainsi qu'on trouvera des sultans dans les localités de Kousseri, Logone-Birni, Gouffey, Wandala- Mora. Il apparaît cependant une singularité, à savoir que les chefferies qui ont opté pour la nomenclature de sultanat, relèvent essentiellement de la région de l'Extrême-Nord. Sur la différenciation induite par cette nomenclature, rien de significatif n'a pu filtrer des réponses que nous ont apportées les personnes interrogées à cet effet et donc sur le sujet.

qui s'entrelacent s'entremêlent, mais rarement s'entrechoquent en fécondant de nouveaux schèmes de culture, de pratiques et d'idéologies politiques. En posant globalement la problématique du passage de la lamidocratie à cette sorte vicieuse et pernicieuse de lamidocrature, la présente étude remet sur orbite les brisures, les fractures, les permanences, rémanences et réminiscences des structures lamidales, qui semblent avoir pris une cure de métamorphisme politique et démocratique en faveur du multipartisme renaissant. La présente esquisse d'analyse du lamidalisme se projette comme une enquête sur l'ordre lamidal, son obtention, son maintien, son accroissement, ses attermoissements, ses misères, sa grandeur, sa perte. C'est somme toute une approche clinique du pouvoir lamidal, sa structuration, ses homologues, ses hétérologues et ses pathologies. Aussi importe-t-il de se demander si l'opportunisme et le carriérisme politique des lamibé, contrebalancés par les velléités contestataires et les diverses ripostes des « *exclus du marché politique* » ou de celles « *du monde d'en bas* » ne consacreront pas à terme la létalité desdites structures, car l'improbité lamidale doublée de diverses incongruités semblent, à l'analyse clinique, sonner l'hallali lamidal et marquer la déliquescence et l'impotence de ces structures sous l'angle de leurs capacités à la fois régulatrice, responsive, extractive, distributive et attractive.

La grille d'analyse ainsi envisagée dans une perspective sociopolitique nourrit l'ambition modeste, mais l'option décisive de tenter de déceler, d'analyser et d'esquisser les types et la nature des rapports entre les structures lamidales et le pouvoir moderne, et ce, pour parvenir à l'intelligibilité de ces rapports symplectiques et intéressés qui s'entrelacent, s'entremêlent, mais rarement s'entrechoquent en fécondant de nouveaux schèmes de culture, de pratiques et d'idéologies politiques. Ainsi envisagée, notre étude nous commande un décryptage sociologique des mobiles et motivations de toutes les parties prenantes de cet engrenage *structures lamidales - lamibé - pouvoir central ; structures lamidales - lamibé- forces et formations politiques dites de l'opposition*.

La présente esquisse d'analyse du lamidalisme s'apparente à une enquête sur l'ordre lamidal, son obtention, son maintien, son accroissement, ses attermoissements, ses misères, sa grandeur, sa perte. C'est une approche clinique du pouvoir lamidal, sa structuration, ses homologues, ses hétérologues et ses pathologies, sensiblement comme le *Prince* de Machiavel est apparu au *Pouvoir*.

Les lamibé, chefs traditionnels et consacrés par la législation camerounaise comme auxiliaires de l'administration moderne, excellent par un zèle d'opportunisme politique au grand dam de leurs attributs régaliens de dépositaires de l'essence traditionnelle, mythique, mystique et culturelle qu'ils sont commis originellement d'incarner. Cette essence régaliennne d'antan, identité remarquable et marque déposée des chefs traditionnels, se trouve galvaudée et viscéralement ruinée par une sorte d'équation asymétrique ayant pour constante et fil d'Ariane la manducation si chère au contemporain Jean-François Bayart. Les lamibé, agents de l'administration moderne, ne sont plus que des exécutants des mesures le plus souvent impopulaires et disgracieuses du pouvoir moderne central.

De l'observation du déploiement des deux ordres du pouvoir, il en découle un schisme idéologique préjudiciable, un écart normatif régressif qui galvaudent l'intérêt supérieur censé être constamment celui des populations administrées, plutôt que celui de l'administration moderne. Le pouvoir moderne se trouve ainsi auréolé et servi ; les populations lamentablement asservies.

Plus que de simples gardiens du trésor traditionnel et promoteurs des essences culturelles, les lamibé ont investi le champ de la politique « *politicienne* », fécondant une culture politique dont

le sens et la puissance commandent nécessairement une ascèse pour sa saisie et sa compréhension, à l'état civil épistémologique du savoir d'ordre sociologique.

Dans cette nouvelle grammaire de l'exercice du pouvoir, les chefs traditionnels sont engagés dans une conquête ou compétition du pouvoir administratif moderne. À défaut, ils se font irréductibles adjuvants de cet ordre de pouvoir. Il apparaît en filigrane dans cette nouvelle géométrie du pouvoir que :

« La recherche du pouvoir (...) malgré les apparences, n'est pas fondamentalement liée à la volonté de mise en œuvre d'un programme politique, d'une action de transformation de la société ; le pouvoir est d'abord recherché pour ce qu'il rapporte »²,

pour reprendre le propos de Jean François Médard.

Cette mutation, de fait, semble trancher d'avec l'antériorité, c'est-à-dire la coutume, l'habitude, donc la tradition. Cet état des choses qui s'apparente à une dérobade des fonctions régaliennes apparaît dès lors apte à une autopsie et chirurgie sociologique, à même de débusquer les pathologies de ces structures lamidales et les intimités des rapports qu'elles entretiennent avec le pouvoir moderne central moderne basé à Yaoundé. Les structures lamidales, par cette réforme et cette réorientation de leurs options politiques, mais stratégiques et en phase avec les manœuvres de l'administration moderne, marquent une césure historique. Cette césure consacre la révolution de la gloire sans partage de l'institution chefferie traditionnelle. L'administration coloniale avait amorcé cette prostitution et corruption de l'autorité traditionnelle, mais jamais cette autorité n'est apparue si déjetée comme elle l'est à l'ère postcoloniale et davantage en contexte de renaissance démocratique.

Les structures lamidales, formes et modes d'organisation du pouvoir traditionnel caractéristique du Nord-Cameroun, représentations locales du pouvoir central, saisies dans leur contemporanéité excellent par un réel zèle d'opportunisme, de carriérisme et de vénalité politique. Cette posture contemporaine des structures lamidales tranche avec l'hiératisme de leur essence originelle. Les lamibé d'hier, de par les marques qu'ils ont laissées dans l'histoire au travers de leurs prouesses, restent de véritables icônes traditionnelles.

Tous les lamibé³ ou presque, eu égard au multipartisme renaissant et au projet politique de démocratisation des institutions, sont devenus des militants invétérés, inconditionnels et irréductibles du parti au pouvoir, à savoir : le Rassemblement démocratique du Peuple camerounais (RDPC), proclamant par ce fait leur alliage tous azimuts au pouvoir central basé à Yaoundé, en se posant et se positionnant dans l'arène politique comme des *« clients politiques »*. Les chefs traditionnels de cette portion du terroir camerounais sont plus que des militants de base, des membres titulaires des instances centrales du parti et d'autres caracolent l'instance faïtière du parti, en l'occurrence le Bureau politique du RDPC.

Les structures lamidales se sont révélées à l'analyse sociologique être des entités traditionnelles désaxées qui sont en déphasage total avec les attributs qui leur ont été originellement et foncièrement conférés et assignés.

Le déploiement culturel des lamidats semble bien écorné par leurs préoccupations politiques. Il n'est plus courant de voir des fantasias, ou d'assister à des manifestations culturelles organisées

² Jean François, Médard (éd): *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1992 p.68

³ Le terme lamibé renvoie au pluriel de lamido, chef traditionnel placé à la tête du lamidat qui est l'office et la résidence du lamido. Nous écrirons indifféremment laamiido (selon la tradition peuhle et conformément aux clauses de Bamako) ou lamido (orthographe moderne), selon que nous voudrions respectivement faire allusion à l'institution ou l'autorité originelle, ou à l'autorité ou l'institution corrodée, par le pouvoir central basé à Yaoundé.

dans nos lamidats. L'architecture de nos différents lamidats a pris une cure de modernité, la nature des matériaux de construction étaye à suffisance ce point de vue.

Cogiter sur la lamidalité reviendrait, de toute évidence, à ausculter la cohabitation conviviale et syntonique des structures lamidales avec le pouvoir moderne. Il est question également de relever l'acerbité et l'austérité de leurs rapports aux forces et formations politiques dites de l'opposition. Il s'agit, en somme, de voir si l'adhésion ou l'appartenance de tous les lamibé au parti au pouvoir dénote d'un réel engouement politique, mû par la conviction du programme politique ou d'une sorte de grégairisme, d'opportunisme et de papelardise politique. Aussi importe-t-il de se demander si l'opportunisme et le carriérisme politique des lamibé, contrebalancés par les velléités contestataires et les diverses ripostes des « *exclus du marché politique* »⁴ ou de celles « *du monde d'en bas* »⁵ ne consacreront pas, à terme, la létalité desdites structures, car l'improbité lamidale doublée de diverses incongruités semble, à l'analyse clinique, sonner l'hallali lamidal et marquer la déliquescence et l'impotence de ces structures.

Cette étude commande de montrer les différentes homologues structurales et les affinités indicatrices y afférentes, ainsi que l'auscultation desdites homologues en mettant en exergue les critères de coalition et de collaboration lamibé-pouvoir central et sa traduction dans les faits au niveau local, notamment dans le comportement électoral, le courtage politique, les stratégies d'accumulation, les conditions de travail.

De manière synthétique, notre réflexion soulève et tente modestement d'apporter quelques éléments de réponses aux interrogations suivantes :

Les rapports qu'entretiennent les lamibé avec le pouvoir central sont-ils des rapports utilitaires ou résiduels? Les populations subissent-elles unilatéralement et passivement les manœuvres politiques des lamibé ? La captivité des suffrages des populations participe-t-elle d'une certaine incompetence politique?

Ces populations sont-elles des « *political dopes* », hyper inertes aux abus lamidaux ? Les lamibé ont-ils l'habileté et la compétence technique politique au sens bourdieusien du terme ? Quelles sont les nouvelles énonciations du politique qui se posent comme alternatives au postulat bourdieusien ?

Dans l'optique de l'efficacité scientifique, nous soumettons ces interrogations à l'interrogation sociologique, étant donné que

« *Le sociologue qui ne soumet pas ses propres installations à l'interrogation sociologique ne saurait faire une analyse sociologique vraiment neutre des réponses qu'elles suscitent* »⁶.

L'opportunisme et le carriérisme politique des lamibé mêlés aux effets de la démocratisation des institutions républicaines et à la libéralisation des mœurs ont suscité la prise de conscience des populations, une conscience à la fois discursive et pratique qui les a tirées et enlevées du joug de la léthargie, voire de l'inertie.

Les opinions d'antan captives, tues, muettes, se sont écloses. Ces populations ont ainsi développé des ripostes diverses au rebours des excès et abus lamidaux. Les modes d'actions

⁴ Cette expression empruntée à notre concitoyen, **Célestin Monga** renvoie aux chômeurs, aux jeunes, aux hommes qui se posent en s'opposant à l'ordre politique établi. Elle se rapporte également à la frange de la population qui n'est pas associée à la gestion de la chose publique. **Pierre Bourdieu**, dans son ouvrage intitulé *La noblesse d'État*, Paris, Minuit, 1989, p. 375, parlera des *exclus des capitaux légitimes*, pour faire allusion à ceux qui sont politiquement spoliés

⁵ Cette formule est du Sociologue et théologien Camerounais Jean Marc Ela, et fait allusion au bas peuple, à la canaille, aux infortunés, au monde « d'en bas », aux déshérités politiques.

⁶ **Pierre, BOURDIEU et coll. : Le métier du sociologue. Préalables épistémologiques**, Paris, Ed. Moutons, 1983, p.62

populaires assimilés à des « *pratiques blasphématoires* »⁷ consacrent la « *plasticité* » lamidale assortie d'un déploiement multisectoriel qui affecte les domaines politique, économique, socioculturel et artistique ; ce qui laisse émerger une forme d'énonciation nouvelle et novatrice du politique par les « *exclus du marché politique* »⁸. Les structures lamidales se sont muées en champ de transaction, de trafic et de marchandage entre les lobbies politiques et économiques et le groupuscule d'opportunistes, promouvant ainsi des rapports sociaux sociétaires qui reposent sur les calculs politiques fortement intéressés. « *La recherche du pouvoir (...) malgré les apparences, n'est pas fondamentalement liée à la volonté de mise en œuvre d'un programme politique, d'une action de transformation de la société ; le pouvoir est d'abord recherché pour ce qu'il rapporte* »⁹, pour reprendre le propos de Jean François Médard. Cette mutation de fait, semble trancher d'avec l'antériorité, c'est-à-dire la coutume, l'habitude donc la tradition lamidale.

Les populations, par les multiples ripostes, aspirent à la réappropriation de leur citoyenneté longtemps demeurée captive et confisquée, une remise en cause, somme toute, des hiérarchies sociales archaïques qui voulaient que seule la voix des lamibé compte pour le restant des administrés. Les attitudes, pratiques et comportements politiques hérités du passé colonial et de l'ère du monopartisme côtoient encore les velléités de démocratisation ; ce qui suscite l'urgence ou l'impératif catégorique de resocialisation politique, éludant par le fait même le risque d'apraxie, d'atrophie et de sclérose politique.

Quant à la compétence technique politique, le postulat d'une socialisation politique universaliste ou universelle n'étant pas soutenable comme modèle de socialisation politique alternatif, les lamibé semblent faire du bricolage politique. Mais la thèse du bricolage du politique ne peut prospérer que dans une perspective essentiellement bourdieusienne appelant d'autres approches qui se posent cependant en contradiction et en porte-à-faux. L'universalité du processus de socialisation et d'acquisition de la compétence politique étant tout à la fois contestable et suicidaire pour le développement politique, crédite le modèle d'expression lamidal du politique, d'une approche d'inventivité du processus politique. Au schéma bourdieusien de l'instruction politique se substitue un modèle tropical alternatif.

L'autorité lamidale contemporaine dénote d'une sorte d'hybridisme. Elle est à la fois de type traditionnel et institutionnel, il en découle une forme politique asexuée.

Traditionnelle, parce qu'effectivement *protectrice* », enracinée dans le passé ancestral, donc fondée sur la coutume. Institutionnelle d'autant que le pouvoir moderne central en l'ayant phagocytée tente de lui affecter un contenu juridique et réglementaire fourré.

L'autorité lamidale d'antan était véritablement charismatique, car les populations ou sujets croyaient mordicus à sa grâce personnelle, en ses qualités exceptionnelles faites de mythes et d'énigmes. Aujourd'hui, le lamido est un personnage commun, vulgaire, plus haï que craint, plus redouté que respecté, il n'est plus qu'un « *Attila tant décrié* »¹⁰, et qui, par-dessus tout, n'est enfin que « *prédateur* » et qui n'a pour toute marque singulière que les largesses et égards que l'administration moderne lui consent. Les structures lamidales s'apparentent aujourd'hui à un milieu abiotique. Les structures lamidales d'hier ont secrété des cultures politiques paroissiales, voire de sujétion. Celles contemporaines fécondent des cultures politiques de mendicité et de corruption politico-économique. Leurs digressions attestent à l'analyse de

⁷ **Achille, MBEMBE**: *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1985.

⁸ **Célestin, MONGA**: op. cit.

⁹ **Jean François, MEDARD** (éd): *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1992 p.68

¹⁰ **SAIBOU, Issa** : « *Laamido et sécurité dans le Nord du Cameroun* » in Annales de la FALSH-Université de Ngaoundéré, Vol.III, 1998.

l'absence de cadre juridique ou simplement d'un vide juridique qui n'encadre pas suffisamment la fonction de lamido.

L'inventivité lamidale explore une voie vers un autre avenir lamidal conforme aux nouvelles aspirations et exigences des populations dont l'esprit est plus que jamais spitant. Ce qui dénote d'une rupture du contrat social qui féconde puis fertilise de nouvelles solidarités crisocratiques, ébauche de nouvelles mentalités qui, en s'enracinant, subjuguent et inhibent les idéologies politiques teintées d'opportunisme, de carriérisme et de mendicité, des genres discursifs de gouvernementalité somme toute. La conceptualisation de l'indiscipline, de la délinquance, de la déviance sont justiciables de cette rupture, brisure et effraction du contrat lamidal qui, à terme, a consacré l'épuisement des solidarités primaires. Et, au-delà de cette estocade aux valeurs de solidarité, on assiste à une révolution des mentalités qui prospèrent par leurs perversités, leurs irrévérences caractéristiques d'une société désormais vide de modèle et de valeurs directeurs scientifiquement canonisables. Il en découle une prise de conscience des populations, une conscience à la fois discursive et pratique qui les a tirées et enlevées du joug de la léthargie, voire de l'inertie.

L'éducation politique des acteurs lamidaux reste un handicap rédhibitoire au déploiement, à l'éclosion du génie créatif et inventif de ces acteurs. Les élaborations populaires sulfureuses qui participent de la déconstruction de l'ordre lamidal dessinent de nouvelles manières d'agir, de sentir, de penser et de pratiquer la politique. Si le postulat bourdieusien de la compétence politique ne peut se satisfaire de la réalité lamidale, il importe de se garder de croire à la validité universelle de ce postulat et, partant, de vider l'entité lamidale de toute substance politique. La politique conduite par l'administration moderne nécessite, pour son habile compréhension et participation, une dose de formation et d'éducation scolaire au travers des institutions ad hoc. Pour s'affirmer politicien ou acteur dans la scénographie ou univers politique, il faut avoir subi préalablement et indispensablement l'initiation politique au travers des écoles des hautes sciences du pouvoir.

Sur le plan psychosociologique, il convient de relever également que l'univers lamidal est essentiellement mû par des représentations de croyances. Dans cette avalanche de présomptions, de spéculations et d'imaginations, l'espace social lamidal se trouve immergé, apprivoisé, corrodé, par le pouvoir moderne central.

Comme le souligne Bernard Messengué Avom, « *De souverains qu'ils étaient dans leurs collectivités coutumières, les chefs traditionnels, depuis l'époque coloniale, ne jouent plus qu'un simple rôle d'intermédiaire entre l'administration et leurs populations confrontées désormais à une situation de rupture sociale et institutionnelle* »¹¹. Exerçant des missions de service public, les chefs traditionnels constituent le prolongement des chefs des circonscriptions administratives dont ils sont organiquement attachés. Les structures lamidales en mal de prestige d'antan et de repères novateurs ou rénovateurs baignent fatalement dans « *un nihilisme de création qui dénote d'un manque total d'innovation, qui tend à figer ces sociétés cantonales à des systèmes immobiles s'entendant comme des cercles vicieux* »¹² total. L'ordre lamidal à l'ère du multipartisme renaissant et sous le mirage de l'administration moderne croule sous une pernicieuse crise de confiance et de rationalité. Mais, loin de fondre dans un désespoir complet, massif et parfait, il demeure une lueur et bouée de sauvetage qui laisse croire, comme le professe fort à propos Efoudé Marcel-Duclos, que « *l'Afrique survivra aux afropessimistes* »¹³, et donc par translation ou corrélation conceptuelle, nous osons espérer que

¹¹ Bernard, MESSENGUE AVOM : *Le préfet et l'État au Cameroun*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2005, p. 72

¹² MOTAZE, Akam : *Le social et le développement en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2009, p 168

¹³ Marcel-Duclos, EFOUDEBE : *l'Afrique survivra aux afropessimistes*, Paris, l'Harmattan, 2007

la lamidalité survivra aux lamidopessimistes dans l'esprit de Pierre Bourdieu pour qui la « *sociologie défatalise* »¹⁴. Même si les structures lamidales apparaissent quelque peu ébranlées dans leur autorité, il reste que « *ce que monde social a fait, le monde social peut, armé de ce savoir, le défaire* »¹⁵. « *Le pouvoir lamidal conserve cependant toute sa valeur polysémique, il est à la fois domination, distanciation, sacralisation, personnalisation, individuation, classification, affirmation, élévation et soumission ou abaissement* »¹⁶.

DU POTENTIEL RESPONSIF DE LA MASSE POPULAIRE AUX DÉROUTES LAMIDALES

« *Pour survivre, résister, échapper à des règles jugées scélérates, les peuples ont dû déployer des trésors d'imagination. La vie n'étant qu'un long combat (...) l'imaginaire collectif s'est progressivement formé à défier sournoisement tout ce qui symbolisait l'autorité publique. L'ouverture politique venue, l'indocilité collective ne pouvait que déboucher sur un profond déficit civique* »¹⁷.

Cette analyse de Célestin Monga décrit globalement l'état d'esprit des populations lamidales qui ont érigé l'indiscipline, l'incivisme, la désobéissance, la récalcitrance, bref la subversion comme modes d'expression, de révélation et de traduction de leur désarroi et amertume. Le fruit de la croissance économique n'est pas ressenti au niveau de la bourse du monde d'en bas, les citoyens ordinaires. Au contraire, le pouvoir d'achat de ces populations, qui déjà était bas, poursuit sa décadence. Le chômage gagne en ampleur, démoralisant davantage ces populations lamidales qui ont saigné pour assurer la scolarité de leur progéniture qui, bien que diplômée, a du mal à s'intégrer dans la vie professionnelle. Cette situation est d'autant plus révoltante qu'elle n'encourage pas les parents à investir dans le sens de la scolarisation des cadets. Lors de notre séjour à Meiganga, nous avons été marqués par la famille de Yéro qui compte sept enfants à l'âge de scolarité, mais qui à longueur de journée vendent les beignets et légumes secs. Nous avons posé la question pour savoir les raisons de cette aversion à l'éducation scolaire. La réponse a été simplement bouleversante

« *Moi et l'école, c'est fini, j'ai souffert des années pour payer l'école à leurs quatre frères aînés qui sont allés à l'université de Ngaoundéré et ensuite à l'université de Yaoundé, depuis quatre ans ils sont tous rentrés, ils sont là à la maison. À quoi va servir que je continue à perdre l'argent? J'espère que un jour ils auront le travail* »¹⁸

Cette nouvelle attitude des populations renvoie à ce qu'Almond et Powell ont désigné sous le concept de « *sécularisation culturelle* »¹⁹, c'est-à-dire le processus par lequel les individus deviennent de plus en plus rationnels, analytiques et empiriques dans leur action politique.

Ces ripostes populaires se rapportent à quatre principaux pôles se déclinant sous des appareils politiques, économiques, socioculturels et artistiques des ripostes multisectorielles qui se déploient dans plusieurs secteurs sociaux et constituant en filigrane ce que Michel Dobry nomme « *incertitudes structurelles* »²⁰, c'est-à-dire l'effacement ou le brouillage des repères routiniers de calculs politiques.

¹⁴ Pierre, BOURDIEU : *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1980, p.46

¹⁵ Pierre, BOURDIEU : *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p.944

¹⁶ MOTAZE, Akam : op cit p.170

¹⁷ Célestin, MONGA : *Anthropologie de la colère, Société civile et démocratie en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 102.

¹⁸ Entretien mené le 24 avril 2007 à Meiganga

¹⁹ ALMOND A. et G.B POWELL: *Comparative politics. A development approach*, Boston, 1980.

²⁰ M, DOBRY : *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1986, repris par Philippe Corcuff, op. cit. p. 47.

Par suite, ces différentes manifestations subversives, marques incontestables de discordance et de dissonance traduisent la libéralisation du contexte politique. Cet espace, autrefois frappé du sceau du monopartisme et où tous les esprits critiques et hérétiques étaient combattus, au besoin abattus et leurs idées et opinions mises sous le boisseau, sera décripé et détendu.

LA SOCIALISATION POLITIQUE LAMIDALE EN QUESTION : VERS L'EXIGENCE D'UNE RESOCIALISATION POLITIQUE DE L'ÉLITE LAMIDALE

La démocratisation des institutions gouvernementales semble trancher radicalement avec les habitudes politiques des chefs traditionnels. Cette démocratisation des institutions marquera le début d'une nouvelle ère et consacrera l'implosion ou l'éclatement des féodalités données irréductibles.

La question de fond suscitée par cette nouvelle exigence politique se rapporte à l'étoffe politique des chefs traditionnels. La question essentielle, voire existentielle, demeure celle de savoir si les chefs traditionnels ont le profil politique requis et la compétence nécessaire pour se prêter habilement à l'activité politique qui selon les théoriciens requiert une certaine aptitude technique et un certain capital culturel.

ESQUISSE D'EXÉGÈSE DE LA CULTURE POLITIQUE

La culture politique est appréhendée comme l'ensemble des attitudes politiques, et l'attitude étant « *une disposition ou une préparation à agir d'une façon plutôt que d'une autre. Elle est la probabilité de l'apparition d'un comportement donné dans un type de situation* »²¹.

Dans cette perception, les attitudes politiques apparaîtront donc comme des prédispositions, des propensions sous-jacentes à réagir d'une certaine manière face à certaines situations d'ordre politique. La culture politique se décline ainsi tout à la fois comme « *ce que l'on sent, ce que l'on croit* ».

Des auteurs qui ont tenté de cerner le sens et la puissance de la culture politique à travers le prisme des attitudes politiques, nous avons Almond et Powell. Pour ces auteurs, les attitudes politiques procèdent de trois composantes. Elles ont un pan cognitif, un élan affectif et une dimension évaluative ou normative.

D'abord la composante cognitive, celle-ci renvoie à l'univers des connaissances, ce que le commun de mortel sait, croit savoir, entend savoir sur l'ordre politique et qui nous amène à adopter telle ou telle autre posture.

L'ordre politique invoqué dans ce cadre, loin de toute restriction sémantique et sémiotique, renverrait par exemple aux institutions, aux mouvements et formations politiques, aux leaders politiques.

Ensuite la composante affective qui régule le sentiment d'attrait, de réfraction, de répulsion, de sympathie, d'antipathie, de rejet, d'animosité, d'amour, d'admiration qui fondent la personnalisation du pouvoir. La composante évaluative se rapporte aux valeurs, croyances, idéaux et idéologies qui fécondent et secrètent les comportements politiques.

Traitant à proprement parler de la culture politique, Almond et Powell distinguent trois types de culture politique.

Une culture politique dite paroissiale, qui enchevêtre les individus dans un micro-univers sans grande ouverture sur le système politique global. Les individus pénétrés par ce type de culture

²¹Alain, LANCELOT : *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1974, p.7

resteront blottis dans l'activité politique de leur environnement immédiat, soit leur village, leur canton ou leur lamidat.

La culture de sujétion pose la passivité et l'inactivisme des acteurs. Si les individus ont connaissance du système politique, ils en gardent une grande distance, se réservant de s'y prêter, nourrissant une crainte de répression et d'oppression par le système politique. Il apparaît ainsi une sorte d'ascétisme et de continence politique, à la lisière de l'apolitisme.

Enfin, la culture de participation qui se situe à l'antipode de la culture de sujétion. Elle promeut une implication tous azimuts dans l'univers politique.

Les individus donnant la pleine mesure de leur compétence politique affirmeront leur citoyenneté, en orientant ou en infléchissant le système politique aux moyens des mécanismes tels les élections, les pétitions, les manifestations.

La culture de participation, caractéristique des régimes démocratiques, est celle qui prévaut dans les structures lamidales d'aujourd'hui. La culture paroissiale correspondant quant à elle aux structures lamidales d'hier.

Loin de verser dans une ségrégation rigide et radicale entre types de culture et types de structure, nous conviendrons avec R-G Schwartzberg que

« Toute culture politique est donc mixte. Elle comprend - en proportions, certes inégales - des éléments paroissiaux, de sujétion, et de participation. »²²

CONCLUSION

Il a été, en somme, question de jeter un regard tout à la fois critique et analytique sur l'univers lamidal *politisé*, voire *politiqué*. Il apparaît au bout du compte que l'ordre lamidal est un ordre riche d'interactions, de production et de reproduction sociales. Les rapports sociaux caractéristiques de cet univers mettent principalement en relief deux courants antagonismes avec, d'une part, le courant favorable au lamido et que nous avons désigné sous le concept de lamidophile et, d'autre part, le courant hostile au projet politique lamidale que nous avons convenu d'appeler courant lamidoclaste. Quant à la compétence politique lamidale, il apparaît évident qu'elle s'inscrit en marge du postulat bourdieusien, qui subordonne toute activité politique à la déposition d'un capital culturel, lequel se trouve incrusté dans les écoles dites du pouvoir, et donc de l'école. Sonnant le glas de l'opérationnalité universelle de la compétence politique, les structures lamidales inscrivent des formes tropicales d'exercices politiques.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABWA, Daniel : « *Le système administratif dans le lamidat de Ngaoundéré de 1915 à 1945* » in Martin Zacharie Njeuma, (Eds) L'Harmattan, Paris, 312 Pages, 1989.

ABWA, Daniel : « *De la collaboration au partenariat, le défi du 21^e siècle, des relations France-Afrique* » In African Journal of International Affairs, Vol1, 1997

ABWA, Daniel : « *La revanche des maccube du Nord-Cameroun* » inédit, 2002

BALANDIER, Georges : *Afrique ambiguë*, Paris, Plon, 1957

²² Roger-Gérard, SCHWARTZENBERG : *Sociologie politique*, Paris, Montchrestien, 1988, p.115

- *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1963.
- *Sens et puissance, les dynamiques sociales*, Paris, PUF, 1971. BAYART, Jean François : - *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
- *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992.
- *Politique africaine, le réveil du Cameroun*, Paris, Karthala, 1997.
- BOURDIEU, Pierre : - *Le métier de sociologue*, Livre I, Paris, Mouton/Bordas, 1968
- *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980
- *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1984
- BRAUD, Philippe : *L'émotion en politique*, Paris, PFNSP, 1996
- *La science politique*, Paris, PUF, 2001
- *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 4e édition, 2002
- BRETON, Philippe : *L'utopie de la communication*, Paris, La Découverte, 1992
- *La parole manipulée*, Paris, La Découverte, 1997
- BURDEAU, Georges : *La démocratie*, Paris, Seuil, 1996.
- CASTERAN, C. et LANGELLIER, J P : *L'Afrique déboussolée*, Paris, Plon, 1978.
- CORCUFF, Philippe : *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995
- COTTEREAU, Alain et coll. : *Pouvoir et légitimité (Figures de l'espace public)*, Paris, Éditions EHESS, 1992
- COULON, Christian : *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire, religion contre-culture*, Paris, Karthala, 1990.
- CROZIER, Michel : *La société bloquée*, Paris, Seuil, 1970.
- DOBRY, Michel : *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1992
- DUMONT, René : *Démocratie pour l'Afrique*, Paris, Seuil, 343 Pages, 1991.
- DUVERGER, Maurice : *Sociologie politique*, Paris, PUF, 1966
- *Introduction à la politique*, Paris, Gallimard, 1984
- *La sociologie de la politique*, Paris, PUF, 1988
- ELA, Jean-Marc - *L'Afrique des villages*, Paris, L'harmattan, 1982
- *La ville en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1984
- *Quand l'État pénètre en brousse, les ripostes paysannes à la crise*, Paris, Karthala, 1990.
- *L'Afrique l'irruption des pauvres, société contre ingérence, pouvoir et argent*, Paris, L'Harmattan, 1994
- *L'Afrique à l'ère du savoir : science, société et pouvoir*, Paris, l'Harmattan, 2006

- *Recherche scientifique et crise de rationalité livre I*, Paris, l'Harmattan, 2007

LANCELOT, Alain : *Les attitudes politiques*, Paris, PUF, 1974.

MEDARD, Jean-François. : *États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise* Paris, Karthala, 1991

- *Politics from above, politics from below, state and locality*, NFU, 1993.

MOTAZE, AKAM : « *Contribution à l'étude sociologique du milieu rural dans le nord du Cameroun* », Revue Science et Technique, séries Sciences humaines. MESRES, Vol.3, No 1-2, Juin 1985, PP 28-39, 1985.

- « *Le nord du Cameroun : formation économique et sociale* » Revue Science et Technique, séries Sciences humaines, MESRES, Vol 4, No 3-4, Juillet-Décembre 1986, PP 61-75, 1986.

- « *Pouvoir social et féodalités au Cameroun* », (dir) Charly Gabriel MBOCK, *Pouvoir politique et pouvoir social en Afrique, le cas du Cameroun*, AGIREC, Presses Universitaires de Yaoundé, 1989

- « *Changements socio-économique et maintenance sociale chez les kirdis du Cameroun septentrionale* », Revue Science et Technique, Séries Sciences humaines, Yaoundé, PP 125-138, 1989.

-« *pluriculturalisme en milieu défavorisé* », Nouvelles du SUD, Paris, PP 57-75, 1996.

- « *Laamiido, rapports sociaux et courtier du développement* », Contribution à la revue des sciences sociales, Ngaoundéré-Anthropos. Vol.4, 1999.

SAIBOU Issa : « *Laamiido, et sécurité dans le nord Cameroun* » in Annales de la FALSH de l'Université de Ngaoundéré, Vol .III, 1998.

SAIBOU, Issa et HAMADOU, Adama : « *Vol et relations entre peuls et Guiziga dans la plaine du Diamaré (Nord-Cameroun)* », Cahiers d'Études africaines, 166, XLII, 2002, pp. 359-372

NGNIMAN, Zacharie : *La démocratie emballée au Cameroun*, Yaoundé, Éditions CLE, 1993

NGNIMAN, Zacharie : *Les chemins de la démocratie : un pari perpétuel*, Yaoundé, Imprimerie St Paul, Mars 2003

THIERRY, Michel : *Quel État pour l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1987

TOURAINÉ, Alain : *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.

ZIEGLER, Jean : *Le pouvoir africain*, Paris, Seuil, 1971

- *Retournez les fusils ! (Manuel d'opposition)*, Paris, Seuil, 1980

- *Main basse sur l'Afrique*, Paris, Karthala, 1990.

LA GOUVERNANCE DOMANIALE A L'EPREUVE DE L'INSECURITE DANS LA FORET CLASSEE DE GOIN-DEBE

Bohoussou N'dri Lydie Konan
lydiekonan48@yahoo.fr
Université FHB de Cocody

RESUME

Le souci de protection de son patrimoine de 234 forêts classées d'une superficie de 4.196.000 hectares, fonde l'Etat ivoirien en l'adoption de sévères règles domaniales de contingentement exercées par une administration centrale à vocation répressive. Ces règles n'ont pas eu les effets dissuasifs escomptés sur les clandestins. La correction des insuffisances de cette gestion administrative centralisée, par une politique de gouvernance participative a été la base institutionnelle de la nouvelle option sociale et environnementale du gouvernement depuis 1992. Cette politique encore embryonnaire et en construction par l'Etat est mise en difficulté par la 'crise ivoirienne' qui provoque un environnement d'insécurité territoriale étendue sur près de deux décennies de 2000 et ce jusqu'en 2019. Cet article vise à mettre en exergue les difficultés de gestion des forêts de l'ouest découlant de nouveaux rapports entre l'Administration, les populations et les seigneurs de guerre burkinabé sous les effets de l'insécurité. La recherche est basée sur l'observation directe, les interviews des protagonistes et leur suivi au travers d'un cas de conflit de contrôle de 9000 ha dans la forêt de Goin-Débé. Elle montre comment la gouvernance ivoirienne n'a pas suffisamment pris en compte dans la gestion des forêts classées actuellement détruites à 80% voire davantage, la variable de la guerre ou du conflit impliquant les pays voisins.

Mots clés : gouvernance domaniale, forêt classée de Goin-Débé, seigneurs de guerre, Conflits intercommunautaires

Abstract

In the sight for the protection of its heritage of 234 classified forests with an area of 4,196,000 hectares, The Ivorian State has founded is policy in the adoption of strict national rules exercised by a central administration for repressive purposes. These rules did not have the expected deterrent effects on illegal immigrants. The correction of the shortcomings of this centralized administrative management through a participatory governance policy has been the institutional basis of the government's new social and environmental option since 1992. This policy, still embryonic and under construction by the state, is being challenged by the 'Ivorian crisis', which is creating an environment of territorial insecurity spread over almost two decades from 2000 until 2019. This article aims to highlight the management difficulties of the western forests resulting from new relations between the Administration, the populations and the Burkinabe warlords under the effects of insecurity. The research is based on the direct observation, the interviews of the protagonists and their follow-up through a case of control conflict of 9000 ha in the forest of Goin-Débé. It shows how Ivorian governance has not sufficiently taken into account in the management of classified forests currently destroyed to 80% or more, the variable of war or conflict involving neighboring countries.

Key words: state governance; Goin-Débé Classified Forest; warlords; inter-community conflicts

INTRODUCTION

La préservation de l'environnement forestier est une grande priorité politique actuelle du gouvernement ivoirien. Le pays qui était reconnu pour abriter des ressources forestières considérables avec plus de 16 millions d'hectares dans les années 1900, est en passe de ne plus figurer dans le classement des territoires forestiers de l'Organisation Mondiale de l'Agriculture (FAO). La raison principale est une déforestation alarmante, qui réduit la Côte d'Ivoire à moins de deux millions d'hectares de forêts en 2014 (Koné et al, 2014), 3.5 millions selon le BNETD en 2015. A ce point de destruction du patrimoine forestier, les forêts classées sont atteintes, (PIF 2016) ; (SODEFOR 2017). L'exemple type de cette situation est la forêt classée de Goin-Débé dont les 133.170 ha ont entièrement détruits par la promotion d'une forte agriculture cacaoyère

décidée et en cours depuis vingt ans par des populations sur fond territorial de crise socio politique. Les affrontements intercommunautaires tels que ceux de 2015 - 2017 pour le contrôle 9000 ha de cacao dans un contexte régional en situation de maintien de la guerre par la paix négociée, sont les moyens de cette destruction et de cette promotion.

Cet article décrit en Côte d'Ivoire, l'exercice de la gouvernance domaniale dans des conflits inter communautaires d'un type nouveau car ils se déroulent en temps de guerre occasionnés par la rébellion de l'année 2002 et sa gestion sur deux décennies. Ces conflits sont patronnés par des seigneurs de guerre Burkinabé dans un environnement socio politique de crise où l'Etat qui n'a pas disparu tente d'encadrer les forces agresseurs des forêts. Il s'agit de montrer comment en temps d'instabilité politique territoriale, les mécanismes de la gouvernance domaniale (civile et politique) deviennent inopérants dans la conservation du patrimoine national des forêts classées.

Cet article s'appuie sur la théorie de la domanialité à partir de laquelle la forêt classée est conçue comme un patrimoine national au service de l'intérêt général de populations habitants un territoire national et indistinctement considérées au-delà de leur identité ethnique ou locale et étrangère, (Yelkouni 2001) ; (Saugez, 2012). Elle s'appuie également sur le concept de gouvernance qui fonde la gestion de l'intérêt général par l'Etat sur un cadre décentralisé et participatif. Nous partons de l'hypothèse théorique selon laquelle les lois et l'éducation au respect de l'intérêt général de la nature à protéger en Côte d'Ivoire devrait l'emporter sur toutes les configurations d'adversités des protagonistes de la crise sociopolitique.

L'étude se réfère à la dynamique et à la gestion des conflits entre clandestins à la base des destructions massives à 90% des 133.170 ha de la forêt de Goin-Débé. Il s'agit sous l'arbitrage de l'Etat, de l'affrontement typique des groupes de migrants étrangers (Burkinabé), de migrants ivoiriens (Baoulé), et d'autochtones (Guéré) pour l'appropriation de 9000 ha de cacaoyères dans cette forêt avec l'appui des seigneurs de guerre.

Comme instrument de notre approche du sujet, l'étude s'est appuyée sur la documentation existant en matière de gestion domaniale des forêts. Nous avons accordé de l'importance à l'observation directe de faits de terrain. Nous avons pu assister au déroulement du conflit entre les Baoulé et les Guéré dans son épisode le plus sanglant en 2017, mais aussi bien avant par notre fréquentation de la région et de la forêt du Goin-Débé entre 2005 et 2016. Les enquêtes par interview des protagonistes du conflit ont permis de décrire leur motivation ; leur état d'esprit, leur perception de la forêt classée, des groupes rivaux et de l'Etat. Les concurrences à l'accès aux ressources rares de la forêt, qui opposent seigneurs de guerre, étrangers, allochtones et autochtones, dans leur lutte pour la forêt ou contre la forêt et contre la législation forestière et ses agents sur le terrain ont fait l'objet de notre attention. Il a été fait un suivi des interventions de l'Administration locale et centrale dans la gestion de ses adversités en rapport avec la conservation de son patrimoine classé.

RESULTATS

I. LA GOUVERNANCE DOMANIALE IVOIRIENNE PARTICIPATIVE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DES FORETS

Un ensemble de textes au service de la protection des forêts classées

En Côte d'Ivoire, seulement 767.000 hectares de forêts ont été officiellement déclassées pour les opérations agricoles et autres entre 1925 à 1990, (Hajnal & Yao 1991). Cependant, de 4.200.000 ha de forêts classées, il n'en reste que 844.950 ha en 2015) (SODEFOR 2017). Les

forêts classées se dégradent significativement sans être déclassées à cause de l'agriculture (Akindès1997) ; (Brou et al 2004) ; (Oswald2005) ; (Sangne et al 2013), Plan Investissement Forestier (PIF 2016). Les forêts classées de Scio, de Goin-Débé et de Cavally s'étendent respectivement sur des superficies de 88.000 ha ; 133.170 ha et de 67.596 ha. Les résultats du traitement des images TM 1986, ETM+ 2001 et OLI 2015, ont permis de savoir que la forêt classée de Goin-Débé est dégradée à plus de 80%.

Ceci arrive dans un contexte de gestion territoriale où la Côte d'Ivoire est dotée d'une forte et cohérente législation domaniale en matière de protection et de gestion des forêts classées. Les forêts classées font partie des aires protégées définies par (Dudley 2008) et (Diop et al 2012) comme «un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associées». L'Administration coloniale a légué au gouvernement ivoirien indépendant en 1960 une infrastructure de textes, et de forêts domaniales. Les besoins du développement économique et social du pays n'ont pas occulté les objectifs de protection de la faune et de la flore. Les textes ont pris en considération la problématique environnementale en 1992, la biodiversité en 1980 et la question climatique en 1990. Au milieu de la décennie 70, l'Etat ivoirien a doublé son patrimoine de forêts classées hérité de l'Administration coloniale tout en élaborant au fil des décennies son infrastructure juridique sur les forêts classées.

- loi n°65-425 du 20 décembre 1965 portant code forestier ;
- loi n°65-255 du 04 août 1965 portant protection de la faune et l'exercice de la chasse telle que modifiée par la n°94-442 du 16 août 1994 ;
- loi n°96-766 du 3 octobre 1996 portant code de l'environnement ;
- loi n°2014-427 du 14 juillet 2014 portant nouveau code forestier.

Ces textes sont mis en œuvre au travers de structures administratives. Le service de la gestion des forêts ivoiriennes classées existe, en tant qu'Administration, depuis 1900 (Ibo 1993); (Verdeaux & Alpha 1999). Il a été rattaché à différentes structures. Il dépendait de la Direction Générale des Services Economiques du Gouvernement Général de Dakar jusqu'en 1957. A l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance, ce service a été rattaché au Secrétariat à l'Agriculture. Il est devenu un Ministère des Eaux et Forêts entre 1976 et 1983. Il est resté, pratiquement, dans cette forme institutionnelle de rattachement entre le ministère de l'agriculture et celui de l'environnement, avant de redevenir depuis 2005 le Ministère des Eaux et Forêts (MINEF).

Au sein de cette administration centrale, l'Etat a créé par le décret n° 66-422 du 15 Septembre 1966 un service dédié à la protection des forêts classées. La Société de Développement des Forêts (SODEFOR). Cette société est passée, successivement, du statut de société d'Etat à celui d'Etablissement Public à caractère Administratif (EPA) en 1980, puis à celui d'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) en 1985. Depuis 1993, elle est redevenue société d'Etat par décret n°93-206 du 03 février 1993 et est placée sous la double tutelle des Ministères chargés des Eaux et Forêts et de l'Economie et des Finances. Sa mission est d'étudier et de proposer au gouvernement ivoirien toutes les mesures visant à assurer l'exécution des plans de développement de la production forestière et des industries connexes.

Une gestion participative conforme au principe de gouvernance

Jusqu'en 1992, sur près de 30 ans, la gestion des forêts classées relevait de la compétence des services forestiers de l'Etat. Les populations riveraines n'étaient pas associées à cette gestion.

Ainsi, lorsque celles –ci y mènent des activités interdites et qu'elles sont appréhendées, elles faisaient l'objet de sévères répressions. Toutefois, ces répressions par amendes, incarcérations et humiliations des fautifs et destruction de leurs cultures, n'ont pas réussi à protéger les forêts classées de l'infiltration agricole. Le gouvernement ayant évalué que l'Administration par des textes répressifs n'avait pas atteint ses objectifs de protection des forêts, a renouvelé sa politique et sa stratégie en la matière. Une administration déconcentrée renforcée par le statut de la SODEFOR érigée en société publique de développement des forêts et une gouvernance participatives ont alors instituées au regard des recommandations de la Banque mondiale sur l'efficacité de l'action de l'Etat dans la gestion de l'intérêt général (Banque mondiale 1989).

La cogestion ou la gestion participative appliquée par la SODEFOR s'est voulue un mode de gouvernance socio environnementale qui considère que lorsque plusieurs acteurs ont en intérêt une ressource, ils s'accordent pour la gérer en commun (Ostrom et al 1994). L'individu a tendance à maximiser son gain sans tenir compte des autres utilisateurs (Hardin 1968). Pour Ostrom, « du moment où les utilisateurs de cette ressource se parlent, ils peuvent édicter les règles du jeu et s'engager à les respecter et donc changer la gestion collective des ressources en question », ce qui peut participer à une gestion soutenable de cette ressource. La cogestion conduit la SODEFOR à instituer et à créer les Commission-Paysan-Forêt (CPF) par arrêté n°158 du 04 aout 1992. Le CPF est non seulement un organe de concertation qui permet une communication entre les acteurs, mais aussi, de conciliation qui permet aux acteurs d'édicter des règles de gestion de la forêt et s'engager à les respecter. Il permet aussi de se mettre d'accord pour régler les conflits, de coordonner, de suivre, de rassembler des informations et d'animer des programmes. Elle est ainsi pensée par la SODEFOR, non plus pour la protection de la forêt mais de son développement et de la création d'un consensus avec les populations en vue de l'apurement des forêts du domaine de l'Etat de leurs occupants.

Elle se traduit par l'association des populations locales et riveraines et les agents de l'Etat à la gestion forestière à travers les prises de décisions, tout en offrant à ces populations des gains forestiers (Koffi 2013). Dans le cadre de cette collaboration, les actions suivantes sont mises en œuvre:

- la réalisation des travaux forestiers (production des plants, entretien des parcelles reboisées, etc.) à travers les contrats de sous-traitance avec les paysans ;
- la participation aux opérations de prévention et de lutte contre les feux de brousse;
- la négociation et la concertation progressive pour l'abandon des plantations à l'intérieur des forêts classées et reboisement des jachères ;
- la définition du plan de remembrement de la forêt ainsi que les conditions contractuelles de son exécution avec décision de la situation faite aux attributions ainsi que des procédures contentieuses éventuelles ;
- la proposition pour le plan de réinstallation des exploitants agricoles devant être déplacées et des actions d'aménagement rural et forestier qui lui sont liées ;
- la prononciation sur l'aménagement proposé par la SODEFOR pour la forêt ce qui permet de clore ainsi la procédure de réhabilitation ;
- la définition en concertation des mesures contraignantes en cas d'infraction.

Cette politique de gouvernance domaniale appuie une nouvelle conception des objectifs régaliens concernant les forêts classées. La protection des forêts par des textes répressifs est remplacée par le concept de développement forestier. Un Plan Directeur Forestier 1988-2015

pour faire face à l'urgence de la situation de la forêt, couplé au premier Plan Sectoriel Forestier (PSF1) de 1991-1996 ont été mis en place. Ces plans consistaient en la réhabilitation, à moyen terme, de la forêt avec le concours des bailleurs de fonds internationaux (ACDI, BM, FAO etc.). Les moyens nouveaux sont de favoriser la reforestation ; lutter contre les infiltrations paysannes par la politique de cogestion avec les populations riveraines (Akindes 1997) ; (Kesse 2000).

Ce dispositif de gouvernance domaniale très élaboré et très lourd à mettre en œuvre eu égard aux exigences de conversion des agents de l'Etat acquis à la culture de la répression. Il est également pour celles des populations en défiance de l'Etat en matière de protection et de respect strict de la forêt. Toutefois ce dispositif rencontre la faveur de l'Etat ivoirien. Il fait l'objet de formation et de sensibilisation dans le cadre du développement durable. En appui à la dévolution de compétences aux populations riveraines des forêts classées, l'Etat propose la formation des paysans aux techniques d'agroforesterie telles que le maintien de l'arbre dans le paysage agricole, l'utilisation de l'arbre pour le cloisonnement des différentes cultures, la délimitation des propriétés et la restauration des sols. La crise sociopolitique met en difficulté cette construction institutionnelle. Elle met frontalement l'Etat, les populations, en situation de conflit face à la forêt par le canal des seigneurs de guerre.

II. YAMEOGO KOURAOGO SALAM : «SEIGNEUR DE GUERRE », ADMINISTRATEUR DUPATRIMOINE CLASSE DU GOIN DEBE

Les seigneurs de guerre Burkinabé administrateurs de la forêt classée ivoirienne

Depuis 2002, des ressortissants Burkinabé érigés en généraux de groupes armés étrangers, ont combattu dans les rangs des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) qui contrôlent la rébellion contre le gouvernement légal d'Abidjan. Ils sont devenus des sympathisants des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) pendant la crise postélectorale. A cet effet, ils ont contribué à chasser l'armée nationale, les miliciens Guéré et leurs alliés, les mercenaires libériens fidèles au gouvernement central. La crise post-électorale de 2011 et les mois suivants, permettent à ces combattants étrangers victorieux de consolider leur appropriation comme butin de guerre des forêts classées de l'ouest. Les ressortissants burkinabés patronnant ces occupations sont une catégorie nouvelle de chefs au sein des communautés locales qui ont envahi alors la forêt classée de Goin-Débé mais aussi toutes les forêts de l'ouest depuis dix ans. Ils apparaissent dans la situation trouble d'un Etat contrôlant mal ses frontières et ses régions comme d'étranges administrateurs nouveaux du patrimoine classé. Il s'agit de ceux qu'on nomme désormais les « seigneur de guerre ». Chacun d'entre eux est animé par l'ambition et la volonté de conserver, malgré le retour de l'Etat, un plan d'occupation et d'exploitation de la forêt classée comme seigneurie des temps modernes. La figure de proue de ces nombreux seigneurs de guerre Burkinabé en plein territoire ivoirien classé est Ourémi Amadé. Ourémi est maître incontesté de la destruction et de l'exploitation du parc National du Mont Péko. C'est un général étranger réclamé par aucun Etat, gérant pour son propre compte et celui de sa troupe, l'immense parc national du Mont Péko (Kouamé 2016). Font également partie du groupe des seigneurs de guerre burkinabé, qui se sont repartis les forêts de l'ouest ivoirien, Kouanda Lassane un ancien lieutenant de Ourémi Amadé installé dans la forêt classée du Cavally, Sana Salifou installé en forêt classée de Scio. Ces acteurs guerriers du pillage du patrimoine forestier classé, d'un type nouveau en Côte d'Ivoire, occupent les vastes réserves de forêts denses, exproprient les paysans ou les vassalisent dans les zones constituant leur domaine et font du commerce du bois d'œuvre, de l'orpaillage.

YAMEOGO Kouraogo Salam est l'un de ces seigneurs de guerre de l'Ouest ivoirien, un des lieutenants d'Ourémi. Il est apparu en 2012 dans le secteur est de la rivière Goin. Il s'illustre comme le général d'une force armée active d'occupation des exploitations des paysans

clandestins installés là depuis de nombreuses années. Cet homme a à son service une milice d'une centaine d'hommes selon les témoignages recueillis sur le terrain. Avec ce moyen, il est parvenu à imposer sa volonté aux paysans Baoulé, Lobi et Burkinabé trouvés sur place dans ce secteur de la forêt. Déclarant avoir acheté cette partie de la forêt classée de Goin-Débé à huit milliards de francs CFA à l'Etat ivoirien, le seigneur Salam exige que les occupants la lui rétrocèdent ou à défaut viennent la lui louer. Choissant la dernière option qui semble être flexible pour les paysans, il procède à leur recensement et leur impose le paiement d'une taxe mensuelle allant de 25.000 francs CFA à 30.000 francs CFA en guise de prix de la location de son domaine. Un enquêteur relève que le Seigneur Salam ne leur permet pas de travailler tant qu'il n'y a pas eu acquittement de cette somme à l'échéance fixée ; sa milice veille strictement à cela.

En plus du ticket de recensement, après son installation armée, le seigneur de guerre Salam a procédé aux layonnages de tous les îlots de forêt faiblement mis en valeur et les a affectés à ses hommes, sans se soucier des exploitations se trouvant déjà à l'intérieur du périmètre délimité. Aux propriétaires de ces exploitations qui sont venus les revendiquer, Salam les a obligés à remettre les deux tiers de leur plantation à ses hommes. Il explique que si ces planteurs qui se plaignent de lui, ont la possibilité d'exercer encore dans la région, c'est grâce à lui et aux combats de sa troupe, consacré à chasser les miliciens Wê et les Libériens qui étaient leurs ennemis jurés. Ce travail de sécurisation mérite donc reconnaissance et rétribution. Ainsi, c'est un dû, que les planteurs cèdent une partie de leurs exploitations à ses hommes qui continuent d'assurer leur protection dans un environnement où il n'y a pas un seul gendarme et soldat de l'Etat à des kilomètres à la ronde. Le seigneur Salam choisi de mortifier les paysans pour régner en maître dans la forêt. Toutefois, la forêt classée dans le contexte de crise se présente comme un far-west où un groupe s'installe, un autre groupe vient le déloger. Face à cette colonisation par un étranger de surcroît burkinabé, les paysans Baoulé esclavagisés, recourent à la résistance contre Salam pour récupérer leurs terres.

Les agressions intercommunautaires pour le contrôle de la forêt

La révolte des Baoulé contre le seigneur Burkinabé

Les Baoulé se sentent lésés et surtout humiliés en tant que citoyens ivoiriens, qui ont, par ce statut de nationaux selon eux, le droit sur la forêt classée ivoirienne. Ils n'acceptent ni la présence des Burkinabé, ni celles du seigneur de guerre Yaméogo Kouraogo Salam même si celui-ci les a défendu contre les autochtones Guéré. Ils se disent révoltés de l'accaparement de la forêt par les étrangers Burkinabé opérant loin de leur espace national aux mépris de la dignité de l'Etat et de celle des Ivoiriens Baoulé et cherchent à se sortir de cette situation de servage. Ils saisissent à cet effet, les autorités locales, le préfet de région, la gendarmerie et leur expliquant que celles-ci ne peuvent laisser faire cet état intolérable d'occupation de la forêt ivoirienne par des étrangers Burkinabé. Au nom de ce sentiment national mis en avant pour résister aux Burkinabé qui étaient leurs alliés, les Baoulé réclament à l'Administration locale son appui.

Une Administration locale en faveur des Burkinabé selon les Baoulé

Les Baoulé n'obtiennent pas une réponse favorable de l'Administration locale. Selon les dires de la communauté Baoulé, le préfet de région qui est la personne la plus apte à régler le problème, fait des promesses de résolution sans les tenir. La réunion demandée pour se faire entendre, qu'elle dit avoir faite par courrier et par émissaires, a été reportée à plusieurs reprises jusqu'à ce que les ayant reçus, le préfet, leur tient ce propos ambigu: « un enfant dans le village, on lui dit, il ne faut pas faire cela et il le fait, sa place est au cimetière ». Les Baoulé interprètent les dires du Préfet comme une menace à leur endroit et une cause entendue. « Le préfet a été

soudoyé par les Burkinabé ; c'est pourquoi il ne souhaite pas régler l'affaire ». Les délégués Baoulé qui ont été ainsi reçus en privé par le Préfet sont partis et vont interpréter son attitude passive comme un soutien aux occupants Burkinabé et au seigneur Salam contre eux les vrais ivoiriens de la forêt.

Une législation répressive en 2014 contre le seigneur de guerre Salam

En 1997 un décret présidentiel a été pris autorisant la SODEFOR à détruire les plantations en forêts classées pris en 1997. Le gouvernement a édité une note circulaire interministérielle n° 4113/PR/MPRC/MEEF du 24 mai 2012 cosignée par les ministres des Eaux et Forêts et de la Défense enjoignant les habitants des forêts classées de partir ou d'être expulsés. Il s'agit pour l'Etat de rétablir son autorité dans ses forêts en vue de faire disparaître les sentiments qu'ont les paysans de leur appropriation définitive de la forêt et la certitude dans l'esprit des paysans que l'Administration n'est qu'un tigre de papier. Il s'agit également, pour la Côte d'Ivoire, en tant que membre de la conférence des parties (COP) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de respecter son engagement en limitant les émissions de gaz à effet de serre (EGES) par la diminution de la déforestation et la reconstitution des forêts dégradées. A partir de 2012, le gouvernement ivoirien décide qu'il n'y aurait plus ni anciens ni nouveaux défrichements dans les forêts classées. La note circulaire adossée au nouveau code forestier matérialisé par la loi n° 2014-427 du 14 juillet 2014 qui se veut plus répressif à son titre IX en ce qui concerne les délits forestiers, va permettre à la SODEFOR de reprendre la répression comme moyen de gestion. Ainsi, est appréhendé tout individu pris en flagrant délit de braconnage, de défrichement, de vente de parcelle, d'exploitation à but commercial des produits forestiers sans autorisation préalable et de sciage à façon de bois dans les forêts classées tout comme dans le milieu rural. S'appuyant sur l'article 134 du nouveau code forestier les criminels de défrichement doivent payer une amende allant de 250.000 à 5.000.000 francs CFA à la SODEFOR en guise de dommages et intérêts en plus de la condamnation pénale allant de quatre mois à trois ans d'emprisonnement ferme. Les interpellations des délinquants dans les forêts classées de Goin-Débé et de Cavally dans ce nouveau contexte, sont faites par les Chef d'Unité de Gestion Forestière soutenus par le corps réformé des Moniteurs de Production Végétale et Animale (MPVA), formés dans le cadre du programme de démobilisation et de démilitarisation de la Côte d'Ivoire par l'Autorité pour la Démobilisation, le Désarmement et la Réinsertion des ex-Combattants (ADDR). Plus de 1000 ha de plantations ont été ainsi détruites par les agents de L'Etat et des personnes emprisonnées.

Ce départissant du Préfet, la communauté Baoulé entreprend d'écrire aux institutions centrales de l'Etat dont le Ministère de la justice vue que celui-ci était plus répressif en raison de son nouvel arsenal juridique qui criminalise les délits forestiers. Ce ministère s'étant saisi du dossier en 2013, a ordonné à la brigade de la gendarmerie de Guiglo de mener des enquêtes et de situer les responsabilités. Mis au courant de la mission de l'autorité suprême de l'Administration locale ivoirienne, le seigneur de guerre burkinabé Salam a commandé à ses hommes de détruire toutes les cacaoyères des Baoulé pour les punir. Les enquêtes de l'Administration ivoirienne aboutissent à la mise aux arrêts en 2014 et à la condamnation du seigneur Salam et ses lieutenants sous le chef d'accusation de création de milices et de destruction de biens des paysans. L'inculpé est sanctionné de dix ans de prison et de cinq ans d'interdiction de séjour en Côte d'Ivoire. La situation ne s'améliore pas à la suite de cette arrestation car si le seigneur de guerre a été arrêté, il n'en est rien de ses chefs de troupes de leurs éléments qui continuent à sévir sur terrain.

Le lâcher prise momentané permis par la justice ivoirienne est respiratoire pour les Baoulé renforcée en cela et passé à l'offensive. En vue de récupérer les champs et les plantations, la communauté Baoulé se rallie au groupe sécuritaire des dozo, ici composés de ressortissants de

l'ethnie ivoirienne des Lobi pour affronter les Burkinabé déstabilisés par la justice. La lutte est menée en janvier 2015 dans le secteur Galilée de la forêt. Les Baoulé réussissent leur entreprise et se mettent en position de chasser les Burkinabé des lieux, voire les expulser.

Le revirement de l'Administration ivoirienne en réinstallation des Burkinabé

En cette situation de nouvelle crise le préfet de région organise une réunion d'urgence avec les parties en conflit. La communauté Baoulé vivant dans la forêt ayant en souvenir la fourberie de l'administrateur local, selon elle, s'est refusée à la rencontre. Considérant l'attitude des Baoulé comme de la désobéissance, le préfet de région, devant l'ONUCI et les différents chefs de communauté, intime l'ordre au directeur de la forêt classée de Goin-Débé d'aller réinstaller les Burkinabé sous un délai de 48 heures. Le directeur de ce service de la SODEFOR est censé protéger la forêt de toute intrusion et est renforcé en cela par la nouvelle législation de 2014 qui criminalise les délits forestiers. Ce n'est pas sa mission de réinstaller des clandestins qui sont de surcroît des étrangers burkinabé et des miliciens au sein d'un Etat qui se déclare comme tel. Le directeur qui a l'obligation d'obéir aux ordres venant du Préfet, son supérieur hiérarchique, se rend quelques jours plus tard dans la forêt classée, accompagné de quelques éléments de la gendarmerie, quelques chefs de la communauté Guéré et des représentants Burkinabé pour rencontrer les Baoulé. Les discussions n'aboutissent pas à une solution satisfaisante. Les Baoulé refusent la proposition de partitionner leurs exploitations pour permettre aux Burkinabé de se réinstaller. Au lendemain de la tentative de l'Administration locale de réinstallation refusée par les Baoulé, les Burkinabé qui se fondent sur leur droit acquis du préfet de rester dans la forêt, attaquent la communauté baoulé ; en solde a fait plusieurs blessés graves dans les deux camps.

Les Burkinabés : désastre communautaire à la revanche.

Les Burkinabés ne parviennent pas à prendre le dessus pour se maintenir dans la forêt. Les Baoulé, profitant de leur victoire, ont non seulement récupéré leurs exploitations mais se sont également réattribué celles des Burkinabé qu'ils ont chassés des campements incendiés de Salamkro, Rastakro, et Albertkro. Les Burkinabés expulsés par la fureur revancharde des Baoulé s'évacuent massivement hors de la forêt pour trouver refuge dans le village Troya 2. Aux premières heures de leur exode, ils bénéficient des aides des organismes humanitaires (PAM, UNHCR, NRC) attachés à la protection des droits de l'homme. Cependant, l'utilisation commune de certains biens à base communautaire, surtout l'eau, engendre des disputes entre eux et les villageois de Troya 2, qui sont des autochtones Guéré. Bien que dans cet événement précis les Guéré ne soient pas leur adversaires du moment, ceux-ci n'apprécient pas du tout les Burkinabés en la situation. Déclaré « *personae non grata* » par les autorités villageoises, les Burkinabé s'engagent dans des excursions en forêt pour récupérer leurs exploitations. Les expulsés ne veulent pas se résigner à perdre, ce qu'ils considèrent comme leurs biens, qui matérialisent la réussite de leur immigration. Ils vivent leur situation comme un drame. Envisager quitter la région parce que chassés par les Baoulé qu'ils considèrent comme de faibles adversaires et retourner au Burkina sans prise en charge de l'Etat burkinabé, est pour eux la pire des humiliations.

Un des représentants Burkinabé dénonce ces affrontements à n'en point finir comme le résultat de la justice arbitraire de l'Etat en faveur des Baoulé. Ce responsable ne décline pas la responsabilité de ces compatriotes sur qui, il n'a pas de contrôle, dans les abus sur les paysans baoulé. Toutefois, il déplore la discrimination administrative qui ne conduit en prison que ses compatriotes. Pour lui, c'est une justice aveugle qui est menée à l'encontre des Burkinabé car les Baoulé sont aussi coupables d'exactions contre les Burkinabé. Son mécontentement est encore plus grand car en 2016, la justice a arrêté deux Burkinabé accusés d'être les tortionnaires

de Baoulé. Pour lui, il serait difficile de mettre un terme à ces affrontements, si la balance de la justice ne s'équilibre pas.

L'entrée en lice des autochtones guéré en soutien au seigneur de guerre contre les Baoulé

Dans ce contexte conflictuel, deux ans après la « victoire », des Baoulé, les choses s'enveniment. Le seigneur de guerre Salam emprisonné ne pouvant pas tolérer l'affront que les Baoulé ont fait subir à lui et à ses hommes, fait une demande en 2017 aux autochtones Guéré, qu'il considère et qui se considèrent comme les vrais propriétaires coutumiers de la forêt classée de Goin-Débé. Il leur donne mandat de récupérer ses plantations et celles de ses hommes, des mains des Baoulé. Il s'ensuit un conflit à nouveau facies Baoulé contre Guéré pour l'occupation de secteurs de la forêt classée de Goin-Débé. Selon les explications des Guéré, après leur retour d'exil, le seigneur de guerre Salam, s'étant fait sien de leurs difficultés foncières et leur grande pauvreté post-crise électorale, a décidé de partager avec eux généreusement sa richesse tirée de l'exploitation de la forêt classée de Goin-Débé. De ce fait, bien avant qu'il aille en prison, chaque fin d'année, il versait une indemnité à chaque village riverain de la forêt. Salam, en le faisant, se positionne comme un collaborateur et un bienfaiteur reconnaissant aux Guéré autochtones des droits coutumiers sur la forêt, reconnaissance que leur refusent les Baoulé. Il leur fait valoir que comme lui, les Guéré sont aussi perdant de l'invasion de la forêt et des plantations par les Baoulé qui de surcroît n'ont aucun respect pour les droits des autochtones. Les Guéré acceptent en 2017 l'alliance et ce d'autant qu'ils nourrissent des griefs personnels contre les Baoulé qui refusent leur statut de tuteurs.

Les Baoulé ne veulent pas permettre que les Guéré occupent les 9000 ha. Cependant, conciliant devant la détermination de violence des Guéré, ils proposent sans succès de leur en céder une partie. Chassés par la force, les paysans Baoulé en situation de détresse, se réfugient à la préfecture de Guiglo. Cette situation envenime les choses. Face à l'accroissement du nombre des déplacés, le préfet de la ville tente d'éviter le drame humanitaire. Il juge que les premiers négociateurs, représentant les Baoulé dans les discussions avec les Guéré ne se sont pas montrés coopérant. Ainsi, d'autorité, il les remplace par une autre équipe conciliante afin de reprendre les négociations inter groupe. Se fondant sur cette évaluation, les Baoulé se conforment à ne plus répondre aux convocations du Préfet pour poursuivre les négociations. Les nouveaux représentants des Baoulé acceptent l'accord que leur communauté a toujours refusé, c'est-à-dire remettre les plantations aux Guéré.

Révoltés et n'ayant d'autres recours que la violence pour sauver leurs parcelles de forêt, les Baoulé décident de les libérer aux prix de leur sang le 27 septembre 2017. Le conflit entre Baoulé et autochtones déborde de la forêt et s'étend au milieu rural et dans la ville de Guiglo et de Bloléquin où partout les communautés s'affrontent portées par les rumeurs sourdes venant de la forêt et les rivalités historiques prismatiques durant tous les mois de septembre à la mi-novembre 2017. La Préfecture, le domicile du préfet, la Sous-préfecture ont été saccagés et pillés et le domicile du chef Akan de la région incendié. Cette chorégraphie macabre de la violence pour le contrôle de la forêt fait un bilan officiel selon les autorités locales de onze morts, 28 personnes blessées, dont un gendarme, plus de dix campements incendiés et pillés, deux cas de viols, dix-huit écoles primaires fermées ou incendiées et plus de 4000 personnes déplacées.

III. REGLEMENT POLITIQUE AMBIGUË DES AUTORITES LOCALES ET DECENTRALISEES

L'Administration locale étant dépassée par les événements, laisse la place aux interventions du gouvernement central qui est également dépassé quant à la gestion technique de la situation. Elle a recours aux médiations politiques conduites par les élus, les cadres et les représentants des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition au niveau local. Ces personnes et organisations s'impliquent dans le jeu de l'apaisement ou l'entretien du conflit qu'elles considèrent comme une ressource. Les élus et cadres de la région prennent part aux sensibilisations et aux médiations. Mais que font-ils tous ces nombreux médiateurs dans un champ de conflits aussi fragmenté? Certains enveniment la situation, justifiant les actes de violences et demandant réparation et les mêmes tentent de calmer les protagonistes soit au nom d'une nécessité du vivre ensemble, soit au nom de la nation, soit au nom d'une humanité messiaïque. L'ensemble de cette coopération discordante des élus locaux et des représentants de l'Etat fini par aboutir à l'expression de l'idée que toutes les populations clandestines retournent dans leur secteur de forêt. Les Baoulé des villages communaux de Guiglo, sont autorisés à regagner leur résidence urbaine et périurbaine. Il en a été de même pour ceux de la forêt classée.

L'attitude du gouvernement central dans le conflit est avant tout de ramener la paix sociale dans la région et non d'assurer la protection de la forêt (Kouamé 2016). L'Etat montre son attention pour les populations en décaissant 659,7 millions de FCFA pour l'assistance médicale, l'achat d'équipements de couchages, de vivres pour les personnes déplacées et pour appuyer les enseignants et les élèves. Cette assistance a été, indistinctement, fournie à toutes les personnes occupant, illégalement, la forêt.

Le gouvernement déploie une sentinelle de 700 gendarmes et militaires de l'armée et crée deux bases militaires dans la forêt classée de Goin-Débé, une à Canaan et une à Galilée, foyers des violences pour s'interposer entre les groupes. Toutefois, les gendarmes et les soldats, éléments composites disparates issus d'un contrat républicain implicite symbolique, ont leurs sensibilités ethniques et leur prise de position individuelles entre les parties sociales en conflit. Le 17 novembre 2017, le gouvernement s'appuyant sur le code forestier de 2014 et les lois de criminalisations des délits forestiers décide de déguerpir tous les occupants sans exception de la forêt de 133170 ha dévastés afin de la réhabiliter. Le peut-il ? Cette décision institutionnelle n'est-elle pas le fondement de nouvelles alliances de tous les adversaires d'hier qui ont toujours considéré que leur principal ennemi au niveau local de l'accès aux ressources des forêts classées est l'Etat ivoirien.

DISCUSSION ET CONCLUSION

La situation des forêts classées de l'ouest ivoirien étonne et scandalise mais il est important d'y porter un regard scientifique. La catastrophe environnementale représentée par la disparition des 133170 ha de la forêt de Goin-Débé, se conjugue avec celle de la déforestation totale qui gagne les autres forêts de l'Ouest dont le parc national du mont Péko, les forêts classées de Scio et du Cavally. Le pays et les citoyens s'alarment de la désertification qu'ils craignent. La récente sanction de la FAO de ne plus inviter aux conférences internationales sur les forêts, la Côte d'Ivoire parce que celle-ci n'est plus un pays forestier sonne pour le gouvernement, comme une humiliation, mais, aussi comme un défi. Chercheurs comme forestiers s'interrogent sur les formes de la disparition soudaine des massifs forestiers classés de l'ouest et travaillent à apporter des solutions.

Pour (Diop et al.2012) ;(Amani2011), les stratégies de ségrégation et de délimitation des zones d'exclusion, manifestées par la séparation des ressources et l'imposition de leurs protections aux autres acteurs contre leurs intérêts, contribuent au renforcement de l'exploitation agricole des forêts classées. Pour l'opinion publique, l'Etat ne fait pas respecter la législation forestière à la population, faute de quoi, les forêts classées sont infiltrées.

On peut au regard des faits évoquer la gestion laxiste de l'Etat en sa mauvaise gouvernance. (Inza et al 2012), soulignent (i) la méconnaissance et l'insuffisance de l'application des lois nationales et des conventions internationales ratifiées par le pays ; (ii) le manque de synergie entre les institutions, (la multitude d'institutions mises en place pour une bonne gouvernance forestière en Côte d'Ivoire qui provoque des chevauchements, des lacunes de compétences et une confusion par rapport aux mandats et aux responsabilités et une compétition contre-productive entre les institutions techniques issues de différents ministères ; (iii) la faiblesse des capacités institutionnelles, liée à un manque crucial de moyens financiers, techniques et humains. (Kadio 2009) qui les rejoint sur ce dernier aspect, dénonce un faible personnel chargé d'opérer et de soutenir l'aménagement forestier (environ 2000 personnes y compris les cadres supérieurs et les techniciens du Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts (MINEF). Des auteurs soulignent le fait que les forêts classées appartiennent à des populations car, elles ont été souvent habitées ou cultivées avant leur protection (Verdeaux & Alpha 1999) ; (Hajnal & Yao 1991). De ce fait, les populations récusent les décisions de classements des forêts (Akindès 1997). En plus de cela, le classement des forêts classées est assimilé par les populations autochtones comme une mise en réserve pour leur postérité (Hajnal & Yao.1991). Cet état de fait, démontre que les populations en constatant leur mauvaise gestion par l'Etat, caractérisée par des attributions arbitraires et le favoritisme, revendiquent leur propriété coutumière. Ces revendications se sont exprimées par des mises en exploitation et des ventes des parcelles à l'intérieur des forêts classées ; ce que selon (Ibo 1993) ; (Ibo & Leonard 1994) ; (Koffi 2013) considèrent comme une revanche sur les décisions arbitraires de l'Etat.

Ce que la présente recherche laisse voir est le changement des causes et des mécanismes de dégradation des forêts classées de l'ouest avant 2002 et après 2002 et son impact sur le dispositif inapproprié de gouvernance domaniale. On s'accorde que les forêts de l'ouest ivoirien notamment le Goin-Débé, subissait des infiltrations depuis son classement en 1954. Il s'agissait de timides incursions de migrants Baoulé et Burkinabé installés dans la forêt avec l'autorisation des autochtones Guéré dans le cadre d'une entente régie par le système du tutorat bénéfique à toutes les communautés, (Chauveau 2007); (Gouali Bi 2012). Celles-ci assuraient leur promotion dans la paix mais au détriment des massifs forestiers.

A partir de 1993, l'Etat ivoirien, a confié à la Société de Développement des forêts (SODEFOR), les forêts classées pour leur administration. L'action de cette dernière a été de montrer aux occupants de la forêt, le caractère illégal de leur occupation. Les communautés Baoulé, Burkinabé et Guéré qui agissaient en clandestins, s'accordaient de malentendus avec l'Etat représenté par la SODEFOR pour permettre la reforestation sur fonds de conflits marginaux. Ce tableau n'est plus le même après 2002, qui marque le début de la crise socio politique. On pense que ce sont les conflits fonciers inter communautaires de la période d'avant 2002 qui se sont exacerbés et qui ont conduit à la déforestation dramatique à 100%.

La gestion des forêts classées dans le courant de la crise sociopolitique relève le caractère inattendu de nouvelles causes et de leurs effets jamais envisagés par le gouvernement de la Côte d'Ivoire dans sa stratégie de protection de son patrimoine forestier classé. Dans les cas de guerre, il est communément admis que les dommages les plus graves sont causés aux villes. Les centres urbains sont des lieux de concentration de la valeur, de gros investissements, tels que les immeubles et leurs contenus, les voitures, les épargnes de nombreux résidents. Les organismes de protection prennent fortement en compte la sécurité des personnes et des biens dans les quartiers. Le repli des structures de police et de gendarmerie dans les villes apportent un appui de l'Administration à la protection des urbains et une certaine réactivité du gouvernement. Le domaine rural et les forêts en situation de conflit ordinaire est moins un objet de protection pour l'Etat hormis la prise en compte de quelques rixes communautaires. L'Administration et le gouvernement ont pu être surpris par la formation durant la crise socio

politique de groupes sociaux et de groupes rebelles particulièrement focalisés sur le pillage du patrimoine classés. Il n'a été sérieusement apprécié qu'à l'annonce de la fin de la crise ou dans les temps de paix qui l'ont précédé. De l'importance quantifiée de ressources naturelles que sont les forêts primaires ont été pillées dans le contexte d'une crise en Côte d'Ivoire étendue à la sous-région ouest africaine. En république démocratique du Congo, ce sont les ressources minières qui sont le fondement de la rupture de la perte du contrôle de l'Etat central sur l'espace et la motivation de la formation de groupe guerriers de pillards, (Le Dessous des cartes - ARTE , 2018). En Côte d'Ivoire se sont les forêts classées.

Nos recherches montrent que les forces qui détruisent la forêt de Goin-Débé et partant, toutes celles de l'ouest sont d'un type totalement nouveau, même si elles reprennent le cursus des conflits fonciers inter communautaires qui en demeurent la manifestation la plus visible et la plus humainement dramatique. Une des dérivées inattendues de l'appui logistique du gouvernement burkinabé aux opposants ivoiriens pour la conquête du pouvoir est la naissance de la catégorie combattante des seigneurs de guerre. Ceux-ci ne sont ni des soldats burkinabés ni des mercenaires burkinabés intéressés par la guerre régulière mais des bandits qui explorent les failles spatiales de la géographie des territoires nationaux en conflits. Leur stratégie est de migrer et de se poser en maîtres armés dans les régions frontalières ivoiriennes hors du contrôle de l'Etat ivoirien pour l'accaparement des ressources. Les forêts classées de l'ouest ivoirien doublement affectées par la caractéristique spatiale d'être aux frontières nationales et des domaines où l'Etat n'exerce plus aucun contrôle administratif en temps de guerre, deviennent les lieux faciles de leur pouvoir. L'irruption des seigneurs de guerre dans la forêt de l'ouest change toute la donne des acteurs présents dans l'arène locale des conflits autour de la forêt. Le seigneur de guerre burkinabé est le pivot de la reconfiguration de toutes les forces sociales antagonistes et de la démultiplication de leurs effets néfastes sur la forêt classée.

Cela laisse voir toute l'importance nouvelle du contrôle de la sécurité sous régionale en Afrique de l'Ouest pour la Côte d'Ivoire dont les politiques de gouvernance domaniale doivent prendre en compte.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AKINDES Francis: les contradictions des politiques d'aménagement des forêts classées en Côte d'Ivoire. P 293-310, Le modèle ivoirien en questions crises ajustements, recompositions Ed Paris Karthala- ORSTOM : 1997, 802 pages

AMANI Yao, Célestin : Logiques des infiltrations paysannes dans les forêts classées en Côte d'Ivoire, European Journal of Scientific Research Vol.66 No.1. 2011pp 143-152

BOURGOIS Philippe : « Théoriser la violence en Amérique », L'Homme, n°203-204, 2012 pp. 139-168.

BROU Yao Télésphore, OSZWALD Johan, BIGOT Sylvain et SERVAT Éric: risques de déforestation dans le domaine permanent de l'état en Côte d'Ivoire : quel avenir pour ces derniers massifs forestiers? Télédétection, vol.5, n° (1-2-3), (2005) p. 105–121

CHAUVEAU Jean-Pierre : Transferts fonciers et relation de "tutorat" en Afrique de l'Ouest. Évolutions et enjeux actuels d'une institution agraire coutumière ; journal des sciences sociales n°4, déc 2007.

DIOP Mamadou, SAMBOU Bienvenu et LY Boubacar : Représentations de la forêt et répercussions sur la gestion des ressources forestières au Sénégal », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [Volume 12 Numéro 2 | septembre 2012,

DUDLEY Nigel : Lignes directrices pour l'application des catégories de gestion aux aires protégées, Document UICN, 2008

Garrett HARDIN : « The tragedy of the commons », *Science*, 162, 13 décembre 1968, p. 1243-1248.

GOUALI BI, Anicet Patrice. : tutorat et conflits fonciers ruraux à l'ouest ivoirien : le cas de Fengolo dans la sous-préfecture de Duekoué : rapports de recherche CODESRIA n°16, 2012
Conflits et construction de la paix en Afrique, 52 pages

HAJNAL Bernard et YAO Edouard : Etat des forêts classées de Côte d'Ivoire, Document SODEFOR 1999

IBO Guéhi Jonas : La politique coloniale de protection de la nature en Côte-d'Ivoire (1900-1958), *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 80, n°298, 1er trimestre 1993. pp. 83-104.

IBO Guéhi Jonas et LEONARD Eric : Appropriation et gestion de la rente forestière en Côte-d'Ivoire la nature et l'homme, *politique Africaine* n°53, 1994 pages 25-36

INZA Koné., Kouadio A.S, Zadou D.A, Leanou K.A et Ibo Guehi Jonas,: Bouleversements réguliers des cadres juridique et institutionnel de la gestion des forêts en Côte d'Ivoire : quand il ne suffit pas de légiférer et mettre en place des institutions, *Gouvernance Chapitre 5: l'arbre qui cache la forêt Organisation Mondiale de la Francophonie Université du Québec àChicoutimi*2012, pp 92-99

KADIO Adjumane Aimé: Rapport national sur l'aménagement durable des forêts en côte d'Ivoire suivant les critères et indicateurs de l'OIBT, 2009. 76 pages

KESSE Marie-Madeleine : les forêts classées de Côte d'Ivoire : la cogestion : une approche participative pour la gestion durable des forêts, gérer le foncier rural en Afrique de l'ouest, Paris Karthala URED, (2000)p 207-223.

KOUAMEKAN J.M. Koffi, KOUADIO B. Komena, BALLETT Jérôme: Inégalités de droits et soutenabilité des ressources forestières en Côte d'Ivoire, 4ème Conférence du Grétha/Gres, Bordeaux, 13-15 juin 2012

KOFFI J.M. Koffi : Gestion participative, capacités et résilience dans les forêts classées de Côte d'Ivoire, *Éthique et économique/Ethics and Economics*, 2013,

KONÉ Moussa, KOUADIO Yao. L., NEUBA Danho.F.R. MALAN Djah F. and COULIBALY Lacina : Évolution de la couverture forestière de la Côte d'Ivoire des années 1960 au début du 21e siècle, *International Journal of Innovation and Applied Studies* ISSN 2028-9324 Vol. 7 No. 2 Aug, 2014, pp. 782-794

KOUAME Walter Kra : « Le parc national du Mont Péko (Côte d'Ivoire) entre dynamiques de déguerpissement, tensions sociales et logiques des acteurs : vers un risque d'explosion de violences », *Études caribéennes* 33-34 Avril-Août 2016, mis en ligne le 25 juillet 2016

OSTROM Elinor, ROY Gardner, JAMES Walker: *Rules, Games& Common-pool Resources*, University of Michigan Press, 1994

OSZWALD Johan, Dynamique des formations agroforestières en Côte d'Ivoire (des années 1980 aux années 2000) : Suivi par télédétection et développement d'une approche

cartographique, Thèse de doctorat de Géographie Présentée et soutenue publiquement le 10 décembre 2005, Université des Sciences et Technologies de Lille

RCI : la forêt une priorité pour le gouvernement, magazine d'informations, Ministère des Eaux et Forêts n°1 2017 40Pages

RCI : Plan d'investissement forestier, Draft de 9 mai 2016

RCI : stratégie REDD+ Côte d'Ivoire, 121 pages

SODEFOR : initiative cacao et forêt 2017, 9 pages

SANGNE Yao Charles, BARIMA Yao Sadaïou Sabas, BAMBA Issouf et N'DOUME Claude-Thierry Aké : Dynamique forestière post-conflits armés de la Forêt classée du Haut-Sassandra (Côte d'Ivoire, VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement. Volume 15 Numéro 3, (2015)

SAUGEZ Helene : L'affectation des biens à l'utilité publique : Contribution à la théorie générale du domaine public, Droit. Université d'Orléans, Français (2012)

VERDEAUX François et ALPHA Arlène : L'économie très politique d'une mise en valeur des ressources forestières : Côte d'Ivoire, 1900-1990, Autrepart n°9 de Novembre 1999, pp 33-51

YELKOUNI Martin : Décentralisation et dynamique des institutions dans la gestion des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest : Cas des réserves de biosphère, Rapport du projet régional UNESCO/MAB-UNEP/GEF 213RAF 2001, 53 pages

www.ressourcesducongo.net/2018/11/rdc-le-grand-pillage.html RDC : le grand pillage. 17 Novembre 2018, Rédigé par - Le Dessous des cartes - ARTE Publié dans #Focus sur le mal Congolais.

LE STATUT DU PROVERBE DANS L'ONOMASTIQUE AKYÉ

Géraud Paterne Kakou

kpaternegeraud@yahoo.fr

Université FHB de Cocody (Abidjan)

RÉSUMÉ

Dans la société akyé, comme dans la majorité des traditions africaines, le proverbe n'a aucune circonstance propre qui puisse justifier sa profération. Partout où il y a relation entre être humains, il peut y avoir le proverbe, si et seulement si les circonstances qui réunissent ces derniers exigent son emploi. Mais ce qui est fascinant à propos de ce genre et précisément chez l'akyé, c'est sa présence dans les noms que porte ce peuple. Nous nous sommes rendu compte que ce n'est pas seulement dans la parole dite qu'on peut avoir un proverbe. Chez l'akyé, bien de noms propres pour désigner les personnes sont construits sur la base de proverbe. Au-delà des noms propres simples, il y a même des proverbes au sein desquels on peut aussi trouver ces noms. S'il est nécessaire de le souligner, tous ces noms sont porteurs de sens. Ce n'est pas de façon fortuite. Au contraire, c'est fait à dessein. Les noms donnés ne sont pas du tout détachés de leur contexte de naissance. Ainsi donc, à travers certains noms, l'on s'imagine l'origine de la personne qui le porte où le groupe ethnique auquel il appartient. Chez l'akyé, le nom est désigné par le terme [hě] qui désigne aussi « dent » dans la langue. La présente contribution vise à montrer que les proverbes ne se limitent pas seulement à donner une coloration à la parole mais interviennent également dans l'onomastique chez les akyé.

Mots-clés : Akyé, proverbe, onomastique, langue, parole, sens, identification

INTRODUCTION

Dans la société orale traditionnelle, le proverbe jouit d'un statut particulier. Tout pouvoir, qu'il soit politique, religieux, judiciaire, utilise l'expression proverbiale comme instrument d'autorité, de mise en garde et de prestige. Nous avons pu observer que le proverbe se signale énormément dans l'attribution de certains noms au pays akyé. Les joies, les peines, les circonstances particulières et surtout les épreuves amènent souvent l'être humain et l'akyé en particulier à se poser des questions ; questions relatives à sa destinée, au but de son existence, mais surtout au sens de sa vie sur terre, une vie perpétuellement contrastée par la grande faucheuse. Ces différentes interrogations vont souvent se matérialiser dans l'attribution des noms. Ces noms ne sont donc pas des noms ordinaires, mais des noms chargés de sens. Il s'agit des noms proverbiaux.

Etudier donc les noms proverbiaux, c'est s'approcher davantage de la société qui les génèrent et les valeurs intrinsèques de cette société. Les noms proverbiaux akyé, nous l'avons remarqué, sont régulièrement utilisés dans l'attribution des noms de chaque individu de ce peuple. Ces divers noms proverbiaux régissent les différentes situations que vivent les populations akyé. En se présentant ainsi, ces noms jouent un rôle essentiel dans la promotion de la culture. Ses qualités sociales et littéraires font des noms proverbiaux un important élément de la communication orale. Suite aux quelques noms récoltés sur le terrain pour réaliser le corpus de cet article, nous avons remarqué que les noms proverbiaux akyé évoluent étroitement avec les circonstances qui sont propres à la communauté. Sa présence dans la société akyé nous amène au questionnaire suivant :

- Quels sont les fondements théoriques sur lesquels reposent les noms proverbiaux ?
- Quels sont les différents types de noms proverbiaux rencontrés au pays akyé ?
- Quelles idéologies dégagent-ils pour le peuple akyé ?

Notre intention à travers cette étude, c'est d'abord de parvenir à saisir toute la portée des noms proverbiaux en tant que fait de langue. Ensuite, dégager les différents types de noms proverbiaux et enfin décrypter toutes les valeurs idéologiques que renferment ces noms proverbiaux.

Pour mener à bien notre étude, nous aurons recours à la méthode sociocritique qui permettra de montrer le lien qui existe entre la création littéraire et la société d'une part et vice versa. En clair, le choix de cette méthode nous permettra de montrer comment à partir des noms proverbiaux, l'on arrive à détecter les marques du peuple akyé qui les emploie. Puisque, la sociocritique est une méthode de lecture et d'interprétation du fait littéraire qui prend son envol dans le social.

Autant le proverbe n'est pas une parole ordinaire, puisqu'il vient expliquer une circonstance, autant les noms qu'attribue l'Akyé ne sont pas gratuits. Ils viennent expliquer aussi des circonstances. C'est pourquoi, dans la présente analyse, notre contribution sera d'étudier les circonstances qui les ont suscités.

I- FONDEMENT THEORIQUE DE NOMS PROVERBIAUX

Les noms proverbiaux interviennent de façon circonstancielle. Ils rappellent dans bien des cas, une situation vécue par la famille. Cette situation peut être antérieure ou postérieure à la naissance de celui qui porte ce nom. c'est en cela que Koffi Bernadette Akissi écrit que « à lui seul, il peut dévoiler l'état d'âme des parents au moment de la naissance de l'enfant ou les conditions dans lesquelles ce dernier est venu au monde...il peut être synonyme de joie, de tristesse, d'espoir, de déception, d'amitié, de résignation, d'amertume. »

L'attribution d'un nom proverbial est toujours conditionnée par un événement qui favorise son émergence. Prenons pour exemple le nom proverbial [ǎfǎlǎ] qui signifie : « celui qu'on a ramassé ». Voyons comment l'histoire qui entoure ce nom à favoriser son émergence.

Yapi André, un instituteur à la retraite vivait avec son épouse Chadon une situation bouleversante, qui rendait l'atmosphère de leur maison très lourde. A chaque fois que cette dernière prenait une grossesse, les circonstances se présentaient de sorte à ce que la grossesse n'arrive jamais à son terme. Ayant parcouru tous les hôpitaux, l'homme et sa femme décidaient de faire recours au service d'un guérisseur pour avoir son avis. Après sa consultation, le guérisseur prescrit un remède pour le traitement. Quelques mois plus tard Chadon tombait enceinte et réussit à garder la grossesse jusqu'à son terme. Elle mise au monde un enfant. Vu les événements passés qui ont rendu leurs vies amères, les parents avec l'accord du guérisseur décidaient de donner ce nom à leur enfant.

C'est en quelques sortes un nom pour vilipender ce dernier, afin que la mort ne soit encore une fois gagnante dans cette histoire. C'est une manière pour faire croire à la mort que l'enfant ici présent a été ramassé et que sa vie n'avait pas grande importance. Si la mort voulait, elle pouvait l'emporter. Cela ne causerait du tort à personne. Aussi, est-il important de souligner que l'enfant peut porter ce nom comme nom principal si la famille le désire. C'est d'ailleurs le cas dans l'exemple ci-dessus.

Les noms proverbiaux traduisent aussi bien les joies, les espoirs et espérances que les peines, les désespoirs, les regrets des peuples. Les noms proverbiaux akyé bodin font l'objet d'un soin particulier et d'une grande créativité. Nous nous limiterons à dresser une typologie mettant en valeur les différentes logiques de nomination et les intentions qui les inspirent, sans malheureusement pouvoir fournir tous les exemples susceptibles de les illustrer.

II- DIFFERENTS TYPES DE NOMS PROVERBIAUX

L'étude sur les noms proverbiaux a permis de découvrir différents types de noms proverbiaux. En effet, les noms proverbiaux rencontrés au pays akyé se regroupent par catégorie et en fonction des circonstances.

1. Noms proverbiaux liés aux nombreux décès dans la famille

Ces noms proverbiaux sont le plus souvent portés par les enfants dont les parents ont beaucoup souffert de la perte successive de leurs progénitures.

Au sein de la famille quand la femme connaît de telle fatalité l'on la traite souvent de "mangeuse d'enfant" en Akyé « *ǰĩmwě bjě ǰĩ sɔ* ». Cela implique aussi celle dont la grossesse n'arrive jamais à terme. Au vu d'une telle peine, les parents victimes de telle calamité ne peuvent que donner des noms peu ordinaires aux futurs enfants afin de dissuader la mort et protéger leurs enfants afin que ces derniers bénéficient d'une chance de survivre. Ces noms sortent presque du registre akyé et épousent celui de d'autres peuples. Nous avons des noms comme :

Moussa, Affoloh, Sandofié, Atoungblé, Bakary, Lamine, Amadou, Kakouin, Malick, chadon, Kodji, Mory, Sandose etc.

L'explication qui ressort de cette attribution des noms est que, ces noms portés sont généralement en reconnaissance aux féticheurs, guérisseurs et marabouts ayant soigné la "mangeuse d'enfant".

Philippe Ntahombaye, écrit à ce sujet que « le nom est le support matériel d'un message transmis par les parents ou par un autre donneur, à l'adresse d'un tiers : l'enfant lui-même, par exemple dans les noms de souhait, la divinité du Burundi, Imâna, pour la remercier d'un bienfait dont le plus grand est l'enfant, la mort pour essayer de la conjurer. Le message peut aussi être social et adressé au voisin, à l'épouse, à la famille alliée, aux chefs traditionnels, etc. "qu'il traduise une opinion laudative ou critique" »

Hors mis ces noms cités plus haut, nous avons également, des noms susceptibles de révéler l'état d'âme des parents lors de la naissance de l'enfant. Des noms qui traduisent l'esprit des parents bouleversés par la mort répétée de leurs enfants.

2. Noms proverbiaux exprimant le caractère désintéressé des parents face à la naissance d'un nouveau-né pour garantir sa survie.

Une naissance est censée réjouir les parents dont tous les espoirs ont été enlevés par la mort répétée des enfants précédents. Mais le constat fait semble amer, vu l'état d'esprit qui animent ceux-ci et le caractère désintéressé qu'ils affichent vis-à-vis de ces nouveau-nés à travers les noms peu ordinaire qu'il leur attribue. Ces parents à peine sont-ils heureux de la naissance de l'enfant. Pour eux, cet enfant connaîtra le même sort que les précédents, donc il n'y a pas lieu de jubiler en son honneur. En réalité, cette manière de faire des parents est une façon de conjurer le mauvais sort et un plaidoyer fait à l'endroit de la mort pour laisser vivre ce nouveau-né. Parmi les noms qui sont liés aux nombreux décès constatés dans une famille, figurent ceux qui montrent le désintérêt et le rejet.

Voici à cet effet, quelques noms qui cadrent avec cet état d'esprit et les histoires qui les entourent.

1) [kōpwě] : la pourriture

Ce nom proverbial exprime ce qui est avarié et qui est bon pour la poubelle. Selon les explications, ce nom est porté par un individu dont les parents ont connu de nombreux décès

durant les périodes d'accouchements. Décourager par de telle calamité, le succès de la prochaine grossesse favorise l'émergence d'un tel nom.

2) [kāhó] : la poubelle

Comme le nom l'indique, la poubelle est ce récipient ou le seau qui reçoit la pourriture, la saleté, les déchets. C'est le bac à ordures. Ainsi, est représenté l'enfant qui a survécu à la mort et que la mère fut victime de nombreuses maternités infructueuses.

Selon l'histoire révélée par Kaheu Paul, les nombreux décès de ses précédents frères pendant les différents accouchements ont fait de lui, l'ainé d'une famille par la force des choses. Voyant tout cela, son père pour se remémorer ces événements décidait de lui donner ce nom.

3) [álákā] : qui pense être important

C'est le nom porté par Alaka Vincent. Ce nom est intervenu suite à plusieurs décès constatés dans sa famille. A sa naissance, le frère de son père lui donnait ce nom.

Selon ces explications, il est le quatrième d'une famille, mais avec les décès incessants de ses frères, il est devenu le premier. C'est dû à cet état de fait que son oncle guérisseur avait conseillé à sa mère de lui attribuer ce nom. C'était une manière pour eux de conjurer le mauvais sort et en faisant croire à la mort que j'étais sans importance à leurs yeux et qu'elle pouvait me prendre à tout moment.

4) [māmēdʒi] : sur qui on ne compte pas

Le nom nous a été donné par Atsè Celestin, notable dans le village de Kodioussou. L'histoire qui entoure ce nom est que la personne qui porte ce nom ne comptait pas aux yeux de ces parents et qu'à tout instant la mort pouvait s'en emparer.

Pour Atsè Celestin, le nom qu'il a octroyé à sa fille est dû au décès répétés que son épouse a connu durant ses maternités. A chaque fois que sa femme était enceinte il fondait toujours l'espoir que cette grossesse irait à son terme, mais la réalité finissait par le rattrapé. C'était toujours le même découragement. Meurtri par cette désillusion, il ne comptait plus sur une quelconque grossesse de sa femme, et l'idée d'avoir un enfant pour lui était de l'utopie. Il se surprend un jour de voir que la grossesse de sa femme se déroulait dans de bonne condition et pour la première fois, il vit son nouveau-né sorti vivant. C'est dans cette joie inattendue qu'il attribuait le nom Atsè Mamindji Anne-Marie à son enfant.

5) [ádépì] : peine perdue

Ce nom s'explique comme un travail gratuit, un effort au bout duquel il n'y a pas de récompense. Ce qui est d'un caractère inutile et qui ne fera pas long feu. C'est le nom que porte un des villageois d'Agou.

Selon son explication, Adepi Flippe témoigne que, son nom est en rapport avec les nombreux décès que sa mère a connu pendant ses grossesses. Il devenu unique enfant à cause de la mort de ces devanciers. Une fois venu au monde, son père avait décidé de l'appeler ainsi pour exprimer son désintérêt et surtout son incertitude.

6) [bòkòzè] : tu t'en vas

Ce nom exprime le départ de quelqu'un, de quelqu'un qui s'apprête à partir. Il rentre également dans le même cadre que les noms proverbiaux évoqués plus haut. Ce vocable peut être considéré comme une sorte d'interrogation que les parents lance à l'endroit du nouveau-né pour montrer une fois encore leurs découragements face au sort qui lui est réservé. Ce nom traduit

l'amertume, le désarroi des parents qui avaient fondé tout leur espoir sur les enfants précédents dont la faucheuse a encore enlevé. Par ce nom les parents en même temps qu'ils précipitent le départ de l'enfant s'interroge sur le sort de l'enfant. Va-t-il vivre ou s'en aller ?

L'on comprend mieux à travers ces noms proverbiaux le comportement de ces parents vis-à-vis de leurs progénitures. Cette incertitude face à la vie de ces enfants dont le sort à parfois cloué, laisse les parents dans un état d'impuissance. L'on saisit dès lors le sens du désintérêt et du rejet qui habite continuellement les parents et pourquoi ceux-ci attribuent ces noms peu ordinaires à leurs enfants.

3. Noms proverbiaux exprimant un défi à la mort

Généralement dans les sociétés africaines et particulièrement chez les Akyé, la mort de quelqu'un n'a jamais été de cause naturelle, elle relève toujours d'un fait de sorcellerie, d'empoisonnement, de mauvais sort et j'en passe. L'akyé estime que cette manière de mourir a causé de nombreux dégâts et continue de ravager la communauté. Selon lui, il est maintenant tant que de telles pratiques cessent. C'est en cela que ces noms proverbiaux viennent en quelques sortes pour défier cette mort aux origines douteuses, de cette mort qui n'est pas naturelle. Pour l'akyé, la mort doit être naturelle et paisible, elle ne doit pas fait souffrir l'être humain. Face à la cruauté des suppôts de la mort, l'akyé, avec toute son énergie et sa force s'obstine à lancer un défi à la mort par l'emploi de ces noms proverbiaux qui prend une teinte de révolte et de prise de conscience. Ces noms peu ordinaire et à caractère rebellé, s'adressent apparemment à la mort et ses sujets qui sont « les sorciers, les esprits méchants, les mangeurs d'âme et friands de chair humaine qui détruisent la vie de manière crapuleuse. »

Ces noms font écho d'avertissement à l'endroit de la mort et de ses agents. En agissant ainsi, l'akyé rêve d'une vie sans mort, même si cela relève de l'utopie, pour lui à travers ses noms de défi, la mort pourra un jour abandonner toute idée de causer des souffrances dans toutes les sociétés. C'est comme un aveu, une supplication que l'akyé fait pour présenter son impuissance face aux effets dévastatrice de la mort. C'est d'ailleurs ce qu'affirme MAFIANI lorsqu'il dit c'est « en réalité un aveu d'impuissance et de capitulation car celui-ci est bien conscient que ni ses pressions, encore moins ses menaces n'impressionnent la mort. Ces noms de défiance en apparence, constituent en réalité de véritables suppliques ». Ainsi, nous avons noté quelques noms proverbiaux. Parmi ceux-ci on note :

1) [wĩnê] : la mère de la mort

Ce nom est octroyé aux enfants qui ont remporté le défi de la vie, les enfants dont la mort n'a pas pu emporter. Cet exploit chez le nouveau-né, lui confère ce nom que les parents considèrent comme une victoire face à la mort. Cette victoire est pour l'enfant le ticket qui lui donne droit à la vie. Puisqu'étant la mère de la mort et qu'elle est celle même qui a donné vie à la mort il n'était pas question que sa fille (la mort) agisse sur la vie de cet enfant qui a pour nom [wĩnê]. Il n'y a plus question de craindre la mort. Cette manière de nommer le nouveau-né est une invitation à la vie.

Ce nom vient comme pour donner une leçon à la mort, pour lui dire que sa mère est née et que son pouvoir dévastateur de fille (la mort) n'a pas d'effet sur le nouveau-né qui porte le nom [wĩnê]. Car vous êtes fait de la même substance. A travers une telle explication et un tel nom, l'homme akyé présente la victoire de la vie sur la mort.

2) [lɔgbā] : qui est dur

Ce nom est un véritable défi que les parents lancent à la mort et à ses agents. En donnant à l'enfant un nom pareil, les parents expriment toutes leurs déterminations à lutter pour la survie

de ce dernier. Ce nom s'adresse directement aux esprits mauvais dans toutes leurs composantes, en leur disant de signer forfait car eux, en tant que parents préserverons la vie de leurs progénitures avec la dernière énergie qu'ils auront et qu'il n'y avait pas lieu de faiblir. C'est une façon pour eux, de décourager la mort et ses suppôts.

3) [lɔkwĩ] : on ne peut pas casser

Ce nom est un véritable défi que les parents lancent à l'endroit de la mort. En donnant un tel nom à l'enfant qui vient de naître, les parents veulent dissuader la mort. Pour eux, l'enfant est représenté comme une matière inanimée et ne peut pas intéresser la mort. Se serait pour elle une perte de temps. En appelant l'enfant ainsi, on rappelle à la mort son incapacité à détruire l'enfant. C'est une manière de magnifier la victoire de la vie sur la mort.

4) [mɛ́tédū] : elle ne peut rien faire

En appelant leur enfant ainsi, les parents invitent la mort à un défi. Malgré le sort qui était réservé à cette naissance, le nouveau-né a su briser toutes les barrières et a relevé le défi de vivre malgré tout. Ce nom proverbial, vient rappeler à l'enfant qu'il a le droit de vivre et que la mort ne "peut rien faire", car elle n'a pas pu accomplir son forfait. L'enfant a reçu son pari, celui de défier la mort et de remporté la vie. En attribuant donc ce nom à l'enfant, c'est en réalité à la mort que les parents s'adressent. Ce nom est une exaltation à la vie.

5) [ába] : lutte contre

Ce nom proverbial est donné à l'enfant dont la vie a été épargnée. Etant nouveau-né, sa vie avait été plusieurs fois menacées par la mort, mais accroché à l'idée de vivre, ce dernier a fini par remporter le grand défi. Un nom pareil est pour les parents, une victoire qui lui confère le droit à la vie. C'est pour dit à la mort certes elle est redoutable, mais qu'elle a rencontré un lutteur de son niveau. Ce nom sous forme d'ordre, vient proclamer la vie.

6) [dōmuté] : qui a survécu

Ce nom vient pour montrer à la mort qu'elle n'a pas réussi son coup cette fois-ci. Car l'enfant a survécu. Un tel nom donné, est un défi que les parents ont remporté face à la mort. Pour eux le sort a été conjuré par la naissance de ce nouveau-né. Ce nom vient pour chanter la victoire des parents. Retenons que les enfants dont les noms sont un défi à la mort vivent le plus souvent et cela de manière durable. Tout le mystère qui entoure leurs noms, leur offre la possibilité de réussir presque dans tous les domaines de la vie. Le nom qu'ils portent freine souvent les effets dévastateurs de la mort sur leur personne.

Nous pouvons retenir que les noms proverbiaux susmentionnés, ne sont que des exemples parmi tant d'autres. Tous les étudier, se serait se livrer dans une production tout entière. Car la société akyé regorge une multitude de noms proverbiaux. L'essentiel ici, c'est de saisir le fonctionnement de ces noms proverbiaux qui sont similaire à l'énoncé proverbial.

Leur énonciation est marquée par le caractère sociologique, qui en plus est caractérisé par la symbolique des images qui lui donne tous sens littéraire. Les noms proverbiaux présentent les différentes situations auxquelles l'homme est confronté tout long de son existence. Toutes les réalités qui le concernent et qui le touche sont calqués par le contenu de ces noms proverbiaux. Cette peinture de la réalité révèle les rapports qui découlent des relations que les hommes entretiennent entre eux et eux avec l'univers.

III- DE LA PORTEE IDEOLOGIE DES NOMS PROVERBIAUX

Les quelques noms proverbiaux que nous venons de mettre en exergue plus haut revêt un caractère à la fois linguistique, culturelle voire sociale. Ces notions indiquent que pour l'Akyé, l'emploi des noms proverbiaux révèle un intérêt et des valeurs assez particuliers. Au nombre de ceux-ci figurent : la pérennisation de la culture akyé et la quête de l'équilibre social.

1. La pérennisation de la culture akyé

L'une des portées idéologiques dans l'emploi des noms proverbiaux réside dans la pérennisation de la culture akyé. En effet, les différentes mutations que connaissent les sociétés actuelles, imposent aux sociétés déjà existantes de s'adapter ou de se réadapter tout en s'appuyant sur leur valeur intrinsèque. Certaines circonstances qui intéressent les noms proverbiaux akyé tels les nombreux décès, le rejet d'un enfant afin de sauvegarder sa vie, le défi à la mort, les péripéties de la vie, les rapports conflictuels entre les hommes, l'avenir, les croyances religieuses ou traditionnelles, rappellent que l'âme de cette société matrilineaire se trouve intimement rattachée à ces événements. Il convient donc de considérer leur existence au sein de la communauté afin que l'harmonie et la convivialité soient de mise. Ce rappel constant de ces circonstances montre que le fonctionnement de la société akyé et la plénitude à laquelle elle aspire, ne peuvent être réels qu'avec leur prise en considération. La récurrence de ces événements dans les noms proverbiaux concourt véritablement à une seule chose : faire la promotion de la culture akyé. Le rappel de ces circonstances permet en réalité de connaître le fondement de la société akyé et son mode fonctionnement.

2. Un catalyseur social

La communauté, par le fait de regarder dans une même direction à travers des aspirations et visions, s'appuie sur la cohésion sociale. Les noms proverbiaux akyé consacrent une partie de ses enseignements à cette norme sans laquelle la société ne peut obtenir aucun résultat tangible. C'est pourquoi les noms proverbiaux viennent rappeler à la communauté les circonstances qui ont jadis engendré des perturbations dans la société. C'est une manière de prévenir l'ensemble de la communauté afin de consolider les liens.

Sa propriété de " nom porté par les individus du groupe" aide la communauté à pouvoir se surpasser et à recoudre le tissu social. Conçue comme une chaîne, la société doit évoluer selon une certaine harmonisation. Mais lorsqu'un maillon de la chaîne vient à se rompre, on assiste souvent à une désintégration d'où découle un dysfonctionnement de l'ensemble de la structure. L'homme, en tant que noyau central de tout ce système doit préserver à tout prix cet équilibre et cette harmonie qu'imposent la société en faisant converger vers lui, tous les élans positifs. Et c'est justement ce que les noms proverbiaux s'efforcent de faire dans son mode opératoire.

CONCLUSION

Les noms proverbiaux en tant que genre oral traditionnel et art verbal se forge une particularité. Il est à la fois un outil à la dimension linguistique et joue un rôle dans la société africaine en générale, et chez l'akyé en particulier. Les noms proverbiaux chez ce groupe social ne sont que l'expression des réalités qu'il vit. Aussi pouvons-nous dire que ce sont les valeurs présentes dans les noms proverbiaux qui ont permis de véhiculer le mode de vie et la vision du monde du peuple akyé. Jean-Jacques Chevrier pouvait dire en ces termes : « les textes oraux sont présentés comme de simples documents ethnographes portant des témoignages sur les modes de vie d'une société déterminée ».

Les noms proverbiaux sont donc l'expression de la stabilité, de la cohésion sociale. Jamais leur attribution n'est faite de manière fortuite. Tel qu'élaboré, le nom proverbial donne l'image d'une société fonctionnelle dont l'instruction est tributaire de plusieurs facteurs qui s'interpellent les uns les autres en lui donnant sa spécificité, nonobstant la diversité culturelle. Dans la société akyé, les noms proverbiaux revêt un caractère thérapeutique. Parce que, l'étude a prouvé que, le nom proverbial qu'on attribue à un individu est un remède à la fois pour le porteur et pour ses parents. Il fait partie des canaux usités pour éviter les crises, des moments d'afflictions, de division. Chez l'akyé, les noms proverbiaux viennent concilier l'inconciliable, il vient aussi fermer les brèches sociales et faire sécher les larmes de la femme souffrante, la femme stérile, les déshérités. Outre ce caractère, l'éducation et la pédagogie ont joué des rôles primordiaux dans les noms proverbiaux. Sur le plan éducatif, les noms proverbiaux visent à donner un enseignement. Ils consistent à inculquer des notions de tous ordre à savoir des notions d'histoire, de savoir-vivre...Aussi permettent-ils de connaître certains aspects d'une ethnie, d'une société donnée.

Sur le plan pédagogique, les noms proverbiaux viennent pour rappeler par le biais des Anciens toute l'histoire qui entoure l'attribution d'un tel nom à la jeune génération, ce qui relève pour la jeunesse un véritable exercice d'intelligence. Ceux-ci permettent ici d'éveiller les esprits afin d'amener les uns et les autres à connaître les circonstances ou événements qui pourraient provoquer ou causer la désintégration de la cellule familiale ou le dysfonctionnement de la structure sociale. Tout ce mécanisme auquel se livrent les Anciens n'est pas fortuit. Au contraire, ils veulent apprendre à la jeune génération de cerner le rapport entre le sens dénoté et le sens connoté du message des noms proverbiaux. Tous les noms chez les akyé sont significatifs et ils sont, de la même façon, liés à des circonstances. Loin d'être des fruits du hasard, l'Akyé considère ces noms proverbiaux comme une interprétation de son vécu, de ses lamentations.

ANNEXE : Les noms proverbiaux

- 1) [kōpwě] : la pourriture
- 2) [kāhó] : la poubelle
- 3) [álákā] : qui pense être important
- 4) [māmēdʒi] : sur qui on ne compte pas
- 5) [ádépì] : peine perdue
- 6) [bōkōzě] : tu t'en vas
- 7) [wĩnê] : la mère de la mort
- 8) [lōgbā] : qui est dur
- 9) [lōkwĩ] : on ne peut pas casser
- 10) [mētédū] : elle ne peut rien faire
- 11) [ábā] : lutte contre
- 12) [dōmúté] : qui a survécu

BIBLIOGRAPHIE

- BARTHES Roland, « Analyse textuelle d'un texte d'Edgar Poe », dans *sémiotique narrative et textuelle*, Paris Larousse, 1974, P.34.
- BODELOT C. , *Annonce et reprise des noms propres anthroponymiques, anaphore, cataphore et corrélation en latin*, Collection ERGA, Clermont-Ferrand, 2004, p.115-129.
- DJEH Pyco, *l'onomastique Baoulé, le cas d'Assandrè*, Essai/ Etude autres, 27 mars 2015 p.26.
- GARCIA Hernandez, *le statut linguistique des noms propres. Approche formelle*, colloque Internationale de linguistique latine, 18 avril 1998, p.839.
- JEAN-JACQUES Chevrier, *L'arbre à palabre, essais sur les contes et les récits traditionnels d'Afrique noire*, Hatier, 1986, P.86.
- KOFFI Akissi Bernadette, *l'univers des NOMS ET PRENOMS BAOULES*, en Côte d'Ivoire, 1986, p.47
- KOUADIO Yao Jérôme, *autopsie du fonctionnement du proverbe*. Abidjan, Editions DAGEKOF, édition corrigée 2007, p.130.
- LOBLI Armand, « Etude des noms propres dans le théâtre de Bernard B.DADIE », in *En-Quête n°2*, EDUCI, 2002, pp.117-118
- MAFIANI Kouadio N'da, *fonctionnement et valeur expressive du proverbe chez les Agni Sanwi*, Thèse de doctorat unique, option Littérature Orale, Université Félix Houphouët Boigny Abidjan-Cocody, 27/07/2013, P.190.
- N'DA Pierre, *L'Ecriture romanesque de Maurice Bandaman ou la quête d'une esthétique africaine moderne*, Paris, L'Harmattan, 2003, P.19.
- Philippe NTAHOMBAYE, *Typologies et fonctions des noms en Afrique, au Sud-ouest du Tchad et nord-est du Cameroun*, 1983, p.257
- ZOUOGBO Jean Philippe, *le proverbe entre langues et cultures, une étude linguistique confrontative allemand/français/bété*, Berlin, Edition Peter Lang, 2008,p.120.

LA DÉSCOLARISATION DES ENFANTS EN CÔTE D'IVOIRE : Cas de Koffi-Amonkro (Côte d'Ivoire)

Assamoi Akora Joël N'dri

joelakora@gmail.com

Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Abidjan)

RÉSUMÉ

Cette étude vise à comprendre le phénomène de la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro afin de proposer des solutions pour réduire ce phénomène. L'enquête menée pour la réalisation de cette étude s'est appuyée sur 80 individus à travers deux (02) méthodes de recherche que sont les méthodes phénoménologique et didactique. Les données ont été recueillies à l'aide d'une étude documentaire, d'une observation indirecte, d'un questionnaire et d'un guide d'entretien. Elles ont été analysées qualitativement et quantitativement. Les résultats obtenus enseignent que la pauvreté des parents d'élèves, la négligence des parents d'élèves, les grossesses en milieu scolaire, le faible niveau d'expression en langue française des élèves, l'insuffisance de rendement scolaire et le faible niveau d'éducation des parents d'élèves expliquent la déscolarisation des enfants dans ce village.

Mots-clés : Déscolarisation _ Enfant _ École _ Éducation.

ABSTRACT

This study aims to understand the phenomenon of the deschooling of children in the village of Koffi-Amonkro to propose solutions to reduce this phenomenon. The survey conducted for the realization of this study was based on 80 individuals through two (02) research methods that are phenomenological and didactic methods. The data were collected using a literature review, an indirect observation, a questionnaire and a maintenance guide. They were analyzed qualitatively and quantitatively. The results show that the parents' poverty, the neglect of their parents, school-based pregnancies, the low level of French-language student expression, the lack of academic achievement and the low level of schooling parents' education explain the drop-out of children in this village.

Keywords: Out of school _ Child _ School _ Education.

I-INTRODUCTION

Dans l'histoire de l'humanité, l'éducation a toujours occupé une place primordiale. Par elle, les sociétés sont distinguées et valorisées ainsi que les hommes qui y vivent. En effet, une éducation de qualité a le pouvoir de briser le cycle intergénérationnel de l'inégalité et d'améliorer les conditions de vie des enfants, ainsi que les sociétés dans lesquelles ils vivent. L'éducation peut apporter aux enfants les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour réussir dans la vie. Elle permet une augmentation des revenus, un recul de la pauvreté et une amélioration du niveau de santé. Selon l'UNICEF (2016), dans tous les pays du monde, qu'ils soient pauvres ou riches, l'éducation est depuis longtemps un excellent outil d'égalisation des chances, car il aide les populations à tirer pleinement parti de leur potentiel et à contribuer à la vie de leur communauté et au monde en général. Une éducation de qualité permet ainsi d'améliorer les connaissances, de stimuler l'innovation, de renforcer les compétences génératrices de croissance et de prospérité, et de promouvoir des sociétés inclusives. Des générations d'enfants ont pu sortir du dénuement grâce à une éducation équitable et de qualité. Les répercussions positives constatées sur l'avenir des enfants ont également été observées sur celui des nations.

Facteur incontournable de développement, l'importance de l'école a amené certains auteurs comme Zerbo (2000) à affirmer que l'éducation est le logiciel de l'ordinateur central qui programme l'avenir des sociétés.

Toutefois, de nos jours, nous constatons un relâchement des uns et des autres quant à ‘la survie’ de l’éducation pour les jeunes élèves. En effet, l’éducation n’est plus ce qu’elle était. Ainsi, l’abandon de l’école quel que soit le motif des élèves du primaire est de plus en plus remarqué. Le phénomène de la déscolarisation aussi désignée par les termes de l’abandon scolaire, a attiré beaucoup l’attention au cours des dernières années. De nombreuses analyses ont porté sur l’abandon scolaire, aussi bien au plan scientifique que dans les médias. Ce phénomène intéresse tout particulièrement les politiciens dans le monde entier, autant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement, étant donné qu’il est l’indice d’un dysfonctionnement du système d’éducation. Selon les statistiques de l’UNESCO (1999), la faiblesse du rendement interne du système éducatif se caractérise à la fois par des taux de redoublement excessifs (43 % au CM2, 32 % en classe de troisième) et par un nombre d’abandons important (30,8 % au CM2 et 32 % en troisième).

Selon l’UNICEF (2016), 38% des enfants dans le monde quittent l’école primaire sans avoir appris à lire, à écrire et à faire des calculs de base. En 2010, avant le début de la crise en Syrie, presque tous les enfants du pays en âge d’aller à l’école primaire, ainsi que 90 % des enfants en âge de fréquenter le premier cycle de l’enseignement secondaire, étaient scolarisés. Cinq ans après, quelque 2,1 millions d’enfants âgés de 5 à 17 ans en République arabe syrienne étaient déscolarisés.

Selon la Direction scolaire du village de Koffi-Amonkro, durant l’année scolaire 2016-2017, il y a eu au total vingt-et-un (21) cas d’abandon scolaire. Au sortir de l’année scolaire 2017-2018, il a été enregistré huit (08) cas d’abandon scolaire. Pendant l’année scolaire 2018-2019, douze (12) cas d’abandon scolaire ont été enregistrés. C’est donc en tout quarante-et-un (41) enfants qui ont abandonné les études en seulement trois (03) ans dans ce village.

Pour lutter contre ce phénomène, des mesures ont été prises à plusieurs niveaux. Notons entre autre le Plan National Education Pour Tous (PAN/EPT) élaboré en avril 1992 sous la supervision de l’UNICEF qui a permis de mobiliser des dons en faveur de l’éducation des jeunes, des jeunes déscolarisés, des jeunes non scolarisés, etc...Odounfa (2003). Aussi, nombre de gouvernements à travers le monde ont augmenté leurs dépenses d’éducation. En effet, les dépenses moyennes consacrées à l’éducation dans les pays à faible revenu sont passées de 3,2 % du PIB en 1999 à 4 % du PIB en 2012 (UNICEF, 2016). On a le programme initié par le Ministère de l’éducation nationale ivoirien pour réduire le taux de déscolarisation et qui a touché l’ensemble du territoire ivoirien y compris le village de Koffi-Amonkro: la mobilisation de la communauté éducative, des acteurs étatiques et non étatiques par Madame la Ministre pour assurer le succès de la campagne zéro grossesse à l’école à travers le lancement d’un message officiel lors du discours de la rentrée scolaire 2013-2014; la réduction de la vulnérabilité des adolescentes à travers l’accroissement du nombre des cantines scolaires au niveau des écoles primaires, le renforcement de l’éthique dans les relations entre enseignants et élèves par l’adoption et la large vulgarisation du code de bonne conduite élaboré sous l’initiative de la Direction de la Mutualité et des Œuvres Sociales en milieu Scolaire (DMOSS).

Plusieurs écrits décrivant des facteurs de la déscolarisation ont été recensés. La déscolarisation s’expliquerait par des éléments sociaux économiques, culturels et politiques. PLAN INTERNATIONAL (2016) relève plusieurs raisons dont la pauvreté, les mariages précoces et les mariages forcés, l’absence de documents administratifs dont le certificat de naissance ainsi que la traite et le travail infantile. Pour Coslin (2012), les facteurs de la déscolarisation se résument à l’absentéisme scolaire, aux difficultés d’adaptation et aux violences scolaires.

Au terme de la revue de littérature, nous pouvons affirmer que la déscolarisation a été traitée par plusieurs auteurs et structures en termes de facteurs pour connaître ses origines, de

conséquences pour connaître son impact sur les élèves en particulier et sur la société en général, de prévention pour voir comment éviter ou réduire le taux élevé de déscolarisation et de l'impact du redoublement sur l'abandon scolaire. Le constat fait ici est que nombreux de ces écrits se complètent d'une part et contribuent chacun à la compréhension du phénomène selon leur particularité.

Ainsi, concernant les facteurs explicatifs du phénomène, le constat est que les causes relevées par la majorité des auteurs sont pratiquement les mêmes depuis plusieurs décennies comme si la dynamique sociale n'impactait pas ce phénomène. Ces facteurs sont d'ordre socio-économique, familial et culturel. Il s'agit entre autres du manque de moyens financiers, de l'ignorance des parents d'élèves, de l'influence de la société sur les élèves.

Cependant, il est à préciser que, même si la liste de facteurs proposée par Ouellet (1994) apporte des précisions utiles en faisant un tour assez complet de toutes les variables susceptibles d'influencer l'abandon scolaire, sa structuration reste problématique. L'auteur, dans sa typologie, considère uniquement le sexe comme un élément des facteurs socio-démographiques. Or, nous pensons que le sexe est un rapport social qui se manifeste et recoupe les autres facteurs. Les facteurs économiques ou individuels, peuvent par exemple, influencer le cheminement scolaire selon que l'on est garçon ou fille. L'attraction du marché de travail ou le besoin d'apporter un revenu supplémentaire à la famille ou encore les intérêts et goûts pour les études peuvent varier selon le sexe. C'est pourquoi, pour les fins de la présente étude, nous avons restructuré les éléments sans tenir compte de la hiérarchisation des catégories de l'auteur.

Des actions sont menées pour freiner l'accroissement du taux de la déscolarisation. Cependant, le phénomène persiste dans le village de Koffi-Amonkro. Les écrits explicatifs, malgré leur pertinence, ne convoquent pas suffisamment les niveaux d'éducation et de précarité socio-économique des parents. En effet, l'observation des populations du village indique selon les échanges avec celles-ci un constat de faible éducation et de précarité socio-économique.

Ces observations conduisent à formuler la question de recherche suivante : Quels sont les facteurs explicatifs de la déscolarisation des enfants à Koffi-Amonkro ?

L'étude vise à comprendre le phénomène de la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro afin de proposer des solutions pour réduire ce phénomène.

En termes spécifiques, il s'agit de :

- Décrire les manifestations du phénomène de la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro.
- Analyser les facteurs explicatifs de la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro.
- Relever les conséquences et proposer des solutions afin de réduire le phénomène de la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro.

L'hypothèse générale stipule que la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro est liée à des facteurs d'ordre éducatif et socio-économique.

Les hypothèses spécifiques sont formulées de la manière suivante :

H1-La déscolarisation des enfants du village de Koffi-Amonkro se manifeste par le faible niveau d'éducation des parents.

H2-La pauvreté des parents d'élèves est un facteur justifiant la déscolarisation des enfants du village de Koffi-Amonkro.

H3-Le faible niveau d'expression en langue française des élèves est lié à la déscolarisation des enfants du village de Koffi-Amonkro entraînant des conséquences.

II-MÉTHODOLOGIE

1-Site et participants à l'enquête

1-1-Terrain d'étude

Koffi-Amonkro est situé au Centre-Est de la Côte d'Ivoire, plus précisément dans la région de l'Iffou. Il est chef-lieu de Sous-préfecture avec une population estimée à environ 1.500 habitants selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014.

Diverses communautés, autochtones et allogènes résident dans cette localité. Il s'agit entre autres des « Baoulé-Anoh » et des Agni, Malinké, Djimini. La présence des non nationaux est marquée par la présence des ressortissants des pays de la sous-région (Ghana, Burkina Faso) et aussi des commerçants mauritaniens.

Faisant partie anciennement du département de Prikro, Koffi-Amonkro est limité au Nord par le village de Gbangbo N'dakro ; au Sud par le village d'Anzan-Kouamékro ; à l'Ouest par les villages de Donguikro, Kouamé-Boussinkro et Yaboikikro et à l'Est par le village de Framonkro. Cette localité à l'instar de plusieurs villages de la région de l'Iffou, est touchée par le phénomène de la déscolarisation des enfants. Notre choix par ailleurs a été porté dans cette localité pour comprendre le taux croissant des cas de déscolarisation des enfants relevé par les deux Directions scolaires dudit village.

1-2-Population d'enquête

S'agissant de la population d'enquête, nous avons retenu des personnes issues de plusieurs couches sociales et professionnelles, capables d'éclairer d'une manière ou d'une autre la recherche. Ainsi, le choix de ces personnes a été d'une grande importance dans la mesure où cela nous a permis d'obtenir un maximum d'informations sur les manifestations et les facteurs de la déscolarisation des enfants à Koffi-Amonkro. Ainsi, cet ensemble d'individus nous a permis de constituer notre population d'enquête. Il s'agit :

- Des autorités administratives (Sous-préfecture de Koffi-Amonkro) qui sont des acteurs de l'éducation des enfants à Koffi-Amonkro ;
- Des autorités coutumières (chef du village et des notables) qui par leur rôle de garant de la communauté, sont mieux informées sur la situation scolaire dans le village de Koffi-Amonkro ;
- Des Directeurs des deux écoles primaires de Koffi-Amonkro qui sont les premiers témoins de l'accroissement du taux de déscolarisation, avec qui, les informations sont vérifiées ;
- Des instituteurs du village de Koffi-Amonkro qui sont aptes à nous fournir de fiables informations voire des confessions de certains élèves déscolarisés ;
- Des membres du COGES mieux placés pour nous renseigner sur le phénomène de la déscolarisation à Koffi-Amonkro ;
- Des élèves scolarisés qui connaissent des amis, enfants déscolarisés qui sont susceptibles d'éclairer sur certains détails liés à la déscolarisation ;
- Des déscolarisés, victimes directes qui ont pu nous fournir d'amples informations sur les manifestations de la déscolarisation ;

-Des parents qui sont tantôt victimes, tantôt acteurs du phénomène de la déscolarisation.

2- Méthodes de recherche

Dans le cadre de la méthode, nous nous intéresserons à deux (02) méthodes de recherche pour cette étude. Il s'agit des méthodes phénoménologique et dialectique.

2-1- Méthode phénoménologique

Blay (2013) désigne la phénoménologie (du grec : phainómenon, « ce qui apparaît » ; et logos, « étude ») comme un courant philosophique qui se concentre sur l'étude des phénomènes, de l'expérience vécue et des contenus de conscience. Edmond HUSSERL est considéré comme le fondateur de ce courant, dans sa volonté de systématiser l'étude et l'analyse des structures des faits de conscience. Husserl soutient que les phénomènes n'apparaissent pas aux acteurs ; ils sont vécus par eux et par conséquent, c'est l'expérience vécue qu'il faut saisir.

N'Da (2000) affirme que cette méthode accorde de l'importance à l'interprétation que le sujet donne des événements qu'il vit. Elle se rapporte à l'expérience de l'individu.

Toutefois, notons que l'approche phénoménologique dans cette étude, mettra l'accent sur le vécu (pratiques, perceptions, opinions, attitudes, significations et représentations sociales) du phénomène de la déscolarisation des enfants.

2-2- Méthode dialectique

La dialectique, appelée également méthode ou art dialectique, est une méthode de discussion, de raisonnement, de questionnement et d'interprétation. Elle s'enracine dans la pratique ordinaire du dialogue entre deux interlocuteurs ayant des idées différentes et cherchant à se convaincre mutuellement.

Grawitz (2000), aborde cette méthode comme la plus complète, riche et semble-t-il, la plus achevée des méthodes conduisant à l'explication en sociologie. Elle part de la constatation des contradictions qui nous entourent.

Pour Lénine (Grawitz, 2004), cette méthode est une démarche qui part de l'idée de la présence de contradictions dans la réalité elle-même. Ainsi, il la définit comme la théorie de l'unité des contraires, la contradiction dans l'essence même des choses. La méthode dialectique met en exergue les oppositions, les ambivalences qui constituent souventes fois l'essence de la réalité.

Étant donné que cette méthode sert à étudier les contradictions, elle nous a servi pour analyser des résultats de notre enquête, tout en relevant les contradictions dans les réponses des enquêtés en vue de vérifier les hypothèses. Concrètement, cette méthode est prise en compte en raison des contradictions existantes entre les différents acteurs quant à la responsabilité de chacun face au phénomène de la déscolarisation. Il s'agit des contradictions entre les parents d'élèves déscolarisés qui rejettent la faute sur les instituteurs et des élèves déscolarisés qui rejettent la faute sur leurs parents car certains parents refusent de laisser leurs enfants continuer les études malgré le désir de l'instituteur. À ce stade, nous allons aborder les techniques de recueil des données.

3-Techniques de recueil de données

La recherche documentaire, l'observation, le questionnaire et l'entretien nous ont servi pour collecter les informations relatives à notre objet d'étude.

3-1-Recherche documentaire

Pour atteindre notre but de manière objective et pertinente, il convenait pour nous de nous orienter vers des documents de la Direction scolaire du village de Koffi-Amonkro et ceux de la Sous-préfecture pour avoir des données statistiques et des informations sur la déscolarisation dans ce village.

Selon la Direction scolaire du village de Koffi-Amonkro, durant l'année scolaire 2016-2017, il y a eu au total vingt-et-un (21) cas d'abandon scolaire. Au sortir de l'année scolaire 2017-2018, il a été enregistré huit (08) cas d'abandon scolaire. Pendant l'année scolaire 2018-2019, douze (12) cas d'abandon scolaire ont été enregistrés. C'est donc au total quarante-et-un (41) enfants qui ont abandonné les études en seulement trois (03) ans dans ce village.

La recherche documentaire nous a donc permis de mieux appréhender notre sujet, de le circonscrire tout en nous appuyant sur ces documents et, par la suite, enrichir notre littérature. Il s'agissait ainsi, de prendre connaissance des documents ou informations disponibles sur le phénomène de la déscolarisation des enfants.

3-2-Observation

Par observation, il faut entendre la manière de porter un regard sur un fait, un phénomène, une situation, etc. C'est pourquoi dans notre approche, nous avons effectué une observation qui a été indirecte. Cette forme d'observation consiste à se rendre soi-même sur le terrain en se portant spectateur ou témoin d'un événement, d'une situation, à porter aussi son attention sur un fait quelconque.

La recherche sur le terrain nous a permis de voir, de manière générale, le processus qui mène à la déscolarisation dans le village de Koffi-Amonkro.

Il faut souligner aussi que cette démarche nous a permis de découvrir ce que l'éducation représente pour ces populations. Notre présence dans le village de Koffi-Amonkro nous a permis de comprendre que le défaut de moyens financiers des parents d'élèves conduit à l'abandon scolaire des enfants.

Abordons maintenant le questionnaire.

3-3-Questionnaire

Le questionnaire désigne une série de questions posées par écrit de façon méthodique en vue de recueillir des données d'enquête. Il constitue donc la liste des questions que l'enquêteur doit poser à l'enquêté et auxquelles celui-ci doit répondre par écrit.

Le questionnaire administré à la population nous a permis non seulement d'établir des statistiques mais aussi de comprendre les manifestations, les facteurs, les conséquences, les modes de gestion de la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro ainsi que des propositions de solutions.

3-4-Entretien

Nous avons eu recours au guide d'entretien constitué de questions ouvertes car il nous a permis d'appréhender des informations sur la déscolarisation des enfants dont on ne pouvait obtenir par source écrite. Des autorités et responsables comme le Sous-préfet, la chefferie, les Directeurs d'écoles, les Présidents du COGES et Conseil Scolaire de Koffi-Amonkro ont été invités à s'exprimer sur les manifestations, les facteurs, les conséquences, le mode de gestion de la déscolarisation à Koffi-Amonkro ainsi que sur les solutions à apporter.

Quid des méthodes d'analyse de données ?

4-Méthodes d'analyse de données

Nous verrons ici la méthode d'analyse qualitative ainsi que celle d'analyse quantitative.

4-1-Analyse qualitative

L'analyse qualitative recherche prioritairement la qualité de l'information. Dans cette approche, on s'oriente de préférence vers les causes explicatives qui permettent de comprendre le phénomène étudié. L'on fait fi des chiffres ; il n'y a aucune quantification ni de mesures nécessaires parce qu'elles ne reflètent pas cette méthode. Toutefois, il faut noter que cette analyse a pour but de confronter les informations obtenues. Ainsi, dans le cadre de notre étude, la méthode qualitative nous a permis d'analyser les faits, les discours, les récits, les opinions, les données pour comprendre les points de convergence et de divergence concernant les manifestations, les facteurs explicatifs de la déscolarisation des enfants à Koffi-Amonkro, ses conséquences et ses différents modes de gestion en vigueur.

Il sera abordé l'analyse quantitative.

4-2-Analyse quantitative

La méthode quantitative porte sur la quantification de l'information. Elle se rapporte aux différentes formes de dénombrement et d'appréciations numériques. En effet, cette méthode permet au chercheur de gagner en précision. Et elle utilise dans ce sens, les mathématiques, les statistiques, l'informatique, etc. Elle permet ainsi de mettre en relation les variables sociales et se présente comme un moyen de tester certaines hypothèses de recherche.

En ramenant cette méthode à l'objet de recherche, elle a conduit à effectuer des calculs et d'élaborer des tableaux qui nous ont permis d'établir des statistiques. Il s'agit à cet effet, des tableaux réalisés pour la compréhension et l'explication des données sur les types d'abandon scolaire, le déroulement et les facteurs explicatifs de la déscolarisation des enfants.

III-RÉSULTATS

Plusieurs facteurs sont à l'origine de la déscolarisation dans le village de Koffi-Amonkro. Ainsi, l'enquête a pu identifier six (06) facteurs essentiels à l'explication de ce phénomène social. Il s'agit : de la pauvreté des parents d'élèves, de la négligence des parents d'élèves, des grossesses en milieu scolaire, du faible niveau d'expression en langue française des élèves, de l'insuffisance de rendement scolaire et du faible niveau d'éducation des parents d'élèves. Ces facteurs, pour une compréhension aisée, seront exposés dans le tableau suivant :

Tableau n°1 : Répartition des facteurs explicatifs de la déscolarisation selon les déscolarisés

Pauvreté des parents d'élèves	Négligence des parents d'élèves	Grossesses en milieu scolaire
Faible niveau d'expression en langue française des élèves	Insuffisance de rendement scolaire	Faible niveau d'éducation des parents d'élèves

Le tableau ci-dessus expose les différents avis des déscolarisés qui se sont prononcés sur les causes de la déscolarisation dans le village de Koffi-Amonkro. Au regard de ces données, nous pouvons affirmer que les facteurs prédominants concernant la déscolarisation à Koffi-Amonkro sont la pauvreté des parents d'élèves, la négligence des parents d'élèves et les grossesses en milieu scolaire avec des taux respectifs de 50%, 13,63% et 13,63%. Toutefois, contrairement à ces trois (03) facteurs précités, le faible niveau d'expression en langue française des élèves,

l'insuffisance de rendement scolaire et enfin le faible niveau d'éducation des parents d'élèves occupent respectivement 09,09%, 09,09% et 04,54% des réponses.

Par ailleurs, les réponses des déscolarisés indiquent que la pauvreté des parents d'élèves occupe la première place avec un taux de 50% contrairement au faible niveau d'éducation des parents d'élèves qui représente 04,54% des avis.

Au vu de ce qui précède, nous allons faire les explications détaillées suivantes :

1-Pauvreté des parents d'élèves

Au regard du tableau des réponses des déscolarisés sur les origines de la déscolarisation, 55% des personnes interrogées affirment que la pauvreté des parents d'élèves favorise la déscolarisation à Koffi-Amonkro.

Le taux élevé de ce type de facteur, qui vient d'ailleurs en première position, est dû au fait que les parents d'élèves ou même plusieurs parents dans ce village croupissent dans la misère. Ces parents d'élèves sont pour la plupart en quête de ressources de subsistance et donc trop occupés pour gérer les problèmes scolaires de leurs enfants. C'est de cela que leurs enfants scolarisés, n'ayant pas d'effets scolaires, du minimum pour l'école, se sentent obligés d'abandonner l'école pour la recherche de moyens financiers. Un membre de la chefferie disait ceci : « C'est difficile même pour manger donc leurs problèmes de l'école là, vraiment ! » Pour dire que les affaires de l'école viennent en dernière position dans l'ordonnancement des préoccupations des parents d'élèves. Toujours concernant la pauvreté des parents d'élèves comme facteur de la déscolarisation, notons que lors de l'enquête dans le village, un jeune déscolarisé nous a confié ceci : « Je n'ai pas arrêté d'aller à l'école parce que je ne connaissais rien. Mais c'est parce que mon papa dit qu'il n'a plus l'argent ».

Ici, notons que les parents d'élèves eux-mêmes affirment que leurs enfants abandonnent l'école car ils n'ont pas de ressources financières suffisantes et que leurs récoltes des plantations étaient mal payées. À ce propos, un parent d'élève et membre du COGES a dit ce qui suit : « Les récoltes d'anacarde sont mal payées, 100F au lieu de 375F fixé par l'État ». Ainsi, le peu qu'ils gagnent leur sert à l'alimentation, à survivre et donc ils ne peuvent pas l'utiliser pour régler les histoires d'école.

Que pouvons-nous dire de la négligence des parents d'élèves comme un facteur de la déscolarisation ?

2-Négligence des parents d'élèves

Au regard du tableau des réponses des déscolarisés sur les origines de la déscolarisation, les données que nous disposons indiquent clairement que les déscolarisés soutiennent avec un pourcentage de 13,5% que la négligence des parents d'élèves crée la déscolarisation.

En effet, selon nos sources, la négligence des parents d'élèves se traduit par leur incapacité à faire établir des actes de naissance à leurs enfants scolarisés et à suivre l'évolution de ces enfants sur le volet scolaire.

Concernant leur incapacité à faire établir des extraits d'acte de naissance à leurs enfants scolarisés, notons que cela fait abandonner l'école à la plupart de ceux qui abandonnent en classe de CM2. Cela se comprend par le fait que lorsqu'un élève arrive en classe de CM2, il lui faut un dossier contenant un extrait d'acte de naissance pour pouvoir présenter le concours d'entrée en 6ème. Malheureusement certains parents, comme nous indique nos statistiques, restent inactifs face à l'établissement de l'acte de naissance qui s'impose. L'enfant aussi, impuissant vis-à-vis de cette situation qui le passe, se voit arrêter les cours et est dès lors, compté

parmi les déscolarisés du village. À ce propos justement, nous rappelons les propos de A.K., jeune déscolarisé qui a été cité plus haut : « Ça fait trois ans que je fais le CM2 parce que je n'ai pas d'extrait de naissance. Chaque année, je vais à l'école mais quand examen arrive, je m'asseoir à la maison ». Ces propos attestent de la négligence des parents d'élèves vis-à-vis des études de leurs enfants scolarisés ; ce qui occasionne des déscolarisés dans le village.

S'agissant de leur incapacité à suivre l'évolution de ces enfants sur le volet scolaire, on retient que ces parents n'ont même pas un brin de temps pour leurs enfants en ce qui concerne leurs devoirs, exercices ou examens scolaires. Ils sont pour ainsi dire désintéressés de savoir si leurs enfants évoluent bien ou mal en classe. Cela voudrait dire que même à la maison, que les enfants révisent leurs leçons ou pas, cela n'engage qu'eux-mêmes. C'est en cela que plusieurs enfants abandonnent l'école sans que leurs parents ne soient informés.

Nous allons à présent voir ce qu'il en est des grossesses en milieu scolaire comme facteurs de la déscolarisation.

3-Grossesses en milieu scolaire

En tenant compte des données du tableau des réponses des déscolarisés sur les causes de la déscolarisation, nous constatons que 09% des enquêtés ont reconnu que les grossesses en milieu scolaire favorisent la déscolarisation dans le village de Koffi-Amonkro.

Au-delà de ces chiffres, les explications données par nos enquêtés sont les suivantes. Les grossesses en milieu sont de véritables problèmes dans ce village. En effet, les jeunes filles de l'école primaire n'échappent pas aux grossesses en milieu scolaire. Cela se traduit par le manque de communication entre les parents d'élèves et leurs enfants scolarisés. Aussi, la facilité de ces jeunes filles a été signifiée par nos enquêtés qui estiment que pour de l'argent, elles sont prêtes à se donner à n'importe quel homme et ce, quel que soit son âge. En cela, on assiste à des grossesses précoces et non désirées qui poussent ces jeunes enfants à abandonner l'école. À ce propos, nous voulons rappeler les dits de l'un des enquêtés sur cette question. Pour lui, « Ici (à Koffi-Amonkro), les petites filles qui ne vont pas à l'école connaissent tous garçons. Si tu les blagues avec un peu d'argent, c'est fini ». Cela montre que c'est l'argent qui amène ces jeunes filles à se faire enceinter.

De plus, ces grossesses en milieu scolaire sont le fait du manque de connaissance de ces jeunes filles en matière d'éducation sexuelle. Elles ne reçoivent pas d'enseignement sur comment s'abstenir jusqu'à la fin des études ou jusqu'au mariage. Parlant de cette situation lors d'un entretien avec Monsieur Z.A., instituteur à l'EPP Koffi-Amonkro 1, il n'a pas hésité à déclarer ceci : « Il faut éduquer sexuellement les jeunes filles pour éviter les grossesses en milieu scolaire ». Nous sommes donc face à la réalité quant au fait que les jeunes filles non éduquées sexuellement peuvent contracter facilement des grossesses en milieu scolaire ; ce qui pourrait les amener à abandonner l'école.

Quelle est la part du faible niveau d'expression en langue française des élèves dans la déscolarisation des enfants ?

4-Faible niveau d'expression en langue française des élèves

Selon les informations recueillies dans le tableau des réponses des déscolarisés sur les causes de la déscolarisation, 09% des enquêtés estiment que le faible niveau d'expression en langue française des élèves est à la base de la déscolarisation des enfants dans ce village.

En effet, plusieurs élèves sous le poids de la langue baoulé, ont du mal à s'exprimer en langue française. Ainsi, à force de parler couramment la langue baoulé, la langue française

paraît comme un obstacle pour eux à l'école. Et on comprend ici que la langue française étant un souci pour eux, ils ne s'expriment pas à l'école, en classe et ne comprennent même pas les cours qui sont dispensés en classe. En cela et par cela seul, on est guidé à voir des plusieurs élèves dans ce cas qui abandonnent l'école. À cet effet, K.M., une jeune fille à qui nous posions des questions a affirmé ceci : « Moi, j'ai arrêté d'aller à l'école de moi-même, personne ne m'a forcé. Mais ma sœur, elle a arrêté parce qu'elle ne comprenait même pas français ». À entendre ses dits, on voit bien en quoi le faible niveau d'expression en langue française peut amener des élèves à abandonner l'école.

Que pouvons-nous dire de l'insuffisance de rendement scolaire comme facteur de la déscolarisation ?

5-Insuffisance de rendement scolaire

D'après le tableau des réponses des déscolarisés sur les facteurs explicatifs de la déscolarisation, 09% des enquêtés confirment que les enfants abandonnent l'école à cause de l'insuffisance de rendement scolaire.

Cette situation s'explique par le fait que des élèves, ne comprenant pas parfois les cours en classe du fait de la langue française qui fait défaut, se retrouvent au bas des classements en termes de résultats scolaires. Notons que ces enfants sont parfois intelligents à en considérer leurs réactions à des situations hors de l'école mais lorsqu'il s'agit de lire ou d'écrire en français, on a l'impression qu'ils sont très nuls. À ce propos, pendant notre enquête de terrain, M.K.A., un jeune déscolarisé nous a confié ceci : « J'ai arrêté d'aller à l'école parce que ça n'allait pas quand on faisait classement ». Ces propos de cet enfant démontrent à quel point l'insuffisance de rendement scolaire peut conduire à abandonner l'école.

Qu'en est-il du faible niveau d'éducation des parents d'élèves comme origine de la déscolarisation ?

6-Faible niveau d'éducation des parents d'élèves

À la question de savoir si le faible niveau d'éducation des parents d'élèves pouvait être à l'origine de la déscolarisation des enfants à Koffi-Amonkro, les enquêtés ont répondu par l'affirmative à 04,5%. Ce pourcentage laisse comprendre que le faible niveau d'éducation des parents n'est pas à première vue, l'origine principale de la déscolarisation dans le village de Koffi-Amonkro.

En somme, selon les déscolarisés qui ont répondu par l'affirmative à cette question, le niveau d'éducation des parents d'élèves influence la qualité des études de certains élèves. En effet, un parent d'élève qui n'a aucun niveau d'étude ou qui n'a fait que le cycle primaire ne sera pas vraiment engagé dans le suivi du parcours scolaire de son enfant contrairement à un autre parent d'élève qui a fait des études secondaires ou supérieures. Ainsi, on est fondé à croire que le parent qui a fait des études supérieures fait beaucoup d'efforts pour que son enfant aille le plus loin possible dans les études.

On note également que les enfants ayant beaucoup souvent besoin de soutien scolaire à la maison, il est clair que pour l'élève ayant des parents avec un niveau d'études supérieur, ses résultats seront favorables et la probabilité pour qu'il abandonne l'école sera minime. Par contre, pour l'enfant ayant des parents qui n'ont aucun niveau, il lui sera facile de vouloir abandonner l'école si ses parents, en plus de leur faible niveau d'éducation, n'ont pas de moyens financiers pour lui prendre un précepteur à la maison. À cet effet, nous nous rappelons les propos de Mlle B.S., une jeune fille déscolarisée que nous avons citée plus haut : « Si mon papa qui m'a accouché ne connaît pas route de l'école, c'est pas moi je vais arriver loin ». Par les

propos de cette jeune fille, nous voyons clairement comment le faible niveau d'éducation des parents d'élèves peut parfois conduire les enfants à abandonner l'école.

IV-DISCUSSION ET CONCLUSION

1-Discussion

1-1-Rappel des hypothèses et leur confirmation

Pour atteindre l'objectif, trois (03) hypothèses ont servi de guide :

H1-La déscolarisation des enfants du village de Koffi-Amonkro se manifeste par le faible niveau d'éducation des parents ;

H2-La pauvreté des parents d'élèves est un facteur justifiant la déscolarisation des enfants du village de Koffi-Amonkro ;

H3-Le faible niveau d'expression en langue française des élèves est lié à la déscolarisation des enfants du village de Koffi-Amonkro entraînant des conséquences.

Ainsi, toutes ces hypothèses de recherche ont été confirmées à partir des résultats présentés par notre étude ; ce qui confirme d'ailleurs notre hypothèse générale selon laquelle la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro est liée à des facteurs d'ordre éducatif et socio-économique.

Par ailleurs, dans le souci de mieux appréhender l'objet d'étude, nous nous sommes servis de deux (02) théories à savoir la théorie actionniste et la théorie déterministe. Ainsi, à travers l'analyse des résultats, ces théories ont été validées dans la mesure où il a été démontré que la pauvreté des parents d'élèves (acteurs de la déscolarisation) à l'origine de la déscolarisation des enfants résultait de leur situation ou état de "pauvres" ; ce qui scelle le sort des enfants. Aussi, la propre volonté de certains élèves d'abandonner l'école vient corroborer leur part de responsabilité quant à l'effectivité de la déscolarisation des enfants dans ce village.

1-2-Résultats et travaux antérieurs

Cette étude, relativement aux travaux antérieurs, présente des forces, des faiblesses, des convergences et des divergences qu'il convient de mentionner.

Ainsi, en termes de forces, nous pouvons relever la double approche (actionniste et déterministe) dans laquelle s'inscrit notre étude. Contrairement à Géhin (2003) qui a abordé le phénomène de la déscolarisation sous l'angle actionniste en mettant l'accent sur les agissements des acteurs qui entrent en ligne de compte de la déscolarisation, notre étude tient compte non seulement des acteurs de la déscolarisation qui sont les élèves, les parents d'élèves, les instituteurs et l'État, mais aussi les facteurs explicatifs tels que la pauvreté et la négligence des parents, les grossesses en milieu scolaire et le faible niveau d'expression en langue française des élèves.

Quant aux faiblesses, l'étude nous renseigne uniquement sur les manifestations du phénomène en milieu rural ; ce qui limite sa portée quant aux différentes mesures de gestion et de prévention de la déscolarisation. Ce qui n'est pas le cas de Maigne (2009) qui étend son étude au domaine rural et urbain.

Enfin, abordant dans le même sens que cette étude, Langevin (1994) révèle la prédominance du volet socio-économique des facteurs de la déscolarisation. En effet, tout comme ceux évoqués par Langevin, les habitants du village de Koffi-Amonkro ont affirmé lors des enquêtes

que les facteurs socio-économiques tels la pauvreté des parents d'élèves et les grossesses en milieu scolaire sont ceux qui ont une grande influence dans le village de Koffi-Amonkro.

Qu'en est-il de la critique des techniques de recueil et méthodes d'analyse de données ?

1-3-Critiques des techniques de recueil et méthodes d'analyse de données

Nous verrons ici, les critiques des techniques de recueil de données et des méthodes d'analyse de données.

1-3-1-Critique des techniques de recueil des données

Les techniques d'observation, des questionnaires et du guide d'entretien qui nous ont servi dans la collecte des données ont semblé être les plus idéaux pour l'enquête de terrain. Cependant, quelques difficultés sont apparues.

Au niveau de l'observation, nous n'avons pas pu assister à toutes les manifestations du phénomène compte tenu de son imprévisibilité. Ce qui ne nous a pas permis de cerner tous les contours de ce phénomène. Ainsi, nous nous sommes contentés de simples échanges ; c'est pourquoi nous avons recouru à des questionnaires.

Concernant les questionnaires, ils n'ont pas réellement servi dans certains cas du fait du niveau intellectuel de certains enquêtés. Nous nous sommes sentis obligés de les remplir nous-mêmes. D'autres cependant les ont trouvés longs et lassants.

Par ailleurs, le guide d'entretien s'est avéré limité. En effet, lors des entretiens, nous avons constaté que certaines questions, jugées nécessaires, ne figuraient pas sur notre fiche. Par conséquent, nous n'avons pas pu avoir toutes les informations sur le phénomène. Cependant, cela n'a pas pu nous empêcher d'atteindre notre objectif général.

1-3-2-Critique des méthodes d'analyse des données

Du point de vue quantitatif, il a été difficile pour nous de quantifier les acteurs de la déscolarisation à Koffi-Amonkro car ne disposant pas de base de données au niveau de notre population d'enquête.

Par ailleurs, qualitativement, certaines réponses fournies par les enquêtés dans les questions ouvertes n'étaient souvent pas utiles à notre objet d'étude. Par ailleurs, quelques enquêtés ne se donnaient pas la latitude de répondre aisément aux questions ; ce qui pourrait, si c'était le cas, nous permettre d'approfondir la compréhension du sujet et saisir d'autres aspects du phénomène.

2-Conclusion

Cette étude avait pour objectif général de comprendre le phénomène de la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro afin de proposer des solutions pour réduire ce phénomène.

À cet effet, une hypothèse générale selon laquelle la déscolarisation des enfants dans le village de Koffi-Amonkro est liée à des facteurs d'ordre éducatif et socio-économique a servi de guide. Ainsi, la confirmation de l'hypothèse générale a été possible à partir des données statistiques obtenues suite à l'enquête de terrain.

Les résultats des recherches ont montré que six (06) facteurs d'ordre éducatif, social et économique sont les facteurs explicatifs de la déscolarisation dans le village de Koffi-Amonkro. Il s'agit en effet de la pauvreté des parents d'élèves, la négligence des parents d'élèves, les grossesses en milieu scolaire, le faible niveau d'expression en langue française des élèves,

l'insuffisance de rendement scolaire et enfin du faible niveau d'éducation des parents d'élèves. Ces facteurs ont été confirmés par des avis des enquêtés à des taux respectifs de 55% ; 13,5% ; 09% ; 09% ; 09% et 04,5%.

Ainsi, nous avons jugé impérieux de faire des suggestions en vue d'apporter notre contribution à la lutte contre ce phénomène de façon durable. C'est donc à cet effet que nous avons invité les acteurs de l'éducation des enfants à s'y mettre de façon active pour freiner le taux croissant de la déscolarisation à Koffi-Amonkro.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 1-Blay Michel : Dictionnaire des concepts philosophiques, CNRS, Paris, 2013.
- 2-Coslin Pierre : Précarité sociale et déscolarisation, L'orientation scolaire et professionnelle, 2012 [En ligne], 41/3 | 2012, mis en ligne le 07 septembre 2015, URL : <http://journals.openedition.org/osp/3882> ; DOI : 10.4000/osp.3882.
- 3-Géhin Jean-Paul : La construction sociale de la "déscolarisation" : examen d'un dispositif départemental de signalement de l'absentéisme, cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs, Université de Poitiers/SACO, France, 2003.
- 4-Grawitz Madeleine : Lexique des sciences sociales, 7e édition, Dalloz, Paris, 2000.
- 5-Grawitz Madeleine : Lexique des sciences sociales, Dalloz, Paris, 2004.
- 6-Langevin Louise : L'abandon scolaire : On ne naît pas décrocheur !, Les Éditions Logiques, Montréal, 1994.
- 7-Maigne Nicolas : Prévenir la déscolarisation des jeunes en mecs par la création d'un groupement de coopération éducatif et professionnel, EHESP, Rennes, 2009.
- 8-N'Da Paul : Méthodologie de la recherche : De la problématique à la discussion des résultats, 3e édition revue et complétée, Université de Côte d'Ivoire, Abidjan, 2000.
- 9-Ouellet Réal : « Le décrochage scolaire : perspective générale » dans Éducation et francophonie, jeunes à risques : État de leur situation, XXII, (1), 1994.
- 10-Ki-Zerbo Joseph : L'éducation en Afrique, Présence Africaine, Paris, 2000.

De l'idéologie « völkisch » à la l'idéologie nazie : une historiographie partielle de la littérature allemande dans le processus de nazification de l'Allemagne

Franck Kouamé

Franck_k@gmail.com

Université FHB de Cocody (Abidjan)

RÉSUMÉ

La période du règne national-socialiste en Allemagne, de 1933 à 1945, sous Adolf Hitler, est caractérisée par une radicalisation politique de la population, qui trouva expression chez celle-ci à travers l'émergence d'un sentiment ultra-nationaliste, une recrudescence du racisme, particulièrement de l'antisémitisme, mais aussi une adhésion des masses aux valeurs soldatesques et aux idées pangermanistes. Certaines études ont vite fait d'imputer le succès de cette nazification de l'Allemagne uniquement aux difficultés politiques, sociales et surtout économiques de la République de Weimar entre 1920 et 1930. Cette recherche a voulu remonter plus loin le fil de cette radicalisation à droite, en procédant par une exploration de l'évolution de l'idéologie national-socialiste à travers la littérature politique allemande. Il en ressort que cette idéologie, qui conduit à la nazification de l'Allemagne, tire sa source du courant de pensée « völkisch » qui naît dans l'Allemagne wilhelmienne, connaît une phase d'institutionnalisation sous la République de Weimar, et y est diffusée à coups de propagande par les idéologues nationaux-socialistes.

Mots-clés : littérature « völkisch », Révolution Conservatrice, propagande littéraire, nazification.

ZUSAMMENFASSUNG

Die Periode der nationalsozialistischen Herrschaft unter Adolf Hitler von 1933 bis 1945 ist durch eine politische Radikalisierung der Bevölkerung gekennzeichnet, die sich bei ihr durch den Aufstieg eines ultranationalistischen Gefühls, eine Zunahme des Rassismus, besonders des Antisemitismus, aber auch eine Zustimmung zu den soldatischen Werten und den pangermanistischen Idealen ausdrückte. Einige Studien beeilen sich, den Erfolg dieser Nazifizierung Deutschlands nur auf die politischen, sozialen und überhaupt ökonomischen Schwierigkeiten der Weimarer Republik zwischen 1920 und 1930 zurückzuführen. Dieser Forschung oblag, den Ursprung dieser Rechtsradikalisierung ferner zurückzuverfolgen, zwar durch eine Erforschung der Evolution der nationalsozialistischen Ideologie in der deutschen politischen Literatur. Es ergibt sich, dass diese Ideologie, die zur Nazifizierung Deutschlands führt, aus dem im wilhelminischen Deutschland entstandenen völkischen Gedankenstrom quellt. Dann kennt sie eine Phase der Institutionalisierung unter der Weimarer Republik und wird dabei von den nationalsozialistischen Ideologen durch Propaganda vermittelt.

Schlüsselwörter: völkische Literatur, konservative Revolution, literarische Propaganda, Nazifizierung.

SUMMARY

The period of the national-socialist reign in Germany under Adolf Hitler, from 1933 to 1945, is characterized by a political radicalization of the population, which especially found expression through the emergence of an ultra-nationalistic feeling, an upsurge of racism, particularly anti-Semitism, but also an adherence of the masses to the soldierly values and to the pangermanist ideas. Some Studies hasten to impute the success of this Nazification of Germany solely to the political, social and especially economic difficulties of the Republic of Weimar between 1920 and 1930. This research intended to go back further through the history of this far-right radicalization, while proceeding by an exploration of the national-socialist ideology evolution through the German political literature. It appears that this ideology, which leads to the Nazification of Germany, derives its source from the way of thinking "völkisch", which is born in the Wilhelmine Germany, experiences an institutionalization stage under the Republic of Weimar, and is diffused there by means of propaganda by the national-socialist ideologists.

Keywords : "völkisch" literature, conservative revolution, literary propaganda, Nazification.

INTRODUCTION

Le régime national-socialiste d'Adolf Hitler, en accédant au pouvoir d'État en janvier 1933, ambitionnait la mise en place d'un Troisième Reich allemand à l'image du Saint Empire Romain Germanique de 962 à 1806, désigné comme Premier Reich, et de l'Empire allemand de 1871 à 1918, désigné comme Deuxième Reich. Ce Troisième Reich voulu par Hitler devait durer mille ans et rendre à une Allemagne défaite à la Première Grande Guerre sa grandeur d'antan, en lui assurant «la domination complète sur le continent et la possibilité de prétendre à une domination mondiale » (Mommsen 1997 : 72). Seulement, l'Allemagne, après la défaite à la Seconde Grande Guerre, se verra sommée de renoncer à ce projet de Grand Reich millénaire.

Nonobstant l'échec du projet de Grand Reich millénaire, un constat demeure : celui de la ferveur populaire créée autour de la personne du Führer et de ses actions durant les douze années du règne national-socialiste. En effet, par « une habile exploitation de la propagande » (Mommsen 1997 : 73), reconnaît Hans Mommsen, Hitler aura réussi à créer autour de sa personne et de son projet politique une ferveur nationale sans précédent, qui laissa « penser qu'un nouveau type de société était instauré en Allemagne : une société marchant d'un même pas, dans la même direction, sous la conduite d'un chef dont la providence l'avait gratifié » (Krebs & Schneilin 1997 : 5). Ce constat relève l'adhésion des masses au projet de société des nationaux-socialistes, ce qui permet également d'affirmer le succès de l'entreprise de nazification de la nation allemande, entendu par ce concept, l'édification du peuple aux idéaux du national-socialisme. Au nombre de ces idéaux, il faut relever un nationalisme exacerbé, la revendication d'une race pure dite aryenne et sa supposée supériorité à toute autre race, l'antisémitisme, le rejet de toute idée de pacifisme et partant, la considération de la guerre comme devoir du peuple pour conquérir son espace vital.

Si de tels idéaux semblaient rencontrer l'adhésion de la population allemande sous le Troisième Reich dans son ensemble, cela, faut-il le dire, était a priori le résultat d'une propagande massive menée par les autorités nationales-socialistes. Toutefois, à voir la ferveur de mise, l'on est tenté de s'interroger, si cette propagande à elle seule suffit à justifier l'adhésion massive des masses à l'idéologie nazie sous le Troisième Reich. En des termes plus clairs, n'y a-t-il pas d'autres facteurs politico-idéologiques ayant précédé et favorisé la nazification de la population allemande ? Parce que la réponse à un tel questionnement passe nécessairement par une exploration de la littérature politique de l'Allemagne avant l'avènement du Troisième Reich, il importe encore et plus étroitement de s'interroger : quelle peut-être la part de la littérature dans le processus de nazification de l'Allemagne ?

Dans un contexte mondial actuel de plus en plus marqué par une montée des populismes et des nationalismes, la présente réflexion veut se poser en garde-fou contre cette extrême-droitisisation des démocraties, en prenant appui sur le cas historique d'une nation allemande qui n'en a que trop souffert au siècle passé. Pour ce faire, il importe de remonter aux origines de l'extrême-droitisisation de cette société en examinant son évolution politico-idéologique depuis le Deuxième Reich de Guillaume II jusqu'à la République de Weimar, cela à travers une exploration de la littérature politique enregistrée à ces deux époques. Cette réflexion s'articule donc autour de ces deux axes.

I/ PRÉMICES DE L'IDÉOLOGIE NATIONAL-SOCIALISTE SOUS LE REICH WILHELMIEN

Émergence de l'idéologie « völkisch » sous l'Empire allemand

Longtemps dans l'histoire récente de l'Allemagne, nombre de travaux de recherche ont pointé du doigt les difficultés économiques et politiques connues par la République de Weimar, mais aussi les frustrations nées de la défaite à la Première Guerre mondiale comme étant les facteurs exclusifs ayant engendré l'implantation du national-socialisme dans ce pays et favorisé son accession au pouvoir d'État en 1933. À en croire donc ces études, ce lot quotidien d'insatisfactions vécues par les populations dans l'Allemagne de Weimar devrait à lui seul suffire à expliquer la radicalisation de la vie socio-politique qui surviendra, mais surtout l'extrême-droitisation de l'électorat populaire allemand. Pourtant, les choses ne seront pas toujours interprétées à la même enseigne.

En 1964, l'historien américain d'origine juive allemande, George L. Mosse, remontera bien plus loin le fil de la radicalisation à droite du peuple allemand. Étudiant les origines de la doctrine nationale-socialiste, il en établissait dans son ouvrage paru en cette année et intitulé *Les racines intellectuelles du Troisième Reich* une influence indéniable du « völkisch », ce courant idéologique qui s'est progressivement constitué en Allemagne à partir du milieu du 19^{ème} siècle, pour s'intensifier sous la République de Weimar (Mosse 2006). Selon lui, « le national-socialisme réussit en tant que mouvement de masse précisément parce qu'il fut capable de capter à ses propres fins des mythes et des symboles chéris de longue date » par bon nombre d'allemands (Mosse 2006 : 10). En clair faut-il y comprendre, la seule perspective matérialiste et limitée à Weimar si souvent évoquée pour expliquer l'avènement du nazisme et sa montée en puissance au sein de la population allemande reste insuffisante pour comprendre l'évolution de ce phénomène politique qui, à son sens, a été réalité rendu possible, acceptable et séduisant par le fait qu'il proposait une synthèse d'idées déjà connues et respectées d'une masse significative d'allemands. Le disant, Mosse faisait ici allusion aux idées véhiculées par le courant idéologique « völkisch ».

Il faut dire que cette idéologie, à l'origine, prend forme en réaction aux frustrations sociales résultant du choc de la révolution industrielle dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle. De fait, le passage d'une économie agraire à une économie industrielle influencé par cette nouvelle donne n'est pas sans conséquences pour la stabilité de la société allemande sous le Reich wilhelmien. Avec la modernisation économique engendrée par une dynamique croissante du capital, et avec elle, la naissance subséquente de classes sociales antagoniques, on entre dans une période de chaos social marquée par la lutte entre une bourgeoisie tournée vers le matérialisme et une classe ouvrière qui s'ouvre au marxisme en guise de réaction. La politisation de la société est déjà actée, et la crise sociale née de la révolution industrielle finit par se muer en une crise idéologique.

Parallèlement au mouvement ouvrier qui se réfugie dans le socialisme pour assurer sa défense contre un capitalisme bourgeois de plus en plus menaçant, se met en place une troisième alternative idéologique, puisant dans le romantisme et l'exaltation d'un passé glorieux pour marquer son opposition à la modernité, au rationalisme, aux Lumières et au dictat du capital. Le nouveau courant idéologique dit « völkisch » s'exprime alors par une idéalisation romantique et transcendante des notions de peuple et de nature, et s'appuie en cela sur un discours privilégiant les racines et l'enracinement, mais aussi une glorification du monde rural présenté comme authentique. Par voie de conséquence, c'est un courant de pensée qui rejette le concept de "civilisation", vue de sa part comme « état le plus extérieur et le plus artificiel dont l'humanité soit capable » (Mosse 2006 : 23), pour ne se fier qu'à celui de "culture", qu'il perçoit

comme séculairement rattachée au peuple, à sa terre et à son esprit communautaire. Dans cet élan de glorification de l'"authenticité" du monde rural et de la culture, le brave paysan est magnifié comme type d'individu « véritablement *völkisch* » (Mosse 2006 : 45), parce que fasciné par la force, la masculinité et incarnant les valeurs de bonté et de justice. À l'inverse est fustigé le peuple juif, considéré comme déraciné parce que cosmopolite, et coupable de par son activité financière dans les campagnes, de matérialisme et d'individualisme qui pervertissent son âme. Dans une telle perspective, la pensée antisémite devient vite un pilier essentiel du mouvement, avec des idéologues tels que Paul Anton Bötticher dit Paul de Lagarde et Julius Langbehn, qui professent à partir des années 1880 l'existence d'un profond antagonisme racial entre le peuple allemand, authentiquement enraciné, et le peuple juif, coupable à leurs yeux d'une infiltration parasitaire. La thèse antisémite de ces pionniers du mouvement « *völkisch* » est résumée par Georges L. Mosse en ces lignes :

Les Juifs s'opposaient automatiquement au caractère profond de la nation allemande, ce qui était très compréhensible puisqu'ils s'étaient séparés du flux d'esprit vital et que leurs âmes s'étaient pétrifiées. Dépourvus d'âme et incapables de rétablir le contact avec la force vitale, il leur était impossible de conserver les vertus fondamentales telles que l'honnêteté et la loyauté (Mosse 2006 : 65).

Outre son antisémitisme, son exaltation de la paysannerie et son attachement aux valeurs ancestrales du peuple germain, le mouvement « *völkisch* » s'appréhende encore comme pangermanique, en ce qu'il milite en faveur d'une politique coloniale du Reich vers l'est européen. Le salut d'une Allemagne surpeuplée à ses yeux devrait venir d'une expansion territoriale vers ces vastes régions orientales, où pourtant règnent déjà russes et autrichiens. Par ailleurs, sur le plan de la religion, le mouvement qui sous l'impulsion irrationaliste aspire à un retour à la religiosité mystique des vieux germains, ne peut qu'appeler à un rejet du christianisme, vue comme émanation du rationalisme. À l'encontre, il prône un retour vers le paganisme, ce polythéisme occultiste de la période antique auquel les gens des campagnes restèrent longtemps fidèles. Toutes ces idées qui, faut-il le souligner, fleuriront jusqu'au déclin de l'Empire allemand et connaîtront un regain en dynamisme au-delà, trouvent tribune d'expression sous le Reich wilhelmien à travers une littérature importante produite par les pionniers et doctrinaires du mouvement. Dans les prochaines lignes, il importe d'en découvrir les plus en vue avec leurs œuvres majeures.

Prophètes et œuvres littéraires d'une pensée pionnière du national-socialisme

Parlant de la littérature « *völkisch* », il s'avère de prime abord judicieux d'en évoquer les deux plus influentes figures pionnières qui en prévalent de ce fait comme prophètes, en l'occurrence Paul de Lagarde et Julius Langbehn. Pour Laura Goult qui a consacré des études à la question d'immigration en Europe, le mouvement « *völkisch* » qui traversait déjà le 19^{ème} siècle se radicalise surtout à partir de ces deux auteurs (Goult 2010 : 40). Tous deux affichent dès le départ leur pessimisme vis-à-vis du nouvel Empire allemand. D'abord, Paul de Lagarde, dont l'ensemble des écrits seront réunis et publiés à partir de 1878 dans un premier recueil sous le titre *Deutsche Schriften*, avant de connaître une ultime édition dans le cadre des Œuvres complètes en 1886, s'inquiète aussi bien des progrès du libéralisme dans la vie du nouvel État allemand que de son peuple même qui ne lui semble pas encore avoir trouvé son unité et son identité (Krebs 2016 : 62f.). Julius Langbehn, pour sa part, s'érige tout autant « en censeur et en précepteur de la nation allemande » (Krebs 2016 : 72). Dans cette perspective, avec son œuvre majeure *Rembrandt als Erzieher* publié en 1890, « il s'est rangé délibérément dans la lignée des penseurs qui, avant lui, avaient entrepris de reformer la vie intellectuelle, politique et morale de l'Allemagne en soumettant à une critique radicale les principes et les institutions de la civilisation moderne » (Krebs 2016 : 73). Outre ce pessimisme envers l'État, les deux

pionniers, dans leur perspective de recherche d'une identité allemande, ont encore en commun de prêcher « dans le sens d'une germanisation du Christianisme » et de voir en « la race inférieure juive » une menace pour l'identité du peuple allemand, aussi bien sur le plan religieux (chez de Lagarde) qu'artistique (chez Langbehn) (Goult 2010 : 40).

Hormis les deux prophètes désignés, un nombre significatif d'auteurs prenant fait et cause pour l'idéologie « völkisch » s'en fera un large écho au travers de leurs œuvres littéraires. Ainsi, Gustav Freytag publie dès 1855 *Soll und Haben* (Doit et avoir pour la version française) en six volumes, un roman traduit en plusieurs langues européennes et figurant au nombre des best-sellers de l'époque. Cette œuvre qui présente une constellation de personnages en trois groupes, à savoir la classe moyenne allemande, l'aristocratie et les Juifs, fait valoir le premier évoqué comme le plus honorable et le plus intelligent de la nation (Le Rider 1994 : 167), tandis que les deux autres sont dépeints sous des traits caricaturaux, notamment le Juif qui ne vaut que par sa cupidité et sa malhonnêteté et, le noble, par son goût du luxe et son ésotérisme. Freytag se livre également dans son œuvre à l'apologie d'une colonisation allemande des peuples à l'est, surtout des polonais, présentés comme inférieurs, sauvages et incapables de civilisation. Il affirme en substance : « les Allemands ont une tâche de pacification et de colonisation de l'espace Ostmitteleuropa » (Le Rider 1994 : 179).

Le roman *Soll und Haben*, sur la question de l'antisémitisme, peut être rapproché de *Der Hungerpastor* de Wilhelm Raabe, publié en 1864. En effet, à travers ce premier né de sa « trilogie de Stuttgart », Raabe décrit de façon parallèle et dans une logique moralement antinomique les chemins de vie de deux amis d'enfance, celui de Hans Unwirrsch, fils d'un cordonnier modeste, et celui du Juif Moses Freudenstein. Si le premier poursuit honnêtement et en toute modestie ses objectifs de vie jusqu'à finir pasteur, il en est différemment pour le second qui emprunte un chemin tortueux, fait de malice pour assouvir ses ambitions de pouvoir et de richesse, et qui finit par sombrer dans la dérision. C'est donc une opposition du monde des petites gens « originaux » allemands à la figure du Juif, dépeint sous les traits d'un être déraciné, avide de pouvoir, d'argent et de profit (Hinz 2012 : 11).

Continuant sur cette lancée, Hermann Gödsche, pour sa part, sous le pseudonyme Sir John Retcliffe, révèle avec *Biarritz* en 1868 un complot juif contre la civilisation européenne. Ses conspirateurs, les représentants des douze tribus juives, tiennent une réunion nocturne et secrète dans un cimetière du ghetto de Prague, pour faire le point sur les avancées dans leur ambition de dominer le monde (Goodrick-Clare 2002 : 86) Ce roman prévaut de ce point de vue comme une œuvre pionnière des "Protocoles des Sages de Sion" (Nahon 20015). Un avant-goût de l'impact de ce faux historique est donné également à découvrir à travers *Der Talmudjude* d'August Rohling. Parue en 1871, cette compilation antisémite calomniait les Juifs d'être un peuple sans religion véritable, mais ayant l'obligation de se livrer aux crimes rituels. En 1889, une édition française de ce livre, considérablement augmentée par A. Pontigny (Taguieff 2008 : 278), paraît sous le titre *Le Juif selon le Talmud*. Le message de Rohling y est résumé en ces termes :

La crise au milieu de laquelle se débat le monde en ce moment se résume en un mot : la revanche du Talmud sur l'Évangile. Les grandes phrases sur la philosophie, les droits de l'homme, la régénération de l'humanité qui, pendant les premières années de ce siècle, ont servi au Juif comme de paravent pour opérer à son aise, ne trompent plus personne [...] Le Juif apparaît en maître ; [...] Ce qui domine chez ces êtres c'est la haine et le mépris du goy, la conviction que tout est légitime contre le goy, l'étranger, le non-Juif "la semence du bétail", la certitude aussi que le Juif appartient à une race privilégiée destinée à réduire tous les autres peuples en servage, à les faire travailler pour Israël (Taguieff 2008 : 278f.).

Ce discours, au-delà de son caractère antisémite, instruit clairement sur le postulat anti-Lumières de la pensée « *völkisch*. » Un autre auteur antisémite en la personne du philosophe et économiste Karl Eugen Dühring s'en prendra aux Juifs avec une grande violence dans *Die Judenfrage als Frage der Racenschädlichkeit* en 1881, soutenant « l'idée d'une nécessaire extermination des Juifs afin de libérer les peuples du joug de la domination juive et du fléau de la judaïsation » (Chauvet 2011 : 38). Mais pour l'historien Helmut Berding, c'est surtout l'*Antisemitenkatechismus* de Theodor Fritsch publié en 1887 au Hammer-Verlag de Leipzig qui aura le plus grand effet sur les masses, étant déjà en 1893 à sa vingt-cinquième édition, et commercialisé à partir de 1907 sous le titre de *Handbuch der Judenfrage* (Berding 1991 : 93f.). « Ce vadémécum destiné à tous les agitateurs antisémites professionnels [...] [rassemblait] [...] tous les jugements défavorables sur les Juifs et le judaïsme que l'on pouvait trouver dans les textes d'écrivains célèbres, mais aussi beaucoup plus obscurs [...] » (Berding 1991 : 94).

Bien d'autres écrivains encore perpétueront cette vocation résolument raciste et antisémite du courant « *völkisch* » jusqu'après la Première Grande Guerre. En plus des œuvres littéraires qui servent de support majeur de diffusion à cette idéologie, il y a aussi à relever l'apport guère négligeable d'organisations de la vie culturelle et professionnelle qui voient le jour dans la même période et militent pour une exclusion de l'individu juif de la communauté. Au nombre de ceux-ci figurent "Antisemiten Liga" fondée en 1879, "Alldeutscher Verband" en 1891, "Deutschbund" en 1894, "Wandervögel" en 1901.

Le développement de l'idéologie « *völkisch* » se poursuivra jusque dans les trois premières décennies du 20ème siècle, se durcissant de plus en plus pour atteindre le stade de radicalisation sous la République de Weimar. D'ores et déjà, on peut relever le rôle déterminant que joua l'œuvre « *völkisch* » dans la création des fondamentaux de l'idéologie national-socialiste, surtout dans sa vision antisémite et pangermaniste. En réalité, Le mouvement hitlérien, dans une certaine phase d'institutionnalisation, saura canaliser cette nébuleuse idéologique et traduire ces frustrations en termes politiques. Adolf Hitler, le maître à penser de ladite idéologie le confessa lui-même dans son ouvrage *Mein Kampf*, rédigé entre 1925 et 1926, en admettant que « le parti national-socialiste des travailleurs allemands tire les caractères essentiels d'une conception *völkisch* de l'univers » (Hannoun 1997 : 26). Et puisque pour lui, « les forces créatrices de civilisation et de valeurs ont pour base la race », « l'État doit logiquement considérer comme sa tâche principale la conservation et l'amélioration de cette même race, condition fondamentale de tout progrès humain » (Hannoun 1997 : 26). Toutefois, si l'antisémitisme et le pangermanisme « *völkisch* » sous l'Empire allemand peuvent être considérés comme genèse de la construction de l'idéologie national-socialiste, d'autres courants idéologiques sous la République de Weimar viendront l'influencer davantage dans ses orientations.

II/ LITTÉRATURE ET RADICALISATION POLITIQUE SOUS LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR

Une nouvelle droite intellectuelle : La Révolution Conservatrice

En 1918, l'Empire allemand est défait à la Première Guerre mondiale, la monarchie s'effondre et le peuple se voit imposé le dictat de Versailles. Au cours de la décennie 1920-1930, la jeune république de Weimar qui naît sur les cendres de l'Empire connaît alors des difficultés économiques sérieuses et l'inflation vécu durement suscite d'incessants remous socio-politiques tout le long de sa décennie d'existence. Ces circonstances pourtant, loin d'avoir entamé le sentiment patriotique des nationalistes allemands, semblent avoir contribué à son renforcement. Avec le sentiment de trahison ressenti par une certaine frange de la population, les difficultés économiques et la radicalisation de la vie politique qui s'en suit, le terrain apparaît

plus que jamais propice à un repli nationaliste, ou bien plus encore, une recrudescence de la pensée « *völkisch* ». On assiste dès lors à une recrudescence de mouvements pangermanistes, qui vont se liguer en un cartel dit "Deutschvölkischer Schutz-und Trutzbund" de 1919 à 1923. Mais en plus des tendances « *völkisch* », d'autres tendances idéologiques réactionnaires de droite prennent forme. Du coup, on arrive à l'orée de la décennie 1920-1930 à l'émergence d'une nouvelle droite intellectuelle sur l'échiquier politique et que les spécialistes du domaine d'étude désigneront des années plus tard par le concept de « Révolution Conservatrice » (Dupeux 1994 : 474). Au sein de ce vaste mouvement très polymorphe et droitiste, trois tendances principales se laissent distinguer, à savoir les tendances « *völkisch* », les jeunes-conservateurs et les nationalistes-révolutionnaires. Le domaine littéraire est le cadre privilégié d'expression de leurs différentes idéologies.

Les tendances « *völkisch* »

On a donc trois tendances littéraires néo-conservatrices sous la République de Weimar. D'abord, avec la plus ancienne qu'est le courant « *völkisch* », il faut relever que l'aspect culturel est plus mis en avant. Ici, les auteurs se réclamant de la mouvance vont à travers leurs écrits se faire relayeurs des thèses antimatérialistes, antimodernistes et antisémites portées par la droite politique radicalisée. Le faisant, ils mettent alors le cap, pour certains, sur l'exclusion des juifs de la société allemande au nom d'une certaine nécessité de purification de la race germanique perçue comme nordique ou aryenne, et pour d'autres, sur un retour aux valeurs culturelles et religieuses ancestrales du "Volk". Le retour à ces valeurs religieuses ancestrales sous-entend un retour au paganisme. Par ailleurs, la non moins importante question de conquête du "Lebensraum", espace vital nécessaire à l'existence du peuple allemand, est également évoquée. Face à une population qui crie misère et est de plus en plus gagnée à la radicalisation, les succès de publication ne se font pas attendre, en témoigne le franc succès du roman *Die Sünde wider das Blut* d'Arthur Dinter, ce premier né d'une trilogie antisémite qui met en garde contre les conséquences fâcheuses des mélanges raciaux, susceptibles selon lui d'engendrer des progénitures dégénérées. Paru en 1918, ce best-seller de l'écrivain antisémite atteint le chiffre record de 264 000 ventes jusqu'en 1934 (Benz 2004 : 110).

À côté de Dinter, on peut aussi évoquer Hans Grimm comme auteur d'obédience « *völkisch* » favorablement reçu par la population allemande sous la République de Weimar. Son roman *Volk ohne Raum*, reprenant la théorie « *völkisch* » de l'espace vital nécessaire au peuple allemand, connaît un retentissement important auprès du public et des élites politiques d'alors, avec 350 000 exemplaires écoulés dès sa parution en 1926 (Dupeux 1994 : 480). Un autre auteur néo-conservateur d'inspiration « *völkisch* » dont l'impact est tout aussi retentissant dans la république de Weimar est Will Vesper, avec son roman *Das harte Geschlecht*, publié en 1931. Cette œuvre de l'écrivain et critique littéraire qui thématise la christianisation de l'Islande sera encensée en mai 1933 par le *Völkischer Beobachter*, organe de presse officiel du parti national-socialiste, comme « roman nordique gorgé de sang » (Klee 2007 : 630).

Le « jeune-conservatisme »

Si la première tendance de la révolution conservatrice est plus portée vers une aspiration à la régénérescence des valeurs culturelles et religieuses du « Volk » avec en prime une politique raciale dans ses fondamentaux, il n'en est pas de même pour la deuxième tendance dite « jeune-conservatisme. » Cet autre mouvement qui se veut « une vaste constellation réactionnaire issue du milieu dit [lettré] » (Dupeux 1991 : 150), se distingue du courant « *völkisch* » en ce qu'il réprouve l'éthique raciale diffusée par celui-ci, mais surtout est beaucoup plus préoccupé par les notions d'État et de nation, donc a une vocation beaucoup plus politique. Sur le terrain politique alors, radicalement opposé au libéralisme et récusant le marxisme matérialiste, il se

place dans la lignée du conservatisme allemand qu'il entend régénérer, et se choisit une troisième voie entre l'économie de marché et l'économie collectiviste planifiée. De façon plus concrète, le jeune-conservatisme se caractérise comme un mouvement politique réactionnaire d'intellectuels de droite, qui milite en faveur d'une Allemagne ni orientée vers l'Ouest, ni orientée vers l'Est, mais se définissant comme « Reich der europäischen Mitte », entendu « Empire du milieu européen », et constituant, de ce fait, une tierce voie entre le capitalisme libéral et le marxisme (Dupeux 1994 : 474).

Sur la question, il faut dire que l'idée de mise en place d'un Troisième Reich allemand de l'envergure du Saint-Empire romain-germanique est l'un des projets de société majeurs portés par les jeunes conservateurs. Dans cette optique, Arthur Moeller van den Bruck, le chef de file de la mouvance, publie dès 1923 *Das Dritte Reich*, appelant de tous ses vœux par ce canal littéraire à la concrétisation de ce projet, tout en y exposant les modalités dans lesquelles cela devrait se faire, a priori par une révolution à l'image de ce que fut 1789 pour le peuple français. *Das Dritte Reich* de Moeller est un ouvrage qui se veut à la fois révolutionnaire, socialiste et prolétaire, mais qui se trouve surtout être le déclencheur qui influence le Führer du parti national-socialiste, Adolf Hitler, dans l'accession à l'idée d'un Grand Reich allemand dans son projet politique. Pourtant, ce dernier tronquera l'esprit du Reich requis par Moeller, un Reich dans lequel, estime l'idéologue, « nous devons avoir la force de vivre dans les contradictions » (Dupeux 1994 : 477). Le projet de Troisième Reich porté par Hitler dans *Mein Kampf* rédigé deux années plus tard s'inspire plutôt littéralement d'idées « völkisch ». Cela dit, pour avoir prêché « la mission des peuples jeunes, la révolte des forces instinctives contre un ordre international périmé, la vocation du dynamisme allemand en Europe, la mystique du Reich éternel appliquant à l'extérieur comme à l'intérieur le principe nouveau du [socialisme des peuples] » (Nurdin 2003 : 221), on ne saurait dénier à Moeller son impact dans l'évolution de la donne politique de Weimar vers le Troisième Reich national-socialiste.

De son côté, Oswald Spengler, l'autre figure de proue du jeune-conservatisme est également opposé à la République de Weimar, mais avec plus de pessimisme, puisqu'il l'inscrit, à la différence de Moeller, dans un Occident en pleine décadence de par sa civilisation. De fait, pour Spengler, « toute civilisation est une sorte de monade fermée possédant sa propre forme interne prédéterminée, ce qui exclut tout recommencement » (Nurdin 2003 : 198). Cela étant, il oppose les termes de « Kultur » et « Zivilisation », désignant le premier comme « la phase créative d'une civilisation », et le second comme « la phase finale, inéluctable, au cours de laquelle la culture vivante se sclérose et se pétrifie » (Nurdin 2003 : 199). Comme conséquence d'une telle conception, son œuvre du point de vue philosophique se fait l'écho d'une Europe du 20^{ème} siècle stérile de par sa civilisation décadente et, pis, engagée dans une guerre d'autodestruction, ce qui impose à l'homme occidental le devoir de préserver la culture fertile des générations qui l'ont précédé, seule issue pouvant lui permettre de trouver le salut.

En dépit de ce qu'il sera beaucoup contesté pour cette vision pessimiste de la civilisation européenne, Spengler reste tout de même assez influent dans la sphère des néo-conservateurs de Weimar. En témoignent les « tirages massifs » dont bénéficie son best-seller *Der Untergang des Abendlandes* (100 000 exemplaires dès les premiers mois de parution du tome un en 1918), et *Jahre der Entscheidung* (320 000 exemplaires en 1933) (Dupeux 1994 : 479). Mais surtout, il faut relever que ce théoricien néo-conservateur, pour le modèle d'État qu'il préconise, se fait désigner par la critique « comme un précurseur de l'idéologie nationale-socialiste ». En effet, se déclarant comme Moeller hostile au marxisme et au libéralisme parlementaire, il réclame un socialisme allemand fondé sur le césarisme et une économie sociale. Avec cette aspiration à un modèle d'État autoritaire particulier pour l'Allemagne, il va de soi que sa vision soit identifiée au nombre des influences politiques qui vont préparer le terrain au national-socialisme. Reste cependant à relever qu'il préférera garder ses distances vis-à-vis de ce système jusque dans le

Troisième Reich, car se refusant à reconnaître en Hitler le véritable héros césarien dont le mouvement national a besoin (Pons 2015).

Le nationalisme révolutionnaire

Au sein de la mouvance néo-conservatrice, un troisième courant idéologique « plus exigeant », fait d'« activistes purs et durs », prend forme sous l'enseigne du « nationalisme révolutionnaire » (Dupeux 1994 : 474). Ce nouveau courant idéologique se distingue avant tout par sa haine virulente du bourgeois et sa vigueur révolutionnaire. Partisan de la guerre, de la violence et de l'héroïsme, il fait donc appel à la "génération du front" et à ses vertus soldatesques pour abattre la République et mener une révolution radicale (Merlio 1995 : 422). Le noyau idéologique le plus dur de ce nationalisme révolutionnaire, le cercle néo-nationaliste, est constitué autour des frères Ernst et Friedrich-Georg Jünger et se caractérise comme un cercle d'intellectuels « assoiffé d'absolu : absolu de la Nation, mais aussi de l'État et du peuple » (Dupeux 1994 : 474). Particulièrement au centre de l'œuvre d'Ernst Jünger, fer de lance de la tendance nationaliste révolutionnaire, sont abordées les figures du soldat du front, du travailleur, du rebelle et de l'arnaque. Évoquant la réception de ce dernier, Louis Dupeux admet globalement une réputation quasi immédiate des publications, en dépit de ce que les tirages restent relativement limités. Ainsi, son essai *In Stahlgewittern*, paru en 1920 dans la collection de ses récits sur la Grande Guerre, atteint en 1930 le chiffre de 30 000 tirages et *Der Arbeiter* est tiré à 8000 exemplaires pour sa première édition en 1932 (Dupeux 1994 : 479).

Par ailleurs, le mouvement des nationalistes-révolutionnaires compte aussi une aile gauche, désignée comme « national-bolchevisme », et menée par l'ex-socialiste prussien Ernst Niekisch. De 1926 à 1934, ce dernier dirige notamment la revue *Widerstand* dont les lignes éditoriales vont évoluer d'un nationalisme prolétarien à un bolchevisme prussien avant d'être interdit sous le Troisième Reich. Le courant dirigé par Niekisch, minoritaire mais très actif dans l'agitation politique, prône une convergence idéologique entre le nationalisme allemand et le bolchevisme au nom de certaines valeurs communes dont la lutte populaire, l'antilibéralisme, l'anticapitalisme, mais aussi se veut à certains égards l'expression d'une stratégie géopolitique d'alliance entre l'Allemagne et la Russie devenue URSS (Kluge 1985 : 210). En tout état de cause, le nationalisme révolutionnaire, dans l'une ou l'autre de ces variantes autour de Jünger ou Niekisch, demeure un courant idéologique foncièrement nationaliste, qui appelle à une révolution prolétarienne brutale contre l'ordre occidental et le Traité de Versailles, afin de déboucher sur un État autoritaire, impérial et absolu. Avec de telles aspirations qui caractérisent cette tendance, on peut noter qu'il y a là encore matière à même d'inspirer ou conforter toute tentation totalitaire dans quelque projet politique, à l'image notamment de celui du national-socialisme.

En somme, de l'antisémitisme « völkisch » à l'apologie de la guerre et des valeurs soldatesques chez les nationalistes-révolutionnaires en passant par le projet de Troisième Reich des jeunes-conservateurs, on découvre que les trois grandes tendances de la Révolution Conservatrice sous la République de Weimar ont développé chacune à sa façon des théories préfigurant le national-socialisme hitlérien. Ce dernier en fera la somme afin de canaliser les masses et amorcer son ascension au pouvoir. De là l'opportunité de l'idée de voir en ces tendances ses pionnières. Mais surtout dans ces rapports et pour ce qui intéresse la présente étude, il y a à noter l'apport substantiel de la littérature en tant que canal d'expression idéologique à la naissance du national-socialisme comme doctrine politique.

Propagande littéraire du NSDAP dans la marche vers le pouvoir

Plus haut dans cette réflexion, un bref regard rétrospectif sur les quinze années d'existence de la République de Weimar a porté à notre connaissance une situation socio-politique des plus

délétères qui y prévalait, marquée par son lot quotidien d'insatisfactions qui vont occasionner de façon intempestive des remous de tous ordres. De ce difficile contexte politique, aggravé par une situation économique peu reluisante à la fin de la décennie 1920-1930, ce sont particulièrement les courants et formations radicaux d'extrême-droite, entre autres le DNVP (Parti populaire national allemand) et surtout le NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) qui tireront les meilleurs dividendes, en attirant de plus en plus de masses en leur sein, s'appuyant en cela sur une forte propagande. La stratégie de propagande de ces partis ultra-nationalistes consistait, avant tout, à servir aux masses un discours cristallisant l'ensemble de leurs rancœurs et de leurs peurs, mais aussi teinté de relents « *völkisch* » et appelant au rétablissement d'un État fort, autoritaire et à caractère pangermanique. Les dirigeants nationaux-socialistes particulièrement semblaient avoir pris la pleine mesure de l'importance de la propagande pour la conquête du pouvoir. Pour parvenir à l'objectif d'embrigadement idéologique des masses, le parti d'Hitler use de moyens tels que la photographie, les affiches, les tracts, mais surtout la littérature écrite, pour le cas qui intéresse la présente étude. Cette section de la réflexion ambitionne alors de retracer les grandes lignes qui ont caractérisé la propagande littéraire dudit parti sous la République de Weimar, et ce, à travers ses idéologues les plus remarquables et leurs œuvres.

Tout part du rachat par le parti (NSDAP), en décembre 1920, du Franz-Eher-Verlag, opération qui lui permettait également de disposer dorénavant d'un organe de presse officiel, le *Völkischer Beobachter*, propriété de la maison d'édition acquise. Cet hebdomadaire qui deviendra trois années plus tard un quotidien et demeurera jusqu'à la fin du règne national-socialiste l'organe de presse officiel du parti, servira de tribune par excellence pour relayer sa politique, mais aussi les idées d'Hitler. Mais l'étape la plus décisive dans l'usage de la littérature comme moyen de propagande reste la publication en deux tomes entre 1925 et 1926 aux Franz-Eher-Verlag de *Mein Kampf*, cet ouvrage à la fois autobiographique et idéologique d'Adolf Hitler. Depuis sa cellule de prison de Landsberg où il purgera une peine de neuf mois jusqu'à décembre 1924 suite au putsch manqué de la Brasserie à Munich, le leader national-socialiste en dicte les premiers chapitres à son secrétaire Rudolf Hess. Pour comprendre toute l'importance de cette étape, il faut déjà se faire à l'idée que le national-socialisme, avant d'être le système étatique qui a régi l'Allemagne d'une main de fer de 1933 à 1945, a d'abord pris forme comme doctrine politique et a été consigné par Hitler dans cet ouvrage théorique. *Mein Kampf*, qu'il est alors convenu de désigner comme manifeste de la doctrine nationale-socialiste, sera distribué gratuitement aux populations à hauteur de plus d'un million d'exemplaires sous le Troisième Reich. Dans ce support littéraire à vocation propagandiste, le leader national-socialiste sonne la charge de l'endoctrinement idéologique en exposant sa conception de l'État comme suit :

[...] la conception *völkisch* fait place à la valeur des diverses races primitives de l'humanité. [...] Elle ne croit nullement à leur égalité, mais reconnaît au contraire et leur diversité, et leur valeur plus ou moins élevée. Cette connaissance lui confère l'obligation, suivant la volonté éternelle qui gouverne ce monde, de favoriser la victoire du meilleur et du plus fort, d'exiger la subordination des mauvais et des faibles. Elle rend ainsi hommage au principe aristocratique de la nature et croit en la valeur de cette loi jusqu'au dernier degré de l'échelle des êtres (Hitler 1934 : 380f).

À travers ce discours, le ton est clairement donné pour une vision fondamentalement raciale du monde, qui allait s'appliquer quelques années après sous le Troisième Reich.

Parallèlement à son mentor, c'est Joseph Goebbels, jeune écrivain qui rejoint le NSDAP seulement en 1924, qui se fera relayeur des thèses antisémites et antimatérialistes portées par le parti. Dans son premier manuel de propagande intitulé *Le Petit ABC du national-socialiste* qu'il

publie en 1925, le futur maître de la propagande du parti national-socialiste se livre à une série de questions brèves suivies de réponses toutes aussi brèves et directes, sensées clarifier la « Weltanschauung » de la doctrine nationale-socialiste et guider alors la démarche du militant (Goebbels 1925). Le faisant, il fait déjà prévaloir sa grande conviction en la justesse des idéaux du parti, auxquels il ne semble d'ailleurs tolérer aucune autre alternative, quand il admet dans son journal qu'« il faut que le national-socialisme devienne un jour la religion d'État des Allemands » (Gibiat 2016). Pour ce faire, en plus des œuvres littéraires classiques, ce sont les journaux, affiches et tracts qui allaient devenir les outils de diffusion de ce nouveau culte qu'il entendait faire adopter. Le périodique *Der Angriff*, qu'il lance en 1927, et par lequel il peaufine sa rhétorique, répond à cet objectif d'endoctrinement des masses. Plusieurs autres écrits, plus de la quinzaine environ, continueront d'être publiés par ce dernier au cours de l'ascension d'Hitler au pouvoir et sur le temps de vie du Troisième Reich, ce qui lui vaudra d'occuper les fonctions de ministre de l'Éducation populaire et de la propagande du Reich d'Hitler. C'est qu'en fait, le propagandiste en chef du parti et de l'État national-socialiste s'était formé à l'art de la propagande en observant les méthodes des stratèges de la réclame berlinoise et en s'imprégnant de *Propaganda*, le livre d'Edward Bernays publié en 1928, considéré comme bible des publicitaires et des politiques américains. Dans ce livre, l'auteur définit les méthodes pour « contrôler et régenter les masses conformément à notre volonté sans qu'elles en aient conscience » (Gibiat 2016). Ce sont ces méthodes que Goebbels transposera en politique.

Dans la marche au pouvoir des nationaux-socialistes sous la République de Weimar, Hitler et Goebbels ne sont toutefois pas les seuls avec leurs écrits politiques à caractère propagandiste. En dehors de la contribution de ces deux leaders du mouvement, d'autres écrits d'auteurs proches ou se réclamant adeptes de l'idéologie méritent d'être évoqués. Ainsi, dès 1922, *Rassenkunde des deutschen Volkes* de Hans Günther vient conforter la théorie de l'inégalité des races, en recensant sur la base de critères physiques et psychologiques cinq différentes sous-races européennes que sont les races Nordique, Méditerranéenne, Alpine, Dinarique et Est-baltique. La première évoquée, apanage du peuple allemand, serait supérieure aux autres (Maxwell 2008 : 150). L'ouvrage rencontre un franc succès avec six éditions déjà en 1926. Jusqu'à 1945, on compte plus d'un demi-million d'exemplaires écoulés en Allemagne (Maxwell 2008 : 150). Deux années plus tard, en 1924, celui qui se faisait désigner dans les milieux nationaux-socialistes sous le pseudonyme "Rassengünther" (Chapoutot 2007 : 29) récidive avec *Kleine Rassenkunde Europas*, ouvrage dans lequel il définit les races peuplant le continent européen, les facteurs ayant favorisé un mélange racial, et met en garde contre le danger d'un déclin civilisationnel occasionné par ce fait (Günther 2016 : 111f, 142, 173f.).

Au nombre des théoriciens du national-socialisme dont l'œuvre participera dans une importante mesure à la propagande du parti sous la République de Weimar se distingue clairement un autre nom, celui d'Alfred Rosenberg. À partir de 1921, Rosenberg occupe les fonctions de rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter*, dans les colonnes duquel il publie lui-même de nombreux articles. Mais l'activité littéraire de celui qui était considéré « par essence comme le père de la littérature nationale-socialiste », ainsi que le pense de Thilo von Trotha (Rosenberg 1986 : XIII [Préface]), est encore plus importante avec la publication d'un certain nombre d'ouvrages dont *Unmoral im Talmud* (1920), *Die Protokolle der Weisen von Zion und die jüdische Weltpolitik* (1922), *Wesen, Grundlagen und Ziele der Nationalsozialistischen deutschen Arbeiterpartei* (1923), *Dreißig November-Köpfe* (1927). De fait, la plume de Rosenberg se définit prioritairement comme antisémite, mais se parant de temps à autres d'antibolchevisme, d'antimaçonnisme et de rejet du christianisme. Dans cette perspective, son interprétation raciale de l'Histoire est centrée sur une supposée influence négative de la race juive, en opposition avec la race aryenne. C'est que pour lui, la pureté raciale originelle et le génie qui en découle, sont constamment menacés par les juifs, ennemis millénaires et protéiformes des peuples

nordiques (Demoule 2015 : 185). De son ouvrage le plus important, *Der Mythus des 20. Jahrhunderts* publié en 1930, découle cette vision de la question raciale fort teintée de pessimisme. De l'avis de Pierre Grosclaude, cet essai du théoricien nazi, long de 700 pages, figure au premier rang des ouvrages qui « constituent avec *Mein Kampf* les assises idéologiques du national-socialisme » (Grosclaude 1938 : 7). L'action de Rosenberg pour le compte de la propagande nazie est d'autant plus essentielle, qu'il contribuera, de l'avis de David Schoenbaum, à attirer au sein du parti les sympathisants de droite qui, comme lui, nourrissent ce sentiment de pessimisme culturel et racial (Schoenbaum 2000 : 53).

En dernier lieu, on ne saurait omettre Gottfried Feder en parlant des principaux théoriciens qui ont animé la propagande littéraire du national-socialisme sous la République de Weimar, dans la mesure où celui-ci, de par ses écrits thématissant la vision économique de cette doctrine, en aura valu comme le théoricien économique (Kershaw 1990 : 196). En effet, c'est à cet économiste autodidacte, militant de première heure et membre fondateur du NSDAP, que Hitler doit la construction de sa *Weltanschauung* en matière économique (Hitler 1934 : 213). Feder publie surtout *Das Manifest zur Brechung der Zinsknechtschaft des Geldes* (1919), *Das Programm der NSDAP und seine weltanschaulichen Grundgedanken* (1920), *Der deutsche Staat auf nationaler und sozialer Grundlage* (1923), *Was will Hitler ?* (1931).

En 1929, la crise boursière mondiale partie de Wall Street vient comme pour conforter les théories de cet économiste qui a fait de la dénonciation de l'économie spéculative et de la servitude de l'intérêt du capital son cheval de bataille. Si cet événement est souvent évoqué au nombre des facteurs majeurs qui font basculer l'électorat allemand du tournant des années 1920 dans l'extrême droite, on n'oubliera toutefois pas le travail préparatoire effectué tout au long de cette décennie par la propagande, surtout national-socialiste. À cette tâche, le rôle de la littérature aura été capital. Ce canal aura notamment permis aux nationaux-socialistes de reformater l'esprit du peuple allemand en le retournant contre les valeurs de la république parlementaire et libérale, tout en lui faisant miroiter l'espoir d'un lendemain meilleur avec les valeurs totalitaires et raciales qu'ils prônent. Au lendemain de leur accession au pouvoir en 1933, ce rôle n'allait pas être pris à la légère.

CONCLUSION

Cette étude a eu pour objet principal de réfléchir sur les facteurs politico-idéologiques qui, bien avant l'avènement du Troisième Reich, ont préfiguré et favorisé la nazification à venir de la nation allemande sous le totalitarisme hitlérien, cela en prenant appui sur la littérature comme domaine de recherche. En clair, il était question d'enquêter sur l'origine du basculement de l'Allemagne dans l'extrême droite, en revisitant le contenu de la littérature politique s'y prêtant. Il en ressort que l'implantation de l'idéologie nazie en Allemagne ne s'est pas seulement amorcée avec les difficultés sociales, politiques et économiques connues sous la République de Weimar comme nombre de travaux l'ont souvent affirmé, encore moins avec la propagande nazie sous le Troisième Reich, mais que ces étapes n'en ont que constitué le catalyseur. En effet, le début de la nazification de la société allemande remonte bien plus loin, notamment à la naissance de l'idéologie « *völkisch* » sous l'Empire Allemand de Guillaume II. Ce courant de pensée, né en réaction à la révolution industrielle et à la formation subséquente des classes sociales, investira crescendo la conscience nationale allemande par le canal des œuvres littéraires de l'époque, jusqu'à se cristalliser sous l'Allemagne de Weimar en proie à des difficultés multisectorielles.

Au lendemain de la chute de l'Empire allemand, suite à la guerre perdue, le parti d'Hitler en récupérera le fond idéologique, marqué par le racisme, particulièrement l'antisémitisme, ajouté

à cela l'exaltation d'un passé glorieux, pangermanique et l'opposition à la modernité, au rationalisme et aux Lumières. Sous la république de Weimar, ces idées connaîtront une forme d'institutionnalisation avec l'émergence d'une nouvelle droite intellectuelle caractérisée comme Révolution Conservatrice. Le parti d'Hitler en tirera encore le meilleur à même de bonifier sa posture ultra-nationaliste, notamment le projet d'un troisième Reich pangermanique, le rejet du marxisme matérialiste et l'apologie de la guerre et du totalitarisme. Le national-socialisme en définitive, c'est la somme du populisme « völkisch » et des valeurs néo-conservatrices de l'Allemagne de Weimar, proposée aux populations comme solution à la conjoncture socio-politique et économique instable qui minait leur quotidien. Eu égard au fait que ces idées fleurissaient déjà dans la littérature politique et culturelle allemande depuis la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, George L. Mosse estime que « la révolution de Hitler trouva donc une grande partie de la population prête à accueillir son message » (Mosse 2006 : 350). Donc, si on peut imputer le succès de la nazification de la nation allemande en grande partie à l'action nationale-socialiste sous le Troisième Reich, on n'oubliera toutefois pas d'y joindre le facteur politico-idéologique historique qui part du Deuxième Reich et se consolide sous la République de Weimar.

Alors, il est à retenir que le national-socialisme, pour s'imposer à l'Allemagne, aura connu ses prémices sous Guillaume II, et une phase d'institutionnalisation sous Friedrich Ebert et Paul von Hindenburg. Il aura aussi et surtout su compter sur le pouvoir instructif de la littérature, manipulée notamment à des fins propagandistes. Un tel constat révèle l'influence indéniable de ce canal de communication sur le processus de nazification de l'Allemagne. Facteur d'instruction populaire, mais aussi enclin à un mésusage à des fins propagandistes, il y a donc lieu pour la classe intellectuelle de chaque nation de manipuler l'œuvre littéraire avec la plus grande prudence, afin d'éviter qu'elle ne serve de support à une corruption idéologique de la société. Aussi voudrions-nous conclure cette étude en rejoignant George L. Mosse dans l'espérance que « l'analyse du triomphe völkisch dans le passé contribuera peut-être à éviter sa victoire à l'avenir » (Mosse 2006 : 13).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1) Monographies sur le national-socialisme

BENZ, Wolfgang (éd.) ; MIHOK, Brigitte : Handbuch des Antisemitismus. Judenfeindschaft in Geschichte und Gegenwart, Band 4 : Ereignisse, Dekrete, Kontroversen, Éd. De Gruyter Saur, Berlin, Boston, 2011.

BENZ, Wolfgang : Was ist Antisemitismus ?, C.H. Beck Verlag, München, 2004.

CHAPOUTOT, Johann : Le nazisme et l'Antiquité, Presses Universitaires de France, Paris, 2007.

CHAUVET, Didier : Le Nazisme et les Juifs, Caractères, méthodes et étapes de la politique nazie d'exclusion et d'extermination, l'Harmattan, Paris, 2011.

GOEBBELS, Joseph : Das kleine Abc des Nationalsozialisten, 2. Aufl., Verlag der Arbeitsgemeinschaft Nordwest, Elberfeld, 1925.

GOODRICK-CLARE, Nicholas : Black sun. Aryan cults, Esoteric Nazism and the Politics of Identity, New York University Press (Éd.), New York et Londres, 2002.

GOULT, Laura : L'enlèvement d'Europe. Réflexion sur l'exil intellectuel à l'époque nazie, l'Harmattan, coll. Allemagne d'hier et d'aujourd'hui, Paris, 2010.

GROSCLAUDE, Pierre : Alfred Rosenberg et le mythe du XXe siècle, Éd. Fernand Sorlot, Paris, 1938.

HANNOUN, Hubert : Le nazisme, fausse éducation, véritable dressage, Presses Universitaires du Septentrion, coll. éducation et didactiques, Lille, 1997.

HEIN, Verena : Werner Hedt (1904-1954) : Leben und Werk, Herbert Hutz Verlag, München, 2016.

HITLER, Adolf : Mon Combat, Nouvelles Éditions Latines, Paris, 1934.

KERSHAW, Ian : Hitler 1889-1936, tome 1, Flammarion, Paris, 1990.

KLEE, Ernst : Das Kulturlexikon zum Dritten Reich. Wer war was vor und nach 1945, S. Fischer, Frankfurt am Main, 2007.

KOCH, Christine : Das Bibliothekswesen im Nationalsozialismus. Eine Forschungsstandanalyse, Tectum Verlag, Marburg, 2003.

KREBS, Gilbert ; Schneilin, Gérard (dir.) : État et société en Allemagne sous le III^e Reich, Éd. Pia, coll. Publications de l'Institut d'Allemand d'Asnières, Asnières, 1997.

MENDEL, Gérard ; Ferral, Thierry : Culture et dégénérescence en Allemagne (Entretiens), L'Harmattan, coll. Allemagne d'hier et d'aujourd'hui, Paris, 1999.

MOMMSEN, Hans : Le national-socialisme et la société allemande – Dix essais d'histoire sociale et politique, Éditions de la Maison des sciences de l'homme de Paris, traduit de l'allemand par Françoise Laroche, Paris, 1997.

MOSSE, George L. : Les racines intellectuelles du Troisième Reich. La crise de l'idéologie allemande, traduit de l'anglais par Claire Darmon, éd. Calmann-Lévy, coll. Mémorial de la Shoah, Paris, 2006.

RICHARD, Lionel : Nazisme et culture, nouvelle édition revue et mise à jour, Éditions Complexe et Lionel Richard (éd.), coll. Historiques, Bruxelles, 1988 et 2006.

ROSENBERG, Alfred : Le mythe du vingtième siècle, Éd. Avalon, Paris, 1986.

SCHOENBAUM, David : La révolution brune : La société allemande sous le III^e Reich, Gallimard, (1^{ère} éd. 1966), Paris, 2000.

STROHMANN, Dietrich : Nationalsozialistische Kulturpolitik. Ein Beitrag zur Publizistik im Dritten Reich, Éd. Bouvier, Bonn, 1985.

2) Ouvrages généraux

BERDING, Helmut : Histoire de l'antisémitisme en Allemagne, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni, Edition de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1991.

DEMOULE, Jean-Paul : Mais où sont passés les Indo-Européens ? : Le mythe d'origine de l'Occident, Seuil, coll. Librairie du XXI^e siècle, Paris, 2015.

GÜNTHER, Hans : Les peuples de l'Europe [Titre original : Kleine Rassenkunde Europas, 1924], traduit de l'allemand par Etienne Bourdin, Les Éditions du Lore (3^{ème} éd.), Chevaigné, 2006,

KLUGE, Thomas : Gesellschaft, Natur, Technik : zur lebensphilosophischen und ökologischen Kritik von Technik und Gesellschaft, Springer Fachmedien (éd), Wiesbaden, 1985.

MAXWELL, Anne : Picture imperfect : Photography and Eugenics, 1870-1940, Sussex Academic Press, Eastbourne, Portland, Oregon, 2008.

NURDIN, Jean : Le rêve européen des penseurs allemands 1700-1950, Presses Universitaires du Septentrion, coll. histoire et civilisations, Lille, 2003.

TAGUIEFF, Pierre-André : La Judéophobie des Modernes. Des Lumières au Jihad mondial, éd. Odile Jacob, Paris, 2008.

WILPERT, Gero von : Sachwörterbuch der Literatur, 6. verbesserte und erweiterte Aufl., Alfred Kröner Verl., Stuttgart, 1979.

3) Ouvrages collectifs et revues scientifiques

DUPEUX, Louis : La Guerre, Versailles, Weimar : La libération des germes du totalitarisme en Allemagne, in : COURTOIS, Stéphane (dir.) : Quand tombe la nuit. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe 1900-1934, éd. L'Age d'Homme, Lausanne, 2001, pp. 145-156.

DUPEUX, Louis : La nouvelle droite « révolutionnaire-conservatrice » et son influence sous le République de Weimar, Revue d'histoire moderne et contemporaine, tome 41 N° 3, Juillet-septembre 1994, pp. 471-488.

HINZ, Thorsten : Ehrenrettung für einen Pastor, Sezession, Heft 51, hrsg. v. Institut für Staatspolitik (IfS), Bad Vilbel (Hessen), Dezember 2012, pp. 10-14.

KAENNEL, Lucie : Ces livres qu'on brûle. L'autodafé du 10 mai 1933, Drame en trois actes, in : QUINCHE, Florence et RODRIGUEZ, Antonio (dir.) : Quelle éthique pour la littérature ? Pratiques et déontologies, éd. Labor et Fides, Genève, 2007, pp. 161-182.

KREBS, Gilbert : Nation et culture. Quelques apôtres du nationalisme culturel en Allemagne au XIXe siècle, in : KNOPPER, Françoise et RUIZ, Alain : État et nation en Allemagne au XXe siècle, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 2016, pp. 59-84.

LE RIDER, Jacques : Soll und Haben de Gustav Freytag. Un bréviaire d l'identité nationale bourgeoise, in : ESPAGNE, Michel ; WERNER, Michael (dir.) : Philologiques III : Qu'est-ce qu'une littérature nationale ? - Approches pour une théorie interculturelle du champ littéraire, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme de Paris, Paris, 1994, pp. 161-182.

MERLIO, Gilbert : Les figures du pouvoir chez Ernst Jünger, in : Université de Toulouse le Mirail (éd.) : Les songes de la raison. Mélanges offerts à Dominique Lehl, Peter Lang, coll. Contacts, Bern, Francfort/M, 1995, pp. 418-434.

4) Sources numériques

AUST, J. W. ; AUST, Thomas : Literatur im Nationalsozialismus : Überblick über die Werke und Autoren, in: Bundeszentrale für politische Bildung (éd.) : Dossier Nationalsozialismus und zweiter Weltkrieg (document pdf), Bon, 2019, pp. 303-307.

GIBIAT, Balthazar : Propagande nazie : un peuple sous hypnose (09.06.2016), in : Geo, disponible sur : <http://www.geo.fr> (consulté le 16.02.2019).

Microsoft Études Encarta 2009 [DVD]: Mein Kampf, [Adolf Hitler], Microsoft Corporation, 2008.

NAHON, Gérard : Protocoles des Sages de Sion, in : Encyclopædia Universalis, France, 2015.

PONS, Alain : Spengler (Oswald) 1880-1936, in : Encyclopædia Universalis, France, 2015.

**REVUE IVOIRIENNE DE GOUVERNANCE ET D'ÉTUDES STRATÉGIQUES
(RIGES)
(IVORIAN REVIEW OF GOVERNANCE AND STRATEGIC STUDIES)**

